

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Agroecology in Action : la transition agroécologique en Belgique francophone

Impacts politiques et freins à la transition

ANNEXES

Auteur : Giacomo Marchi

Promoteur : Étienne Verhaegen

Lectrice : Julie Hermesse

Année académique : 2020-2021

Master en sciences de la population et du développement,
finalité spécialisée : développement

ANNEXES

Table des matières — ANNEXES

A.1. Principes historiques, méthodologiques et socioéconomiques de l'agroécologie.....	4
A.2. Les trois niveaux du système sociotechnique.....	6
A.2.bis. Coévolution des trajectoires des régimes.....	6
A.2.ter. Perspective multiniveaux appliquée aux transitions.....	7
A.3. Caractéristiques des interviewés.....	8
A.3.bis. Guide d'entretien qualitatif.....	9
A.4. Récapitulatif des travaux politiques d'AiA.....	11
A.5. Récapitulatif des freins à la transition agroécologique.....	12
A.6. Retranscription de l'entretien du 30-03-2021 : Éléonore Barrelet.....	13
A.7. Retranscription de l'entretien du 22-04-21 : Damien Charles.....	30
A.8. Retranscription de l'entretien du 13-05-21 : Barbara Van Dyck.....	45
A.9. Retranscription de l'entretien du 29-04-21 : Amaury Ghijselings.....	53
A.10. Retranscription de l'entretien du 06-04-21 : Manuel Eggen.....	64
A.11. Retranscription de l'entretien du 14-04-21 : François Sonnet.....	78
A.12. Retranscription de l'entretien du 07-05-21 : n° 1.....	90
A.13. Retranscription de l'entretien du 20-04-21 : Noémie Maughan.....	98
A.14. Retranscription de l'entretien du 19-04-21 : Jonathan Peuch.....	108
A.15. Retranscription de l'entretien du 12-05-21 : Martin Biernaux.....	121

A.1. Principes historiques, méthodologiques et socioéconomiques de l'agroécologie

Principes « historiques » de l'agroécologie (Altieri, 1995)

1. Améliorer le recyclage de la biomasse afin d'optimiser la décomposition de la matière organique et le cycle des nutriments dans la durée, équilibrer le flot des nutriments.
2. Fournir les conditions de sol les plus favorables à la croissance des plantes en gérant en particulier la matière organique et en améliorant l'activité biologique des sols pour renforcer le système immunitaire des systèmes agricoles à travers l'amélioration de la biodiversité fonctionnelle (ennemis naturels, antagonistes, etc.).
3. Minimiser les pertes de ressources (énergie, eau, nutriments, ressources génétiques) par la gestion microclimatique, la collecte d'eau, la gestion du sol par l'accroissement de la couverture du sol, le jeu des complémentarités territoriales entre différentes orientations technicoéconomiques (notamment l'élevage-culture), l'amélioration de la conservation et de la régénération des ressources du sol, l'amélioration de l'agrobiodiversité.
4. Favoriser la diversification génétique et d'espèce de l'agroécosystème dans l'espace et le temps, au niveau du champ comme du paysage agricole.
5. Améliorer les interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agrobiodiversité, promouvant par là des processus et services écologiques cruciaux.

Principes de base (6) et méthodologiques (7-8-9) (Inra, 2010)

6. Valoriser l'agrobiodiversité comme point d'entrée de la reconception des systèmes assurant l'autonomie des agriculteurs et la souveraineté alimentaire (Matchado *et al.*, 2008 ; Jackson *et al.*, 2009).
7. Favoriser et équiper le pilotage multicritère des agroécosystèmes dans une perspective de transition sur le long terme, intégrant des arbitrages entre temps courts et temps longs et accordant de l'importance aux propriétés de résilience et d'adaptabilité.

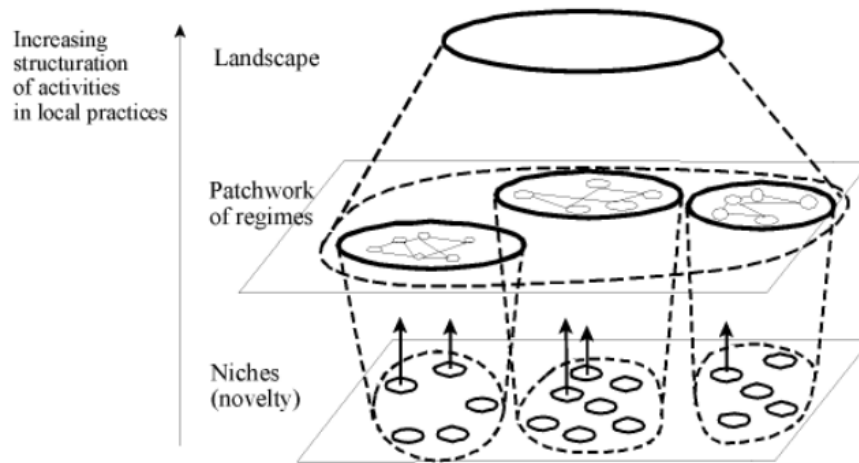
8. Valoriser la variabilité (diversité et complémentarité) spatiotemporelle des ressources, c'est-à-dire exploiter les ressources et les caractéristiques locales et faire avec la diversité et la variété plutôt que de chercher à s'en affranchir.
9. Stimuler l'exploration de situations éloignées des optimalocaux déjà connus (Weiner, Andersen et al., 2010), par exemple des systèmes « extrêmes » à très faibles niveaux d'intrants et/ou biologiques aussi bien en élevage qu'en production végétale (Jackson, 2002).

Principes méthodologiques (10) et socioéconomiques (11-12-13) (GIRAF, 2012)

10. Favoriser la construction de dispositifs de recherche participatifs qui permettent le développement de recherche « finalisée » tout en garantissant la scientificité des démarches (Hatchuel, 2000 ; Hubert, 2002). La conception de systèmes durables est en effet complexe et implique la prise en compte de l'interdépendance des acteurs, de leurs ambiguïtés, ainsi que de l'incertitude des impacts socioéconomiques des innovations techniques (Bell et Stassart, 2011).
11. Créer des connaissances et des capacités collectives d'adaptation à travers des réseaux impliquant producteurs, citoyens-consommateurs, chercheurs et conseillers techniques des pouvoirs publics qui favorisent les forums délibératifs, la mise en débat public et la dissémination des connaissances (Pimbert, Boukary et al., 2011 ; Thompson, 1997).
12. Favoriser les possibilités de choix d'autonomie par rapport aux marchés globaux par la création d'un environnement favorable aux biens publics et au développement de pratiques et modèles socioéconomiques qui renforcent la gouvernance démocratique des systèmes alimentaires, notamment via des systèmes cogérés par des producteurs et des citoyens-consommateurs et via des systèmes (re) territorialisés à haute intensité en main-d'œuvre (Ploeg, 2008 ; Wittman et al., 2010).
13. Valoriser la diversité des savoirs à prendre en compte : savoirs et pratiques locaux (Hassanein et Kloppenburg, 1995) ou traditionnels (Indigenous technology knowledge – ITK, [Richards, 1993]), savoirs ordinaires (Wynne, 1996) aussi bien dans la construction des problèmes et la construction des publics concernés par ces problèmes que dans la recherche de solutions.

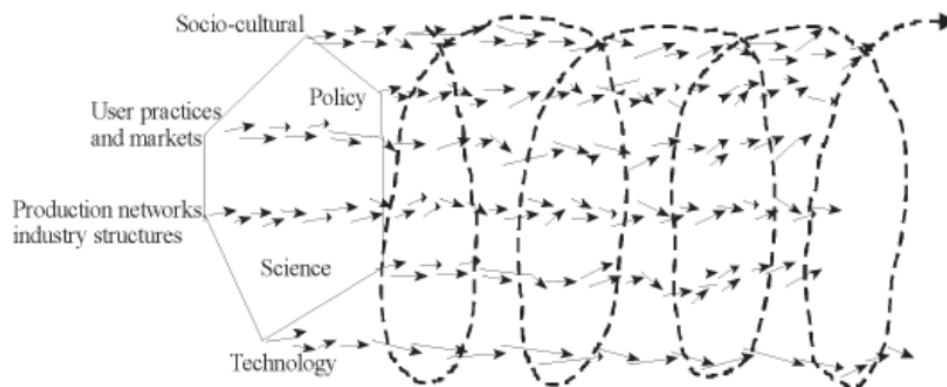
Sources : Stassart et al. (2012, pp.36-37-38) ; Altieri & Nicholls (2014, p.43)

A.2. Les trois niveaux du système sociotechnique :



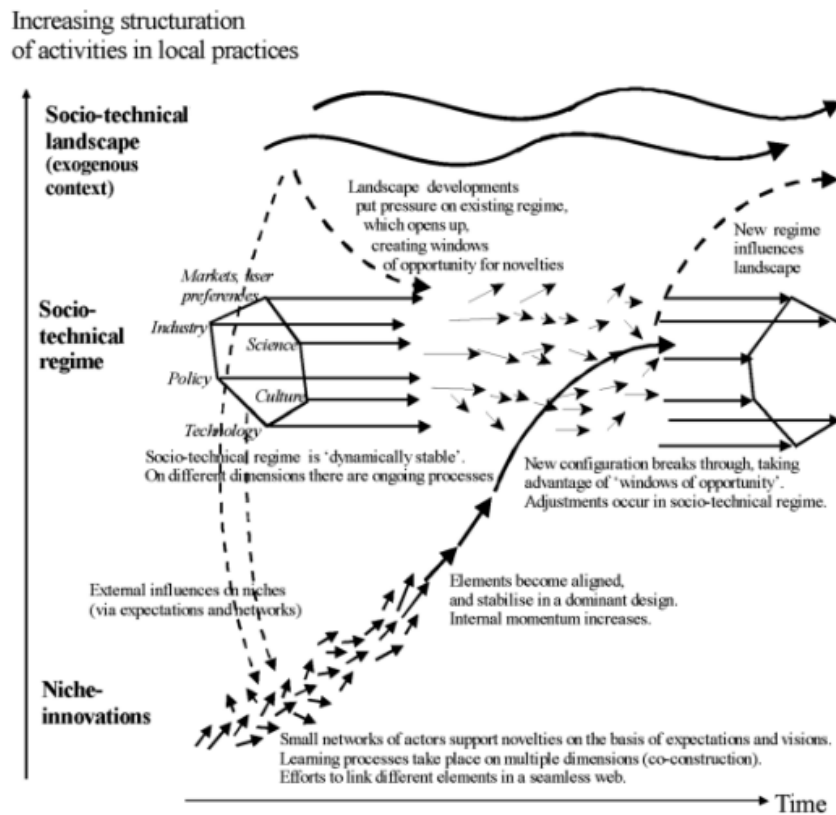
Source : Geels & Schot, 2010, p.40

A.2.bis. Coévolution des trajectoires des régimes :



Source : Geels & Schot, 2010, p.42

A.2.ter. Perspective multiniveaux appliquée aux transitions :



Source : Geels & Schot, 2010, p.46

A.3. Caractéristiques des interviewés :

Nom-Prénom ou Numéro	Association	Fonction dans le mouvement
Éléonore Barrelet	Agroecology in Action	Coordinatrice
Damien Charles	Quinoa	RéSAP
Barbara Van Dyck	Chercheuse	RéSAP — GIRAF
Amaury Ghijssels	CNCD-11.11.11	GT Plaidoyer
Manuel Eggen	FIAN Belgium	GT Plaidoyer
François Sonnet	CATL	GT Plaidoyer
N° 1	Greenpeace Belgium	GT Plaidoyer
Noémie Maughan	Chercheuse	GT Bruxelles
Jonathan Peuch	FIAN Belgium	GT Bruxelles
Martin Bierneaux	Solidaris	Ancien membre ponctuel

Source : Auteur, 2021

A.3.bis. Guide d'entretien qualitatif :

Introduction		
Questions principales	Questions complémentaires	Questions de clarification
- Bonjour, comment allez-vous ? - Avez-vous besoin de plus de précisions ou d'un rappel quant à mon projet ? - Pourriez-vous vous présenter en quelques mots ? - Pourquoi votre association est-elle impliquée dans la plateforme AiA ?	- Dans quelle association travaillez-vous ? - Quelle est sa mission ? - Quel est votre rôle dans cette association ? - Quel est le rôle de votre association dans la plateforme ? Et le vôtre ?	
Corps		
Questions principales	Questions complémentaires	Questions de clarification
- Avez-vous participé à la création du mouvement ? Pouvez-vous revenir sur son histoire ? - Le mouvement s'est-il inspiré d'autres mouvements agroécologiques ? Si oui, lesquels ? - Quels furent les points d'orgue du mouvement depuis sa création selon vous ? Et les « low points » ? - Pouvez-vous présenter plus en profondeur les missions et l'organisation du GT Plaidoyer/du GT Bruxelles/de la coordination/du RéSAP ? - Par quels moyens faites-vous pression sur les politiques pour accélérer la transition agroécologique ? - Quels sont les projets phare du GT/du mouvement/du RéSAP depuis sa création ? Et ceux en cours ? - Qu'est-ce qui a permis à ces négociations d'être fructueuses ? Et quelles négociations n'ont rien	- Quels étaient ses buts ? - Comment cela a-t-il évolué ? - Sont-ils des sources d'inspiration ? Ou au contraire, êtes-vous critiques par rapport à ceux-ci ? - Qu'avez-vous mis en place concrètement ? - Lesquels ont réussi, partiellement ou entièrement, et lesquels ont échoué ?	- Certains buts ont-ils changé ? - Les membres ont-ils changé ? - Pourquoi tant de diversité ? - Pouvez-vous décrire plus en profondeur ces actions ? Qu'en est-il ressorti ? - Pourquoi ont-ils réussi ou échoué, selon vous ? - Pourquoi ?

donné, à terme ? - Quels impacts pensez-vous que la plateforme a d'ores et déjà pu avoir sur les politiques belges, plus particulièrement la politique agroalimentaire belge ? - Comment ont évolué les relations du mouvement/du GT/du RéSAP avec le monde politique et les autres acteurs de l'agroalimentaire ? - Quels sont, selon vous, les freins qui empêchent une transition agroécologique au niveau francophone ? - Comment se positionne le GT/le mouvement/le RéSAP par rapport à la réforme de la PAC, par rapport à la stratégie F2F et plus largement par rapport au European Green Deal ? - Comment voyez-vous le futur proche du mouvement et de l'agroécologie en Belgique et en Europe, compte tenu des forces politiques actuelles ?	- Des actions concrètes ont-elles été mises en place ? - Y a-t-il des choses que vous voudriez faire dans le cadre du mouvement qui n'est pas déjà fait ?	- Tant au niveau méta qu'au niveau de projets spécifiques.
Clôture		
- Voulez-vous rajouter quelque chose concernant les actions de la plateforme, ses impacts ou vos attentes pour le futur ?		

A.4. Récapitulatif des travaux politiques d’AiA :

RÉSAP	GT « Plaidoyer »		GT « Bruxelles »
Mobilisation :	Projets concrets :	Plaidoyer :	Plaidoyer :
Journées internationales des luttes paysannes, notamment à : *Perwez *Frameries	*Soutien de la journée internationale des luttes paysannes à Frameries	*Mémorandum des élections locales *Mémorandum des élections régionales *Relocalisation des systèmes alimentaires et transition agroécologique *Travaux sur la PAC *Audition au Parlement wallon	*Stratégies <i>Good Food</i> *Plan stratégique régional de la PAC *Rencontres parlementaires et politiques

Source : Auteur, 2021

A.5. Récapitulatif des freins à la transition agroécologique :

Freins internes	Freins externes
Manque de légitimité et de visibilité	Organisation en silo
Légitimité des membres au sein d'AiA	Organisation participative
Frein financier	Vision top-down
Trop peu de ressources humaines	Régionalisation de l'Agriculture
Plus petit dénominateur commun	Peu d'intérêt politique
Freins non définis	Manque de représentation
Positionnements trop généraux	Décalage discours-actions
Entre-Soi	Problème narratif
Manque de représentation	Opposition de l'agro-industrie
Alliances politiques	Faiblesse du mouvement agroécologique
Collaboration académique	Freins sociotechniques et idéologiques
	Frein du court-termisme
	Frein du changement
	Frein de la précarité

Source : Auteur, 2021

A.6. Retranscription de l'entretien du 30-03-2021 : Éléonore Barrelet

Bonjour, Éléonore, comment vas-tu ? Tu n'as pas eu de soucis pour te connecter ?

Très bien, merci. J'espère que toi aussi ?

Combien de temps avais-tu prévu ?

À priori une grosse heure, mais je ne sais pas de combien de temps tu as besoin ? C'est le premier entretien que tu fais ?

Oui, c'est le premier ! J'avais prévu une grosse heure également, selon les sujets et les approfondissements que tu veux faire.

Aucun problème, je suis de nature bavarde, mais j'ai tout mon temps.

Génial. Je te propose de commencer par te présenter en quelques mots, m'expliquer ce que tu fais pour AiA, quelle est ta mission dans la plateforme ?

Je suis la coordinatrice du mouvement. Je l'appelle mouvement et non plateforme, de manière générale les membres l'appellent aussi mouvement car l'idée n'est pas uniquement de connecter des membres, mais aussi de travailler collectivement sur la transition des systèmes alimentaires. Au sein d'AiA, je suis la seule permanente. À partir du 5 avril, il y aura pour la première fois deux personnes permanentes chez AiA. J'ai été engagée en 2018, après une première coordinatrice qui a permis de dégager des subsides qui ont permis de m'engager. Quand j'ai passé l'entretien pour AiA, on m'a dit qu'ils cherchaient un couteau suisse « tout terrain ». Je n'ai pas la prétention de tout faire, ni de tout faire correctement, mais mon boulot est de faire mouvement, de structurer le mouvement, de permettre que les informations circulent entre les membres et de créer des espaces pour que les membres puissent travailler ensemble. Quand je suis arrivée, il a fallu structurer un mouvement préexistant afin qu'il puisse savoir qui il était. Il a fallu structurer la gouvernance, la manière donc on travaillait ensemble, sur quels sujets on allait travailler, etc. Je passe donc, sur une journée, d'un travail administratif, à du plaidoyer, à de la recherche, à des demandes de signature pour une carte blanche, etc. Je suis aussi là pour mettre de l'huile dans les rouages, c'est-à-dire que les membres se connaissent, ils passent au-delà de moi lorsqu'ils ont besoin de se parler, mais je soigne le lien entre les membres, entre les membres et le mouvement pour se mobiliser plus facilement et avoir une identité collective en termes de mouvement social.

Merci pour cette vision très globale. En tant que coordinatrice, avec un peu plus de recul, tu as l'impression que le mouvement est en avancement ou en « stand by » ? Comment ça se passe entre les membres ?

AiA est né en 2016, mais le mouvement n'est pas né de nulle part car il est né du Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne, le RéSAP. Le RéSAP est plus informel que AiA et ce sont donc des membres du RéSAP qui ont voulu créer un forum de deux jours sur l'agroécologie spécifiquement. C'est comme ça qu'AiA est né. Le mouvement en tant que tel, avec la volonté de faire bouger les lignes politiques, préexistait à AiA. Ce qui a changé, c'est que les questions d'agroécologie, de transition des systèmes alimentaires vers l'agroécologie passent par AiA, mais toujours en collaboration avec le RéSAP quand c'est pertinent.

Depuis 2016, même si je parle avec ma casquette de coordinatrice impliquée dans le mouvement, j'aurais tendance à dire que les choses bougent, même si c'est trop lent. On commence à être reconnus, à être entendus, mais ça demande un travail acharné. Finalement, on est assez jeune, comparé à d'autres mouvements et organisations, surtout avec un fonctionnement comme le nôtre. Cependant, depuis que je suis arrivée, je vois changements. Il y a différents groupes de travail dans AiA et le GT Plaidoyer ne s'est jamais mis en pause. Il réunit plus de la moitié des membres, bien que certains ne participent pas activement au sein du GT et sont plutôt réquisitionnés pour des sujets bien particuliers, et c'est une des colonnes vertébrales d'AiA. Quand je suis arrivée, le plaidoyer existait déjà, mais on n'avait pas encore l'oreille des politiques, bien qu'aujourd'hui on ne nous mange pas du tout dans la main, mais il y a des signaux. L'année dernière, on a pu rencontrer le ministre wallon de l'Agriculture, Willy Borsus, et on a été reçu au Parlement wallon cette année. Globalement, ça va dans la bonne direction, mais c'est épuisant et frustrant par rapport aux enjeux qui nous demandent d'aller très vite. C'est aussi le désavantage du temps politique et sa réalité.

Disons que le contexte actuel permet plus de prise de conscience au niveau politique, étant donné que ça bouge au niveau citoyen. J'imagine que ça pousse à la prise de parole ?

Je pense que ça aide, en effet, ça a un impact. Cela dit, les dynamiques citoyennes agroécologiques existent depuis longtemps. Aujourd'hui, elles peuvent passer par AiA et ses membres pour se faire entendre, étant donné que le mouvement promeut une politique bottom-up, mais je pense que la prise de conscience n'est pas uniquement liée à la crise du Covid car de plus en plus de citoyens demandent des actes forts au niveau politique avec la crise climatique. Par contre, la crise Covid fut une opportunité pour nous de remettre en avant nos

demandes pour une relocalisation de l'alimentation. Ça n'a aucun sens d'importer notre alimentation alors qu'on pourrait la produire chez nous pour une large partie.

Les politiques ont aussi besoin d'avoir plus ces voix dans l'oreille parce que les interlocuteurs politiques locaux n'appréhendent pas bien le concept d'agroécologie. Il y a tout un travail de sensibilisation à faire, qui prend du temps. En tout cas, il y a un vrai intérêt de la part des politiques, bien qu'on ne soit jamais autant entendus que la FWA. On n'a pas le discours dominant.

On va dire que c'est encourageant en tout cas ! Tu me disais aussi que les membres étaient nombreux : est-ce que tu pourrais me faire un état des lieux ? Combien sont-ils officiellement ? Pourquoi ils sont investis dans le mouvement ? Pourquoi tant de diversité ?

C'est à géométrie variable car quand AiA s'est lancé, c'était un mouvement à ambition nationale. Dans les parties prenantes du forum de 2016, il y avait des acteurs flamands, francophones et des acteurs avec des liens européens. Progressivement, AiA s'est plutôt ancré dans le monde francophone. Lorsque je suis arrivée en 2018, il y avait encore quelques membres néerlandophones. Ensuite, une partie des acteurs flamands ont choisi de s'investir dans un mouvement similaire appelé VoedselAnders. AiA a donc perdu contact avec les organisations flamandes, bien qu'on échange encore un petit peu avec eux.

Aujourd'hui, AiA a fait un travail pour définir ses membres. Au total, je crois qu'il y a 35 membres avec des échelles d'action assez variable. Certains membres sont actifs en Wallonie, à Bruxelles, dans les deux régions, à l'international, etc. Il y a une diversité d'acteurs qui existe au niveau d'AiA par les secteurs dont ils sont issus. Cette diversité fait partie des racines d'AiA car l'agroécologie ne peut pas être une discipline qui s'envisage uniquement via l'aspect environnemental ou social ou économique... c'est une discipline qui doit être transdisciplinaire et collective pour éviter de reproduire les mêmes inégalités sociales que l'on connaît. Assez vite, nous nous sommes associés avec des acteurs académiques, environnementaux, impliqués dans l'économie sociale et solidaire, impliqués dans les mouvements paysans, sociaux et impliqués dans la lutte contre la précarité, mouvements de relation nord-sud, actifs dans l'éducation permanente. L'idée est d'encore accroître cette diversité au sein du mouvement, notamment avec les questions de genre et les luttes antiracistes. Notre but est d'enrichir les réflexions, d'amener du débat et c'est ce qui est passionnant dans

ce mouvement. Le mouvement permet alors aux membres d'échanger, de débattre et de mutuellement s'inspirer. Je ne sais pas si j'ai répondu à ta question.

Si, c'est super que tu aies pu mettre au centre de ta réponse la notion de transdisciplinarité et de débat pour expliquer cette diversité d'acteurs. J'imagine que ça permet d'avoir un discours plus large.

C'est aussi pour ça que je parle d'un mouvement car on arrive tous avec nos biais de lecture, nos sensibilités. Ça demande donc un travail interne et des questionnements pour comprendre comment parler à certains publics qu'individuellement nous ne connaissons pas. Par exemple, introduire des acteurs en lien avec la précarité nous permet de comprendre comment faire parvenir des discours plus environnementaux à des publics qui ne sont pas « bobos ». C'est donc un changement politique permanent qui a lieu au sein du mouvement et qui nous permet de comprendre comment opérer un changement systémique et non spécifique, comment déconstruire nos biais. Ça demande du temps, de la compréhension mutuelle, du respect et des espaces de débat et de rencontre.

Au final, le débat est riche et permet d'avoir un discours le plus complet possible, si j'ai bien compris.

[Acquiescement]

Je switch vers les buts du mouvement. Est-ce que tu pourrais me parler des buts du mouvement, de leur évolution (ou non) et pourquoi ? Si tu pouvais insister davantage sur les missions politiques du mouvement, ce serait parfait également.

Je n'étais pas présente à la naissance d'AiA et il y a toute une partie de l'histoire donc je ne suis pas dépositaire. N'hésite pas à prendre contact avec Barbara pour en savoir plus sur ses origines.

Concernant les objectifs d'AiA... pendant le forum de 2016, il y a eu plus de 800 participants — citoyens, collectifs, associatifs, organisations publiques — et la proposition a été de travailler sur une déclaration d'engagement pour cadrer le mouvement. Ils ont dégagé collectivement, à 800, cinq axes complets qui ont ensuite été retravaillés par un collectif restreint :

- Transformer les modes de production vers des systèmes de production agroécologiques ;
- Promouvoir des modes de consommation agroécologique basés sur des marchés territoriaux et des circuits-courts entre producteurs et consommateurs ;

- Défendre les droits humains, en particulier le droit à une alimentation adéquate pour toutes et tous et des conditions de travail décentes pour les producteurs et les travailleurs des systèmes alimentaires ;
- Protéger les terres agricoles, les ressources naturelles et les biens communs ;
- Renforcer le mouvement social et politique pour l'agroécologie et l'alimentation solidaire et revendiquer une gouvernance démocratique des systèmes alimentaires et des politiques publiques intégrés.

Ces cinq axes sont les objectifs généraux d'AiA. On ne l'a pas « sucé de notre pouce » car AiA s'inscrit dans une dynamique internationale plus large. On revendique un attachement au mouvement Nyéléni-Europe, à la Déclaration internationale sur l'agroécologie, à VoedselAnders Pays-Bas et à la déclaration sur l'agroécologie de la Via Campesina. AiA est donc un mouvement belge francophone qui s'inscrit dans un mouvement agroécologique plus large et international.

Suite à la Déclaration d'engagement de 2016, il y eut une Mise au Vert en 2017 pour savoir ce qu'on allait faire de cette déclaration d'engagement. Ils ont dégagé plusieurs axes de travail pour réunir des groupes de travail sur ces enjeux, notamment un axe sur la nécessité de travailler les liens avec les acteurs du social-santé-lutte contre la précarité, dans l'idée d'une diversité sociale et culturelle pour une alimentation saine pour toutes et tous. De là, les relations ont été plus fortes avec les mutuelles comme Solidaris. Ceci a continué et la notion de « travailler les liens avec les acteurs du secteur social » est devenue une colonne vertébrale d'AiA même si aujourd'hui ça s'infuse dans le mouvement sans être uniquement un groupe de travail spécifique. L'optique n'est pas de dire qu'on veut être « inclusif » à partir de nous... l'idée c'est de décaler le regard, de mettre ces personnes au centre de la société et de notre regard. Comment AiA peut-il être au service du projet des acteurs social-santé et les soutenir ?

Est-ce qu'il y a d'autres façons de faire qui ont été mises au point en 2017 qui ont évolué au fil du temps ? Est-ce que certains buts ont été rajoutés aux objectifs initiaux ?

C'est organique donc on respecte le rythme et la réalité dans laquelle on évolue. Il y a eu plusieurs propositions de GT suite à la Mise au Vert de 2017, notamment un GT « Producteurs » qui n'a finalement jamais existé. Peut-être que ça ne répondait pas à un besoin à ce moment-là, mais ce n'a pas été un souci. Les GT sont liés à l'organisation interne et au temps que chaque membre peut mettre dans le mouvement. AiA ce n'est pas « moi », je ne vais pas imposer une ligne directrice car l'idée c'est que ce soit collectivement construit et que les membres s'en

emparent pour faire quelque chose. L'objectif est de fonctionner de façon horizontale et non verticale. Parfois, certains GT connaissent un pic d'activité puis rentrent dans une « dormance » pour peut-être réémerger par après ou se transformer. La difficulté est donc de s'adapter à cette dynamique.

Ensuite, il y a le GT Plaidoyer que j'ai toujours connu, même si je ne sais pas s'il existe depuis 2017. Lorsque je suis arrivée, ils finalisaient le Mémorandum pour les élections locales de 2018. Ils n'avaient pas attendu une coordinatrice pour que ça se fasse. Il y a d'autres GT qui ont vu le jour, notamment le GT « Bruxelles » qui est actif sur les questions liées au territoire bruxellois, mais qui est ouvert à la participation de membres non bruxellois. Ce GT est né car, collectivement, on a choisi de répondre positivement à l'invitation à participer au conseil consultatif de la stratégie Good Food et du constat interne que de nombreux membres d'AiA demandent des subsides tout autant qu'AiA. Pour ne pas se marcher dessus, on a trouvé ça intéressant de se rassembler. Il existe également un GT « Féminisme » qui flotte un peu pour l'instant et qui est né d'une volonté de travailler les enjeux systémiques et d'un intérêt commun sur la question des inégalités. Enfin, la Mise au Vert de 2017 a permis de dégager des axes de travail, mais on voit aujourd'hui une volonté de faire une réunion plus stratégique. En 2019, après la Mise au Vert parlant de la gouvernance du mouvement, on a eu une réunion stratégique annuelle qui avait permis de rassembler les forces. Malheureusement, le Covid est arrivé et on n'a pas pu faire ce qu'on avait dit, on s'est adaptés et depuis, une réunion stratégique en ligne a eu lieu, mais elle n'a pas eu l'effet escompté dû au contexte particulier. On sent donc le besoin d'une vraie réunion stratégique pour redéfinir nos envies et nos plans.

J'imagine bien que le Covid a fait ralentir le mouvement et a empêché la mise en œuvre de certaines envies...

Après, on a fait d'autres choses ! Je suis impressionnée par la résilience car il y a eu un gros travail par rapport à la relocalisation des systèmes alimentaires, via une rencontre avec Willy Borsus notamment. On a également fait des actions sur la PAC. Il y a eu du travail proactif qui n'était pas prévu à la base.

En décembre 2020, lors de la réunion stratégique en ligne, on a vu l'enjeu d'un besoin de redéfinir notre stratégie. Il y a également un enjeu de subside car nous sommes en partie subsidiés par la Région Wallonne, par la Région bruxelloise et par le versement relatif des membres. On est donc dépendants de subsides qui eux-mêmes dépendent de nos objectifs,

stratégies et priorités. C'est donc un certain « alignement des astres » qui nous demande de redéfinir les lignes directrices.

Avec la coordination, on essaye également de définir les axes stratégiques liés aux demandes de subsides pour avancer plus rapidement sur notre structuration. C'est un véritable enjeu de pérennisation pour le mouvement.

Tu me parlais également des autres mouvements internationaux. Est-ce que tu connais les mouvements agroécologiques au Brésil et en France ? Au Brésil à un niveau plus citoyen, en France à un niveau plus politique ? Est-ce que ces mouvements ont peut-être eu de l'importance au niveau de vos débats ?

On est tellement occupés à créer de la cohérence au niveau du mouvement belge qu'il nous est compliqué d'analyser et de faire des réflexions sur les autres mouvements agroécologiques. Au Brésil, je ne les connais pas, mais je pense que d'autres membres d'AiA s'y connaissent. En termes de relations, nous n'avons pas non plus de connexions avec le mouvement brésilien. En France, nous avons quelques liens avec la Confédération paysanne, mais pas extrêmement proches et, du côté plaidoyer, nous suivons ce que fait la plateforme « Pour une autre PAC ». En termes de relations bilatérales, c'est assez restreint. On aimerait déjà intensifier nos relations avec VoedselAnders chez nous donc on aurait du mal à tisser des liens avec des mouvements d'autres pays.

Selon toi, quels seraient les points d'orgue du mouvement depuis sa création, qu'ils soient positifs ou négatifs ?

Tu auras mon regard de coordinatrice qui sera différent du regard d'un autre membre du mouvement. AiA est un mouvement très protéiforme dans lequel chacun a ses spécificités. En tant que coordinatrice, et sachant que je ne suis arrivée qu'en avril 2018, j'ai plusieurs points d'orgue.

Au niveau interne, la discussion sur la gouvernance a été très importante. Je suis identifiée comme la gardienne des enjeux de gouvernance au sein de AiA et donc, en 2019, alors que je ne comprenais plus la structure du mouvement (Qui faisait quoi ? Qui parlait pour AiA ?), on a fait une Mise au Vert. On a donc fait une ligne du temps pour mettre au clair ce que le mouvement avait déjà fait et ce qu'il comptait faire. Malheureusement, on n'a pas su tout traiter et on a continué une Mise au clair de février à septembre pour structurer la gouvernance du mouvement. Nous avons abouti à un document avec des prises de décision qui a été

collectivement formulé, tout en sachant qu'elles n'étaient pas parfaites ni gravées dans le marbre indéfiniment.

Au niveau externe, j'ai été engagée de base pour gérer les forums décentralisés en 2018 et 2019 en région bruxelloise et en Wallonie. Toute cette année-là, ce fut passionnant et ce fut une opportunité pour rencontrer nos différents membres. On a terminé le processus en mars 2019 par un forum à nouveau centralisé, forum qui avait moins d'ambition que le forum de 2016. On a pu discuter de sujets de tension au sein du mouvement, chez les membres, mais aussi dans l'écosystème d'AiA. Par exemple, on a parlé de la rémunération de la viande, du bien-être des agriculteurs, etc.

Évidemment, le Covid fut un point d'orgue parce qu'il a fallu s'adapter, se réinterroger, interpellier les politiques car c'était une fenêtre à ne pas manquer. On a donc rencontré Willy Borsus. Enfin, ce sont les membres qui portent le mouvement et ce sont eux qui y ont été pour défendre un texte coconstruit. Il y a également eu l'audition au Parlement wallon que j'ai faite au sujet des questions de la relocalisation des systèmes agroalimentaires et de la PAC. Ce fut aussi un point d'orgue extrêmement formateur et enrichissant car plein de questions : Est-ce que c'est là qu'on veut être ? Est-ce que c'est ça qu'on veut dire ? Est-ce que c'est à moi de le dire ?

Tu me parles des actions politiques, c'était justement ce sur quoi je comptais enchaîner. J'aurais voulu savoir quelles actions vous aviez mises en place concrètement au niveau politique. Qu'est-ce qui en est ressorti ? Peut-être que tu peux commencer par l'audition chez Willy Borsus et par l'interpellation au sujet de la PAC puis continuer avec d'autres actions.

Il faut recontextualiser l'action. Il y a eu plusieurs moments politiques tels que le mémorandum pour les élections locales qui fut très formateur pour le plaidoyer mais moins précis. Pour les cibles précises, en 2020, on avait prévu de porter avec le Résap lors des « Journées internationales de lutte paysanne », qui ont lieu chaque 17 avril, une mobilisation sur le thème de la patate, symbole important des dérives de l'agro-industrie en Belgique et du dérèglement du système agroalimentaire mondial.

Malheureusement, le Covid est arrivé et on a dû rattraper la totalité de notre action en trois semaines alors qu'on avait travaillé plusieurs mois sur la mobilisation « patate ». Je jette des fleurs aux membres qui ont travaillé pour tout repenser et saisir l'opportunité de se faire entendre sur un sujet qui nous tient à cœur, à savoir : la relocalisation de nos systèmes

alimentaires et les enjeux de souveraineté alimentaire. Nous avons rédigé une carte blanche qui a demandé un gros travail de connexion avec énormément d'acteurs externes au mouvement pour récolter les signatures et obtenir un consensus. Autour de cette carte blanche, on a construit une mobilisation en ligne, notamment une action d'interpellation destinée au Gouvernement wallon. Nous avons interpellé Elio Di Rupo, Ministre Président, Céline Tellier, ministre de l'Environnement, et Willy Borsus, ministre de l'Agriculture. Via une plateforme internet utilisée par FIAN, AiA les a bombardés d'e-mails, a incité les citoyens à se prendre en photo avec un message de soutien à l'agriculture paysanne, il y a eu un concert en ligne et une projection de film en ligne. Au final, on a reçu une réaction de la part des trois ministres. On a eu plusieurs échanges et, lorsqu'ils essayaient de botter en touche sur certaines choses, on leur répondait qu'on n'était pas d'accord.

On a ensuite jeté notre dévolu sur le ministre Borsus qui était d'accord de nous rencontrer, soit une occasion à ne pas rater. Qu'est-ce que concrètement on allait revendiquer en allant voir le ministre Borsus, chose qu'on n'avait pas imaginée dans le « rush » de la crise sanitaire ? Il y a eu tout un travail entre le 17 avril et la rencontre avec Borsus qui a eu lieu en juillet pour concrétiser nos demandes. Ce fut un challenge au niveau du GT Plaidoyer pour définir ce qu'on voulait défendre ensemble, les thèmes sur lesquels tous les membres étaient d'accord. On a donc été chercher d'autres acteurs peu investis dans le plaidoyer pour avoir leur expertise. Ce travail a débouché sur 4 à 5 pages de recommandations qui furent portées par quelques membres du mouvement. On a également saisi l'opportunité pour rester en lien avec lui après la rencontre. L'un des enseignements du débrief de la rencontre avec lui, c'est qu'AiA a réussi à se faire connaître. On sait qu'il y a un travail à faire pour que le mouvement soit reconnu au niveau politique, mais c'était une vraie première prise de contact.

Par rapport à ces recommandations, est-ce qu'il y a eu des intentions concrètes ou est-ce que ce fut une intention du ministre qui n'a pas vraiment eu de suite ? Est-ce qu'il y a déjà eu un suivi qui s'est fait sentir et des intentions concrètes ? Ou est-ce que c'était plutôt une graine que le mouvement a semée ?

Un peu des deux. On a semé une graine, mais encore faut-il qu'elle germe. Il ne nous connaît pas et il rencontre énormément de monde. Faire germer la graine rapidement c'est assez difficile. Je le vis comme une première approche et donc une victoire étant donné qu'il sait qu'AiA existe, qu'il connaît nos revendications. Il a également utilisé quelques points qu'on a évoqués dans un texte à l'autre, mais, bien sûr, nous n'avons pas changé le système alimentaire wallon. Il nous a entendus, peut-être pas écoutés.

Pour le 17 avril qui arrive, on a repris le thème des patates et on va leur envoyer la carte blanche qu'on est en train de rédiger. On a donc une première main et, maintenant, on va mettre la deuxième. On n'est pas encore un acteur majoritaire du plaidoyer, mais on fait partie du paysage et à ce titre on a enfin une légitimité. Forcément, on ne peut pas tout changer en un coup.

En effet, c'est aussi à cause du temps politique et des forces en jeu, j'imagine. Tu me parlais aussi de l'audition au parlement wallon au sujet de la PAC. Comment le mouvement se positionne-t-il par rapport à la réforme ? Qu'est-ce qui a été mis en place ? Comme s'est passée l'audition ?

Plus largement, par rapport à la PAC, AiA a pris le train en retard car c'est un sujet auquel on avait fermé la porte avec le GT Plaidoyer en 2019. On a défini ensemble, avec les membres, sur quoi le GT Plaidoyer voulait travailler. La PAC était l'un des sujets discutés, mais les membres présents ne se sentaient pas assez outillés pour parler de la PAC car c'est un sujet très dense et complexe. Avec une certaine frustration, on s'est dit qu'on n'en parlerait pas. Mais finalement, on se fait interpellé assez régulièrement par les syndicats paysans du mouvement et les associations environnementales. C'est un sujet difficile à éviter lorsqu'on parle de la transition des systèmes alimentaires et de l'agriculture paysanne. Finalement, on a signé un ou deux textes de positionnements et on hésitait un petit peu sur la marche à suivre.

Par après, plusieurs membres travaillant sur des questions internationales se sont intéressés au sujet de la PAC et ont amené de nouvelles forces au sein d'AiA. Ça a pu faire avancer les discussions avec les syndicats agricoles et les organisations environnementales. De l'autre côté, il y a eu les couacs de gouvernance au niveau de l'opacité de la PAC, du lobbying. En octobre 2020, on a été surpris par l'adoption express de la nouvelle PAC. On s'est donc positionné car on ne pouvait pas rester muet sur ces différents enjeux. Pour la première fois, on a signé une lettre en collaboration aux députés européens belges. On a cosigné une lettre avec VoedselAnders, un moment symboliquement fort. On a lancé une petite campagne avec nos moyens, campagne complémentaire aux autres mouvements lancés par Greenpeace ainsi que « Withdraw the CAP ». Cette PAC nous semblait déraisonnable car elle ne changeait rien et entérinait les difficultés du terrain.

Concrètement, la réforme de la PAC demande aux pays de prévoir des stratégies nationales et, en Belgique, ces stratégies sont reléguées aux régions qui possèdent la compétence agricole. Dans ce cadre-là, toute une série d'auditions sont réalisées par la commission agriculture au parlement wallon pour savoir quid du plan stratégique wallon. Plusieurs membres d'AiA ont

été invités pour prendre la parole et on a demandé à AiA, parce qu'il rassemble de nombreux acteurs différents, de s'exprimer sur les enjeux de la PAC et de la relocalisation des systèmes alimentaires. On a accepté et, par une élection sans candidat, j'ai été porter la voix d'AiA. Il fallait étoffer notre positionnement, même si on ne voulait pas être vu comme un expert. J'ai donc porté une voix qui était « remettre l'église au milieu du village », c'est-à-dire changer la PAC pour plusieurs choses et reposer la question des subsides et de l'agrobusiness. Je passais après d'autres membres AiA auditionnés en tant que membres de la coalition environnementale « Impact » qui travaille spécifiquement sur la PAC. Cette coalition a une expertise technique très pointue, ce qui faisait décalage avec nous. Par après, il y avait des échanges parlementaires et, très clairement, AiA n'est pas encore un acteur identifié au niveau wallon. J'ai senti qu'on était pris pour des militants radicaux qui détonnaient avec le contexte politique. De plus, je devais répondre à des questions parlementaires auxquelles je n'ai pas pu répondre car je ne représente pas la voix d'AiA. Par rapport à d'autres organisations très positionnées, c'était un petit peu décalé. C'était passionnant en termes d'enseignement car on a vu la différence d'un modèle d'apprentissage horizontal par rapport au modèle classique.

Cette rencontre a aussi posé des questions pour AiA telles que de savoir si c'était la place du mouvement, si l'énergie investie pour ce travail n'aurait pas mieux fait d'être investie autre part, si on ne ferait pas mieux d'interpeller un à un les ministres et parlementaires... ce fut donc formateur à plus d'un titre car ça se défend.

Au niveau de la Région flamande et de la Région Bruxelles-Capitale, qu'est-ce qu'il se passe ?

Je ne pense pas que VoedselAnders ait été contacté pour donner son avis sur le plan stratégique flamand. J'ai reçu beaucoup plus de réponses d'eurodéputés wallons qu'elle n'en a reçu du côté flamand. De manière générale, et c'est lié à la culture politique, la Région flamande est fortement industrialisée notamment au niveau de l'agriculture. C'est donc très compliqué de se faire entendre en Flandre et le discours est monopolisé par le Boerenbond, le pendant à la FWA. Les initiatives agroécologiques existent, mais elles ont du mal à exister et à se rassembler. Je peux bien sûr me tromper.

Pour la région bruxelloise, le contexte urbain est un peu particulier, mais ils essayent de savoir comment obtenir des aides PAC, notamment au niveau des petites exploitations. Le cabinet Maron a donc commandé une étude pour savoir comment recevoir ces aides et a également contacté AiA pour avoir son avis sur la PAC. Finalement, on s'est rendu compte qu'on n'avait

pas le temps de porter une expertise sur ce sujet. Les membres bruxellois d'AiA sont très demandés pour le conseil participatif de la stratégie Good Food donc c'était compliqué d'en faire davantage.

Hormis ces actions, est-ce qu'il y a d'autres actions qui ont été faites au niveau politique, peu importe l'échelle ? Est-ce qu'elles ont eu des impacts ou n'ont-elles pas eu plus de résultat que ça ?

Il y a un sujet dont on a assez peu parlé : l'impact d'AiA au niveau bruxellois. En région bruxelloise, on a pas mal de membres qui y siègent. Ils font partie du GT Bruxelles qui a l'occasion d'avancer peut-être plus rapidement sur certaines questions liées à la transition parce que la région bruxelloise possède déjà une politique alimentaire progressiste. Il y a plein de choses qu'on peut critiquer, mais il y a également beaucoup de choses qui avancent dans le bon sens. La Stratégie Good Food a été coconstruite avec les collectifs citoyens et le secteur associatif. Il existait le conseil consultatif Good Food dans lequel se retrouve toute une série d'acteurs membres d'AiA. À un moment s'est posée la question de la gouvernance de ce conseil qui est devenu alors un conseil participatif Good Food. Dans ce conseil participatif, la région a voulu diminuer le nombre d'acteurs et les a réduits aux acteurs du secteur public, les acteurs de la chaîne « émergent » dont fait partie AiA ou encore le Rabad et la FdSS, ainsi que les acteurs de la chaîne « traditionnelle » comme Comeos. Lorsque ce conseil fut reconduit, la Région bruxelloise nous a subsidiés pour qu'on rentre dans le conseil participatif. Ce fut une décision commune qui a été longuement discutée avec tous les membres du mouvement. On a posé une série de balises qui conditionnait la participation d'AiA au conseil participatif, dont le financement de notre participation, l'évaluation après un an de l'impact notre travail et le questionnement de la place des acteurs agroalimentaires dans ce conseil démocratique.

Depuis novembre 2019, AiA est dans le conseil participatif Good Food. Ça s'est ensuite télescopé avec la création du GT Bruxelles qui réalise le travail sur le positionnement d'AiA, le travail en coulisse. Par contre, c'est moi qui représente AiA au conseil participatif et qui dynamise le GT Bruxelles. Tout le monde sait dans le GT Bruxelles que la stratégie Good Food est un élément clé de la politique alimentaire bruxelloise. Entre novembre 2019 et aujourd'hui (avril 2021), on a participé à tous les conseils participatifs qui ont lieu tous les 3 à 4 mois, on a donné des avis entre les conseils sur des notes ou textes. Autour du conseil, il existe des groupes de travail de la stratégie Good Food dans lesquels les membres du conseil s'investissent. AiA a réduit sa participation lorsqu'on a fait notre demande de financement donc, officiellement, AiA ne participe qu'aux conseils participatifs, mais ses membres font partie des différents

groupes de travail. L'information passe donc des membres d'AiA jusqu'à Éléonore sur ce qu'il se passe dans les GT, ce qui aide à coconstruire les avis.

Durant l'année 2020, je n'ai assisté qu'à un conseil participatif en présentiel. Toute l'année s'est construite autour de l'évaluation de la stratégie Good Food à laquelle AiA ne devait pas participer. Finalement, les membres d'AiA étaient très motivés et nous avons été l'un des acteurs les plus impliqués dans cette évaluation. On a émis énormément d'avis, remis plein de notes, participé à beaucoup de réunions et ça a été un travail remarqué par la Région bruxelloise et le cabinet Maron, un travail qui a été vu comme un témoignage de l'expertise d'AiA, de sa vivacité et de sa capacité de mobilisation politique. En 2021, AiA a également été invité à participer à du plaidoyer hors conseil participatif, à un GT interne d'Ecolo au sujet de la labellisation du Bio en région bruxelloise. Le Réseau des GASAP s'y est rendu en portant la double casquette du Réseau et d'AiA. On a également rencontré Jonathan De Patoul la semaine dernière (fin mars 2021), un parlementaire Défi qui nous a demandé un entretien pour lui faire part de comment se passait la stratégie Good Food, des liens avec les autres régions, des financements pour les mouvements sociaux comme AiA. Cette rencontre s'est passée officieusement, mais fait partie d'un plaidoyer informel. Actuellement, la Région bruxelloise a lancé en février 2021 le lancement de la coconstruction de la stratégie Good Food 2.0 qui doit commencer l'année prochaine. Il existe plein de GT Good Food qui gravitent autour de cette coconstruction, une coconstruction qui demande d'ailleurs énormément d'énergie aux membres d'AiA car c'est un timing très court, mais un enjeu très important également. On a fait une réunion stratégique du GT Bruxelles en février 2021, avant le lancement de la co-construction de la stratégie, pour savoir vers où nos membres voulaient aller. Pour le GT Bruxelles, la priorité est de participer à cette coconstruction Good Food, puis de créer du lien entre les acteurs de terrain et de créer des espaces de réflexion propres à la réalité bruxelloise. Aujourd'hui, je suis occupée de rassembler les membres du GT Bruxelles pour définir quel membre irait dans quel GT Good Food, sachant qu'il y a énormément de questions qui se posent au niveau de la gouvernance.

Concernant l'évaluation après un an de l'impact d'AiA dans le conseil participatif, on a finalement décidé de ne pas lâcher le sujet car il y a eu le Covid, la fin de la stratégie Good Food et le lancement de la co-construction de la stratégie Good Food 2.0. De plus, cette évaluation nous met en tension avec Bruxelles Environnement et la Région bruxelloise qui nous financent à propos de la stratégie Good Food. Peut-être qu'il y aura une évaluation de l'implication d'AiA à faire à la fin 2021, mais, vu l'investissement des membres, je pense qu'on

continuera. Il y a d'ailleurs eu rarement autant d'échanges avec le monde politique. Ce GT Bruxelles est extrêmement dynamique et témoigne de beaucoup plus de relations avec la Région bruxelloise que ce qu'on a avec la Région wallonne. Je pense que c'est aussi parce qu'AiA est identifié en Région bruxelloise et est légitime. On se pose d'ailleurs la question de savoir pourquoi AiA n'est pas plus identifié en Région wallonne. Par exemple, on a fait la demande de siéger au Conseil wallon pour l'alimentation durable (CWAD) car on trouvait ça logique d'être dans l'organe bruxellois et wallon. Finalement, AiA n'a pas été retenu au profit du RAWAD. Heureusement, de nombreux membres AiA siègent au CWAD donc, quelque part, on y est aussi.

J'imagine que c'est aussi parce que la Région wallonne est beaucoup plus grande et qu'il y a beaucoup plus d'acteurs sur ce territoire ?

Oui et je pense aussi que la Région bruxelloise est très avancée sur sa politique alimentaire. La Région wallonne a entamé le travail et avance bien, mais c'est institutionnalisé depuis beaucoup plus longtemps en Région bruxelloise.

J'ai encore quelques questions de finalisation. Tout d'abord, par rapport à la PAC et à la stratégie Farm to Fork, où en est AiA ? Est-ce qu'il y a une position définie ou un travail en cours ?

Pour Farm to Fork, on ne l'a pas analysé en tant qu'AiA, mais on l'a surtout compris en l'intégrant à la réforme de la PAC. La réforme de la PAC met en péril tout ce qui est défini par Farm to Fork, la stratégie biodiversité et le Green Deal en général. Cette réforme de la PAC est totalement antinomique par rapport aux ambitions du Green Deal et c'est un positionnement qu'on a tenu dans la carte blanche du 8 décembre 2020. Peut-être que, progressivement, on va travailler un peu plus là-dessus car la personne qu'on vient d'engager pour AiA va pouvoir travailler un peu plus sur les enjeux wallons. Mais il y a également des enjeux en termes de positionnement et la question du financement. La Région wallonne a pris plus d'un an et demi pour nous donner le feu vert concernant notre demande de subside au niveau wallon, ce qui a mis en péril mon poste. On est donc un peu plus en retrait sur les questions wallonnes, surtout qu'on a dû travailler énormément pour justifier les subsides de la Région bruxelloise. On n'a donc pas d'avis arrêté sur Farm to Fork hormis le fait que c'est en totale opposition avec la réforme de la PAC actuelle. Bien sûr, n'hésite pas à en parler avec le GT Plaidoyer.

Je leur poserai la question. Je continue pour te demander quels sont les grands freins qui bloquent le mouvement AiA ou empêchent la transition agroécologique au niveau politique.

C'est une question assez large. Je parlerai tout d'abord du financement des dynamiques territoriales, agroécologiques, des mouvements paysans, etc. L'argent, c'est le nerf de la guerre. Si tu es prisonnier de petits financements, tu ne peux pas engager de forces vives ni d'énergie. La dépendance aux subsides est un problème et le fonctionnement de l'attribution des subsides est problématique également. On demande souvent, actuellement, le financement de projets pour justifier le financement de ressources humaines là où, parfois, il faudrait plutôt pouvoir financer les ressources humaines directement sans avoir l'obligation de déboucher sur un projet concret et ficelé que l'on peut vendre. C'est mon avis, mais je pense que ce n'est pas un problème que pour AiA. Le financement du mouvement agroécologique et de la transition agroécologique ne sont pas du tout assurés. Bien sûr, il faut que les politiques puissent justifier l'utilisation du denier public et montrer les résultats, mais c'est relatif à une certaine logique du résultat, comme tu disais.

Ensuite, il y a la question de l'oreille du politique. Les initiatives agroécologiques ne font plus partie d'un discours de niche. La FAO, la Banque Mondiale disent que l'agroécologie est la solution pour la transition de nos systèmes alimentaires, mais on reste assez marginalisé au niveau politique, en tout cas en Belgique. On est vite pris pour des militants radicaux, ce qui n'est pas faux en soi, mais à un moment il faut assumer un positionnement radical pour assumer une transition environnementalement et socialement juste de nos systèmes alimentaires. Malheureusement, il y a encore cette croyance dans le mythe de la production extensive, demandeuse en pesticides et en énergie mécanique et technologique. De plus, les lobbies de l'agriculture conventionnelle, non les agriculteurs qui sont prisonniers d'un système contraignant qui les pousse à l'endettement et à l'investissement massif, promeuvent cette croyance et ce système. Ils ont plus facilement l'oreille du politique. Je me suis fait harponner par Sabine Laruelle, députée MR, qui a comparé AiA à la Copa Cogeca. Qui a l'oreille du politique ? Qui a les financements ?

Dans les freins, il y a donc également le narratif de l'agroécologie, de l'alternative qu'elle représente. Le narratif du mouvement est important par rapport au narratif dominant des lobbies : Comment on se raconte aux autres et à nous-mêmes ? Comment on explique qu'on est l'alternative avec un grand « l » par rapport au lobby dominant et à ce schéma de pensée lié à l'agriculture conventionnelle ?

Il y a également le lien avec la logique de « Jouer avec la nourriture au niveau mondial ». La patate est un symbole de cette logique du profit globalisé qui nous rend capables de dérégler le climat, de détruire l'environnement, de payer injustement les producteurs, de donner n'importe quoi à manger aux consommateurs pour gagner plus d'argent sans se poser la question de la souveraineté alimentaire et de la qualité de notre alimentation. On est prêt à vendre notre âme au diable pour faire du profit et signer des accords tels que le MERCOSUR ou le TTIP. Mais, à notre échelle, c'est un petit peu comme David contre Goliath.

Oui, ça rejoint les idées de néocolonialisme économique et culturel. On n'a pas intérêt à le voir changer étant donné que nos pays se basent sur cette logique pour exister.

C'est ça et l'alimentation est au carrefour de nos intérêts communs. Elle est au carrefour de la santé, de la justice sociale, de l'agriculture, de l'économie, etc. L'alimentation comme bien commun ne fait malheureusement pas partie du narratif dominant. C'est donc un frein idéologique.

Il existe également un frein plus terre-à-terre qui est le décalage du temps politique par rapport au terrain et à ses besoins. Je suis gardienne de la gouvernance au niveau d'AiA donc je sais qu'il faut des processus, mais les questions de transparence, de rapidité de la réaction, de rapidité de l'information, de qui a accès à quels espaces politiques, etc. sont des questions de gouvernance. C'est pour ça qu'AiA l'a inscrit dans ses objectifs stratégiques parce que la gouvernance des systèmes alimentaires est au centre de tout si on veut que l'alimentation soit un bien commun. Il faut gérer ces questions de manière démocratique et horizontale. C'est pour ça aussi que ça pose question que dans le conseil participatif Good Food, qui a le mérite d'exister, je ne lui jette pas la pierre et je comprends les impératifs politiques et administratifs, on y associe la Fevia et COMEOS. Ce sont des acteurs du système conventionnel qui n'ont pas grand intérêt à voir changer les choses, mais ils ont des moyens démesurés par rapport aux acteurs émergents. La question de la gouvernance et de l'accès aux espaces démocratiques, horizontaux, est une question primordiale.

C'est comme si on voulait faire changer les choses chez les acteurs qui sont le problème. Mais au final, ils ont leur propre intérêt et le « changement » ne ressemble qu'à un coup de communication. Merci en tout cas pour tes réflexions. Est-ce que tu veux rajouter quelque chose de plus sur le futur du mouvement et de la transition agroécologique en Belgique ?

Un des enjeux pour AiA est d'arriver à se stabiliser d'un point de vue financier pour arrêter d'investir trop d'énergie dans la demande de subsides et la justification des demandes de subsides et pouvoir travailler sur les objectifs d'AiA en tant que tel. D'un point de vue plus idéologique, un autre enjeu pour AiA est de continuer à se diversifier au niveau des acteurs présents et de se dynamiser pour que les membres d'AiA continuent à s'emparer de cet espace pour qu'il devienne le leur. Il faudrait que ça puisse être un endroit qui reflète la diversité des enjeux de la transition agroécologique et la diversité des points de vue pour arriver à des positionnements communs, même si c'est un petit peu paradoxal. AiA doit devenir dans les prochaines années un catalyseur pour être plus fort ensemble.

D'un point de vue général, je suis optimiste sans être naïve. Je pense qu'AiA et le mouvement agroécologique ont leur place, il prend de l'ampleur autant du côté militant que du côté du « faire » vu le nombre d'initiatives qui se lancent et la volonté de collaboration qui se développe entre différents secteurs liés à l'alimentation. Il ne faut surtout pas chercher à enfermer ce mouvement et c'est un enjeu pour AiA de porter cette énergie. D'un autre côté, je ne suis pas faussement naïve parce que la PAC ne va rien résoudre, parce que le poids des lobbies est toujours celui qu'il est, parce que les problèmes de subsides sont toujours présents, parce que les petits producteurs paysans ont toujours du mal à être payés correctement, etc. On a d'énormes chantiers devant nous avec peu de moyens. Je suis donc dans une ambivalence, mais avec une certitude, que tu retrouveras certainement chez l'ensemble des membres AiA et dans le milieu militant, qu'il faut le faire sinon personne ne le fera. Il faut donc qu'on se dynamise pour arriver à cette transition qui arrivera de toute façon, bien que trop tard.

Je suis totalement d'accord par rapport à ton point de vue. En tout cas, sauf si tu veux rajouter quelque chose, je tenais à te remercier pour ces deux heures de discussion qui ont été très éclairantes.

Sans problème. Je me réjouis de pouvoir lire ton travail et de découvrir à quels constats tu es arrivé parce que je pense que ça sera éclairant. Je suis persuadée de la nécessité de travailler comme ça et je suis reconnaissante.

À très vite et bonne semaine !

A.7. Retranscription de l'entretien du 22-04-21 : Damien Charles

Hello hello !

Salut.

Tout va bien ? Désolé j'ai eu un souci technique. Merci de prendre un peu de temps pour moi déjà.

Oui, ça a un peu traîné étant donné qu'on était censés s'appeler il y a deux semaines, mais me voici.

Pas de soucis. Est-ce que tu as un besoin d'un rappel du sujet du mémoire ?

Oui, je veux bien.

[Explication] Avant toute chose, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ? Dans quelle association travailles-tu ? Quels sont sa fonction et ton rôle dans cette association ?

Je suis chargé de mobilisation et formateur chez Quinoa, qui est une ONG qui fait de l'éducation, de la pédagogie à ce qu'on appelle la citoyenneté mondiale et solidaire. En plus résumé, ça pourrait être essayer de comprendre comment le monde fonctionne et comment on peut le changer ? C'est avec cette optique-là qu'on s'implique dans le Résap dans lequel on est actif depuis sa création en 2011, si je ne me trompe pas. On a été parmi les associations fondatrices d'AiA. On est deux permanents actifs chez AiA. Je suis plus axé mobilisation au Résap et, dans le passé, j'étais membre de la coordination, mais on s'est divisé cette tâche-là au sein de notre équipe. Les sujets sur lesquels je travaille principalement chez Quinoa sont des sujets liés à l'engagement. Qu'est-ce qui fait qu'on s'engage ? Qu'est-ce qu'on peut faire quand on veut s'engager en Belgique ? Puis je travaille beaucoup avec des collectifs et des associations qui ont envie de s'engager et de réfléchir à leurs modalités d'engagement, qui se posent des questions sur l'efficacité et la cohérence entre leur vision et ce qu'ils font, ou qui ont envie d'avoir un nouveau regard sur ce qu'ils font.

Nous, on est actifs dans le Résap parce qu'on prône un engagement auprès du public. Ça nous semble logique de s'engager et de s'activer dans des zones où on sent une vision cohérente par rapport à la nôtre. On aime bien prendre le côté alimentaire comme porte d'entrée pour parler du système capitaliste, néolibéral en général et avoir aussi un souci à avoir un regard global lié à notre action locale. C'est quelque chose qu'on retrouve dans le Résap et qui justifie qu'on s'y

engage. Ce n'est évidemment pas anodin puisqu'on était très actif à sa création. Aussi, ça permet à notre public d'avoir des pistes d'action concrètes. On a des formations qui sont en lien direct avec ces thématiques, que ce soit le projet alternatif local, les mobilisations paysannes, des outils comme *Potentia* ou le *Jeu de la ficelle*. Donc, avoir derrière quelque chose qui permette de se mettre en mouvement, c'est évidemment intéressant parce qu'on voit aussi l'engagement et le passage en action comme un processus faisant partie intégrante de l'éducation populaire.

Super, tu as déjà un petit peu parlé de l'implication de Quinoa dans le Résap et j'allais justement y venir. Est-ce que tu saurais me parler plus profondément du Résap ? Comment a-t-il été créé ? Et comment en êtes-vous arrivés à créer AiA ?

Pour AiA, je ne suis pas la personne la plus indiquée parce que j'étais justement à l'étranger et notamment au Brésil au moment où ça s'est lancé. Pour le Résap, je n'étais pas au poste que j'occupe maintenant, mais, de ma connaissance collatérale de quand mon collègue s'occupait de tout ça, il y avait une volonté de plusieurs organisations en Belgique de répondre à l'appel de la Via Campesina de lancer la journée internationale luttes paysannes. C'est vraiment ce qui a cristallisé la création d'un réseau informel, toutes ces associations qui se sont réunies et se sont dit qu'on pouvait faire quelque chose à ce moment-là, associations qui étaient déjà impliquées dans le processus Nyeleny. On était vraiment dans cette réflexion par rapport à la souveraineté alimentaire. Tous ces responsables, formateurs, chargés de plaider de différentes organisations, soit le CNCD, Rencontre des Continents, FIAN, Quinoa et d'autres se sont dit « Est-ce que cette journée des luttes paysannes n'est pas une opportunité pour visibiliser ces enjeux en lien avec les luttes paysannes ? ».

Donc ça a été la première édition dans le parc du Cinquantenaire. Il y avait plus cette visée de mobilisation et, assez vite, on est passés à une journée plus engagée, qui ne faisait pas que la promotion du passage en action, mais le passage en action directement. Ça s'est vu au site qui était menacé et qui a malheureusement été détruit par le chantier de la prison de Haren. C'était le premier gros passage en action, mais, je dirais, c'était déjà dans les gènes avant ça parce que tout ce mouvement-là s'est lancé en parallèle avec les mouvements des patatistes qui s'étaient mis en action contre le champ de pommes de terre OGM à Vleeteren. C'est un peu le même groupe je dirais. C'étaient toutes des personnes qui travaillaient sur la question de la souveraineté alimentaire et qui se sont dit « On doit envisager un passage à l'action qui dépasse nos initiatives de plaider et qui soit dans une perspective de résistance directe ». Il y a eu les

patatises, le Résap et on peut rattacher ces deux mouvements l'un à l'autre parce que tu vas vraiment retrouver les mêmes individus.

Et alors, AiA, si je ne me trompe pas, il y avait cette volonté de passer au niveau supérieur au niveau agroécologique et de se dire « OK, on est plusieurs un peu plic-ploc à travailler sur l'agroécologie » et il y avait cette volonté de faire exister l'agroécologie encore mieux en Belgique, de rassembler les efforts. Maintenant, les effets que je vois c'est que c'est clair qu'on sent que c'est devenu le pôle lié à l'agroécologie en Belgique francophone, du moins. On sent qu'il y a une coordination qui s'est faite. Tout le monde ne travaille pas toujours avec les autres, mais ça se coordonne vachement mieux qu'avant l'existence d'AiA. Donc, au niveau de la mise en commun des efforts, il y a beaucoup qui s'est fait. Il y a un énorme travail aussi très important, c'est de voir qui manque dans le mouvement agroécologique et d'avoir réussi à être allé les chercher.

C'est un petit peu les échos que j'avais déjà eus au niveau des intérêts pour l'image de l'agroécologie dans le monde francophone. Concernant le Résap, j'avais compris qu'il travaillait en parallèle avec AiA et que parfois ça se recoupait, notamment par rapport à la journée du 17 avril. Actuellement, comment est-ce que le Résap travaille ? D'ailleurs, est-ce que tu travailles pour le Résap, pour AiA ou dans les deux ?

C'est une très bonne question parce que le Résap existe avant AiA. AiA est un peu sorti du Résap. C'est aussi quelque chose qui est peut-être important de souligner, c'est que le Résap est un réseau informel. Il y a des années où il y a cinq organisations actives, il y a des années comme maintenant où il y en a beaucoup plus. Il y en a toujours beaucoup qui s'identifient au Résap, mais la participation varie. Par contre, il y a quelque chose qui est, je pense, à systématiser, c'est que c'est un réseau informel, que chacun participe comme il le peut et que ça s'est avéré terriblement créatif. L'idée était bien de passer à l'action, de changer de manière et de rentrer dans une dynamique de résistance, mais à côté de ça, on voit que la plateforme pour la souveraineté alimentaire, Terre-en-Vue, les Brigades d'actions paysannes, AiA, tout ça émane du Résap. D'avoir mis ces quelques organisations ensemble, de travailler, sans avoir trop de contraintes institutionnelles, je pense que ça a joué aussi. C'est une analyse personnelle, mais ce côté organique a permis, si on regarde, les choses les plus intéressantes dans ce qui est passé dans le paysage des associations agroécologiques en Belgique francophone. Il y a pas mal de choses qui peuvent être liées assez indirectement au Résap.

L'existence même de ce réseau, c'est vraiment de se mettre en action pour la journée internationale des luttes paysannes, parfois pour d'autres mobilisations en lien avec les luttes paysannes aussi. Mais, évidemment, une fois qu'AiA s'est lancé, on retrouvait un peu les mêmes gens chez AiA et dans le Résap. La question s'est posée chez AiA parce qu'on fait de la mise en réseau, du plaidoyer, il y avait de plus en plus de demandes de soutenir d'autres organisations venant de l'interne et de l'externe, donc on s'est demandé si on ferait un pôle « mobilisation » chez AiA ou si le Résap n'était pas déjà notre pôle « mobilisation ». Le fait est que c'étaient les mêmes gens, les mêmes organisations chez AiA et dans le Résap. Pas entièrement, parce qu'il y a plus de gens chez AiA, mais il n'y a personne qui est dans le Résap qui n'est pas chez AiA, mais beaucoup de gens qui sont chez AiA ne sont pas dans le Résap. Je crois alors que c'est ce qui avait été décidé juste avant que je ne quitte la coordination que le Résap devenait le pôle « mobilisation » d'AiA, mais en gardant une autonomie totale. Le Résap peut faire ce qu'il veut, mais si AiA veut soutenir une action, ça passe par le Résap. Les personnes au sein d'AiA qui s'activent pour la mobilisation, c'est le Résap. C'est comme ça qu'on a vu, par exemple, l'organisation de la mobilisation en décembre « Plein les bottes des lobbys » et ce qu'il s'est passé sur le rond-point Schuman. Ce n'était pas la journée mondiale des luttes paysannes, mais on retrouvait, sous l'impulsion d'AiA, une organisation de ce type.

Je ne sais pas si c'est clair. Du coup, je fais partie du Résap et, depuis cette décision-là, aussi d'AiA. Mais Quinoa est un membre actif d'AiA. Et ça m'arrive de participer à des réunions d'AiA ponctuellement, mais je ne fais pas partie d'un groupe de travail officiellement.

C'est ce que j'avais compris. Donc le Résap est l'un des pôles d'AiA, d'où le fait que le Résap et AiA étaient ensemble pour la journée mondiale des luttes paysannes le 17 avril à Claerebout.

C'est ça. Après, comme je disais, ce sont souvent les mêmes gens. Donc le Résap lance l'initiative, AiA se pose la question puis soutient. Ça se fait presque comme ça, logiquement, puisque ce sont les mêmes personnes qui ont lancé cette initiative-là dans le Résap et, vu qu'elles composent une partie des gens d'AiA, on s'attend déjà un peu à la réaction d'AiA derrière.

C'est ça, ça fait un petit peu effet « boule de neige ».

Oui, c'est déjà un peu acquis. Après, c'est intéressant parce qu'AiA fait, par exemple, tout ce travail de connecter l'agroécologie aux problèmes sociaux, aux dynamiques Nord-Sud et autres. Donc, le Résap, quand il va se mobiliser sur un enjeu qui peut paraître être plutôt local, comme

Frameries ou lié à l'agriculture, va du coup prendre une lunette sociale ou internationale parce que ce sont des thématiques importantes à AiA et c'est important pour avoir leur soutien. Ça va vraiment dans les deux sens. Ce n'est pas juste un cachet à rajouter, mais il y a vraiment une plus-value à avoir AiA qui soutient et du coup qui amène ses thématiques propres.

D'ailleurs, je me demande sur le vif s'il y a des groupes de travail par rapport aux relations nord-sud, par rapport au côté social, etc. ? Je sais qu'il y avait Solidaris qui venait apporter sa pierre à l'édifice. Est-ce qu'il y a des groupes spécifiques sur ces sujets ou est-ce que ce sont des questions plus transversales ?

Oui, il y avait un groupe de travail dont la thématique était plus ou moins sur l'élargissement, à la recherche de nouveaux alliés, dans lequel Solidaris était impliqué. C'est là où s'identifiait ce qui manque pour aller le chercher. Après, ces personnes-là étaient ramenées vers la coordination et le GT Plaidoyer pour qu'il y ait un vrai apport et une réelle contribution de ces personnes dans le cœur et dans ce qui fait AiA.

C'est ça, donc c'est devenu quelque chose de très transversal et intrinsèque au fur et à mesure du temps quoi ?

C'est le but en tout cas.

Je me demandais aussi, même si tu n'étais peut-être pas présent, lorsqu'il y a eu les discussions sur un pôle agroécologique qui a mené à la création d'AiA, est-ce qu'il y a eu des inspirations d'autres mouvements plus internationaux ou est-ce que c'était basé sur l'expérience des gens du terrain ou des associations ?

Je ne pourrais pas y répondre, il faudrait regarder dans les PV qui traînent. Maintenant, ça risque d'être une question qui n'est pas évidente à répondre parce que, même si ce n'est pas mentionné explicitement, les personnes qui ont mené à la création d'AiA ont une très bonne connaissance des choses qui se font ailleurs. C'est difficile de dire qu'on est tout à fait détaché de l'influence. Si on essaye de définir l'agriculture paysanne en Belgique, évidemment que le premier truc qu'on va aller voir c'est le site de la Confédération paysanne parce qu'on sait qu'ils ont fait tout ce travail-là et parce que ce serait dommage de ne pas s'en inspirer. Et donc, ce ne sera peut-être pas marqué quelque part, mais c'est là et les personnes impliquées ont ces connaissances. Donc, ça m'étonnerait que ça ait été tout à fait déconnecté, mais peut-être que c'est parti du constat que c'était quelque chose qui manquait en Belgique et qu'on en avait besoin. Il faut voir dans quelle mesure.

C'était une question plutôt liée au fait qu'il y a des mouvements qui se sont lancés un peu partout plus ou moins à la même période donc je me demandais s'il n'y avait pas un recoupement des idées au niveau international.

Je dirais que, de toute façon, c'est un peu le cas parce que l'agroécologie comme concept est liée dans son ADN aux mouvements sociaux, surtout latino à la base vu que cette vision-là a été portée et popularisée par ces mouvements-là. On ne peut pas dire qu'on s'intéresse et qu'on travaille sur l'agroécologie sans reconnaître explicitement une influence internationale parce que c'est de là que ça vient. Si on choisit d'utiliser ces mots, ces concepts, évidemment on a une influence directe de MST ou d'autres mouvements membres de la Via Campesina en Amérique Latine, et ailleurs dans le monde aussi, notamment en Afrique avec Nyeleny.

C'est déjà super, je reposerai la question dans d'autres entretiens. Tu me disais que tu étais ponctuellement présent dans AiA et plutôt actif dans le Résap. Je vais alors intégrer le Résap dans le mouvement pour la suite. J'aurais donc voulu savoir, selon toi, quels ont été depuis la création d'AiA les points d'orgue ou les événements moins glorieux, en lien avec le Résap.

Spontanément, je dirais pour AiA les grands événements qui rassemblent tout le monde, puisque c'est ça AiA à la base. Moi je suis arrivé juste après le premier événement fondateur et on a eu un moment un peu difficile pour savoir ce qu'on ferait avec tout ça. Quelle est notre mission ? Ça a pris un certain temps. Ça s'est d'abord lancé, puis ça a stagné et puis ça s'est relancé avec la participation d'un maximum de membres. Parce qu'au début, on se lance puis il y a une coordination qui doit courir derrière tout le monde et se retrouve à faire, mais, est-ce qu'il y a une vraie volonté des membres de s'impliquer ? Et là, une vraie implication de la part de tout le monde pour savoir ce que c'est AiA, ce qu'on fait et donc pour se définir. J'ai l'impression que ça a porté ses fruits. En tout cas, ça a permis de mieux savoir ce qu'on est pour le mouvement, pour les personnes qui s'y intéressent et pour Éléonore, de savoir exactement ce qu'elle fait. Toutes ces questions institutionnelles et indispensables à la création d'un grand mouvement, leur mise en place fut un moment un peu long, mais tout processus démocratique prend du temps. Après, ce n'est pas forcément mauvais parce que tout le monde a adhéré la décision, donc c'est censé aller plus vite par la suite.

Puis, une des difficultés spécifiques à tout mouvement, et on le retrouve autant dans le Résap que chez AiA, c'est qu'il y a souvent des petits noyaux qui font avancer l'ensemble. C'est peut-être inévitable dans un groupe, il y a deux-trois personnes qui sont les organisateurs. Que faire

avec ça ? Comment rendre les choses plus horizontales ? Ce sont des questions que tout le monde se pose et parfois, il y a de bonnes expériences. Avec le Résap, il y a vraiment une réflexion sur comment impliquer plus de monde et il y a un groupe locomotive qui existe et qui a eu des résultats impressionnants depuis deux ans. Pour être là depuis 2012 et être habitué aux réunions à 7-8, les dernières réunions pour Frameries on était 20-25 et c'était impressionnant. Il y avait vraiment beaucoup d'associations impliquées, avec de vrais rôles actifs, des répartitions en différents sous-groupes... des choses qu'on aurait rêvé de voir avant. Donc voilà, parfois, j'ai l'impression que des processus comme « Comment se répartir le travail ? » et « Comment est-ce qu'on fonctionne », ça peut paraître comme étant difficile, mais au final ce sont de bons moments parce que ça a donné des résultats chouettes. La mobilisation à Frameries était vraiment un très bon exemple de ce qu'on voulait atteindre.

C'est vrai qu'à 25, c'est assez impressionnant !

Je dis 25, mais c'est vrai qu'on était au moins 3-4 organisations différentes pour la revue de presse, autant pour la logistique, etc. Sinon avant, on était souvent à faire l'entière responsabilité dans les trois semaines précédant l'évènement. Comme d'habitude, comme beaucoup de grands évènements, et pas que militants.

Je vois très bien de ce dont tu veux parler et c'est d'autant plus impressionnant.

J'allais dire aussi que, pour les moments marquants pour le Résap, il y a eu certaines mobilisations qui ont fait avancer le Résap dans sa manière de travailler. Notamment, la mobilisation à Haren qui était un mélange d'ateliers, de rencontres, de mise en réseau, de sensibilisation, etc. Ça a vraiment donné au 17 avril sa forme plus actuelle dans le sens où il y a vraiment eu cette habitude qui a été prise de trouver un cas local et concret qu'on rattache aux enjeux de la paysannerie en Belgique et au niveau global. Il y a eu des mobilisations à Perwez, à Ath, Brugelette, Frameries avec, à chaque fois, un soutien de collectifs locaux. Il y a vraiment eu cette volonté de ne pas être juste des associations qui réfléchissent à des concepts généraux, mais de fournir un vrai soutien à des agriculteurs ou à des comités de citoyens locaux pour essayer d'avoir des victoires concrètes qu'on compte sur le bout des doigts dans le monde militant.

Une autre mobilisation, ça a été celle à Perwez en 2017, en même temps que le lancement des Brigades d'actions paysannes, où il y a eu une mobilisation de soutien des agriculteurs qui devaient se faire expulser pour construire une route. Ils étaient à deux doigts d'abandonner, mais la mobilisation leur a donné un coup de fouet et ça s'est terminé par une victoire, car de

manière inespérée il y a eu une annulation de ce projet. Ce sont des agriculteurs qui sont encore très actifs et qui soutiennent le Résap assez activement. C'est aussi un moment marquant parce qu'il y a vraiment des hectares qui ont été préservés et un message politique très fort qui est passé à propos d'une absurdité de vouloir bétonner des terres agricoles de cette qualité. C'est un argument politique qui est donc devenu suffisamment politique pour faire annuler un projet comme ça. Derrière la victoire des terres agricoles, il y a la victoire d'un argumentaire politique. Ce ne sont pas juste des terres agricoles préservées, mais comment elles ont pu être préservées par un combat de mouvement social et avec un argumentaire privilégiant la souveraineté alimentaire.

C'est tout un message politique et citoyen qui est passé aussi par cette victoire-là. C'est un bon paquet d'actions qui ont donné des résultats positifs en tout cas.

Mais c'est toujours un moment difficile, le moment où on décide sur quel cas concret on s'active pour l'année prochaine alors qu'il y en a plein. Comment on choisit ? On donne souvent la priorité aux syndicats paysans qui sont représentés dans le Résap, la FUGEA qui est un syndicat paysan officiel et la MAP qui est un mouvement paysan. On essaye de trouver un cas qui correspond à leurs priorités parce que le but du Résap est de se mettre au service de l'agriculture paysanne. C'est à ces structures-là de donner l'impulsion.

C'est assez logique. Je continue sur le mouvement et je voulais savoir comment tu ressens l'évolution du mouvement depuis 2016, voire depuis 2011 avec la création du Résap. Qu'est-ce qui a évolué en positif ou négatif ? Qu'est-ce qui permet de dire que le Résap et AiA sont un vrai mouvement qui a du poids et une position importante au niveau francophone pour l'agroécologie ?

Un point positif qui en dit long sur AiA, mais aussi sur le monde associatif engagé belgofrancophone, c'est qu'au début, quand on parlait du Résap, pas mal d'organisations avaient la vision cloisonnée des activités. On travaille dans le social, dans l'agriculture, etc. Chez Quinoa, ce qui nous est cher c'est de réfléchir de manière systémique et de voir que les choses sont interdépendantes. Donc, lutter pour l'agriculture paysanne en Belgique et contre l'agrobusiness a aussi des effets bénéfiques ailleurs dans le monde. Vu qu'il y a de plus en plus d'acteurs qui rejoignent notre mouvement, qui viennent de la solidarité internationale, de la santé ou autre, ça me fait croire que la vision de décroisonner les différents secteurs est en train de prendre. L'agriculture ce n'est pas que ça a un lien avec le social... c'est du social, c'est du démocratique, etc. Donc, c'est avoir ces personnes qui s'impliquent là-dedans dans AiA et ça

permet de créer des ponts et des alliances. Le fait que ce soient des associations comme Solidaris, la FdSS, le RWLP qui ne travaillent pas directement en lien avec l'agriculture, ça permet d'affiner la vision de ceux qui travaillent directement en lien avec l'agriculture d'avoir des positions qui englobent davantage que l'agriculture. C'est une grosse réussite et ça paraît bête, mais le fait de se rencontrer, de se parler, de créer des liens interpersonnels facilite à fond l'échange de contenu et la création de positions communes... bien plus que de lire les sites web. Il y a plus un effet de fusion qui se fait et je crois que c'est positif. C'est un travail qui a été réalisé, qui n'est pas abouti, mais qui donne déjà des fruits. Il suffit de lire les communiqués de presse sur l'action à Frameries où on reconnaît les différents enjeux et où l'on voit les différentes influences.

Ensuite, le mouvement est beaucoup plus un mouvement à part entière. Ce ne sont plus des associations qui se demandent ce qu'elles sont, ça s'est articulé. Parfois, je me demande s'il n'y avait pas un effet d'appel d'air et un besoin d'un mouvement comme celui-là parce qu'on a rapidement vu AiA être appelé comme interlocuteur par des pouvoirs publics. Et peut-être qu'on n'est pas encore préparés à prendre une position comme celle-là donc ça a poussé AiA à affiner son discours et son positionnement pour occuper cette place vacante. C'est-à-dire le contre discours aux grandes organisations comme la COPA COGECA ou la FWA. Je pense qu'il y a encore du travail pour être aussi pointu que la Confédération paysanne ou pour avoir un soutien agricole aussi fort. Ça n'a pas le même but évidemment. Mais donc c'est assez positif et la manière dont je le vois évoluer, c'est de plus en plus prendre cette place-là et d'être la plateforme référente pour les personnes, pouvoirs publics ou citoyens, qui veulent vraiment s'intéresser à ça. J'aimerais vraiment, dans l'idéal, que quelqu'un qui veut se former sur l'agroécologie aille sur le site d'AiA et puisse trouver ce qui est proposé par ses membres, pouvoir trouver des chercheurs et chercheuses et avoir vraiment ce côté « porte d'entrée sur l'agroécologie pour avoir un discours plus unifié sur l'agroécologie venant de ce monde-là.

C'est justement une des questions qui arrivait. Comment vois-tu le futur de l'agroécologie ? Et est-ce qu'il y a des choses qui n'ont pas encore été faites dans le mouvement que tu voudrais voir apparaître dans les années à venir ?

Oui, j'ai expliqué le côté positif, mais maintenant que ça a pris corps, ce qu'il nous reste à faire, et c'est mon point de vue, c'est qu'il va y avoir besoin de plus de combattivité et ça c'est clair pour le Résap depuis le début. L'agriculture est un champ conflictuel dans le sens où tu ne peux pas avoir l'agrobusiness et l'agroécologie, il n'y a pas assez d'espace. L'agrobusiness, par définition, il peut grandir, mais il ne peut pas coexister avec l'agroécologie, c'est un non-sens.

L'un doit croître pour survivre, l'autre pas. Disons que l'agroécologie peut être un bon voisin, mais pas du tout l'agro-industrie qui, par ses principes fondateurs, en font un ogre appelé à grandir. Et les textes politiques de référence comme la PAC ou les traités commerciaux privilégient très nettement l'agro-industrie. Donc il y a un rapport de forces qui est défavorable à l'agroécologie.

On peut quand même se réjouir de voir des choses changer et je crois que pour la plupart des gens, si tu les interrogues maintenant, ont conscience que le modèle agricole doit évoluer vers une transition. Beaucoup même d'agriculteurs souhaitent le faire, mais n'ont pas souvent les moyens. Mais les rapports de forces sont clairement défavorables. Chaque semaine, il y a des fermes qui disparaissent et les chiffres ne sont pas en faveur de l'agroécologie. Des maraîchers qui se lancent, il y en a beaucoup, mais il y en a énormément qui arrêtent après quelques années parce que les conditions de travail ne sont pas dignes. Donc oui, tout ce qui est fait est bien, mais ce n'est pas suffisant. L'une des manières de faire est de souligner à quel point il y a un conflit et qu'on doit poser des choix politiques forts. On ne peut pas continuer à soutenir... typiquement au Brésil, un ministère de l'agro-industrie et un ministère de l'agriculture familiale... non, ce n'est pas possible, c'est de la propagande politique. Après, il y a des rapports de force au Brésil qui font que, se passer de l'agriculture industrielle, si on veut rester président c'est impossible vu les rapports de force qu'ils ont au Parlement. Mais ici, c'est autre chose.

Justement, par rapport à la politique même, j'ai fait le tour avec d'autres acteurs interviewés des actions qui ont été menées par AiA au niveau du plaidoyer (Borsus, relocalisation alimentaire, etc.). Par contre, une question que je pose à tout le monde, c'est de savoir quels sont les impacts ou influences que le mouvement a peut-être déjà pu avoir au niveau politique ? Comment les différents moyens de pression ont pu déjà impacter, influencer ou non ?

Il faudrait demander aux chargés de plaidoyer, mais, concrètement, je crois qu'il y a déjà une chose importante qui est que l'agroécologie n'est plus juste une notion évanescence. Il y a un mouvement agroécologique en Belgique qui est organisé et le monde politique le sait, il sait qui c'est et il sait qu'on va être embêtant s'ils vont dans une autre direction. Adversaires politiques comme alliés politiques, c'est très important de maintenir la pression et surtout sur les « alliés » parce qu'on a plus de chances d'avoir des avancées de leur part. Après, toute avancée majeure se fait par pression de la rue, c'est là que se fait le changement. Il ne faut pouvoir n'accepter aucune levée de pied pour être copain avec les alliés des coalitions, mais plutôt les prendre comme des opportunités. Je crois que c'est un peu le cas et il y a le fait que c'est déjà identifié

comme une personnalité existante, ce qui fait que quand on veut parler agroécologie, on les invite et c'est déjà énorme.

C'est aussi énorme d'avoir des acteurs comme la FUGEA qui sont derrière et qui donnent une légitimité. Des fois, c'est même rigolo. Je crois que c'est Sabine Laruelle qui avait dit à Éléonore au Parlement qu'AiA critiquait la COPA COGECA, mais qu'ils sont pareils. C'est absolument un non-sens, mais c'est drôle de se dire qu'ils l'identifient tellement bien, qu'ils le voient comme une menace, étant donné que Laruelle était la présidente de la FWA donc très COPA COGECA. Et donc d'identifier AiA comme une bête noire, c'est très positif et que des adversaires politiques te mettent à ce niveau-là, c'est que tu as déjà réussi à obtenir quelque chose. Ils perçoivent la menace et quand un adversaire perçoit la menace, j'estime qu'on avance et que ce n'est pas anecdotique. Le monde de l'agroécologie en Belgique francophone est de moins en moins un petit poucet.

Une autre chose, c'est que c'est un mouvement composé de ses différentes parties et ça a pu donner de la voix aux initiatives de ces parties en les amplifiant. Je crois que, et c'est peut-être à voir avec les responsables plaidoyer, AiA leur permet d'avoir plus de poids dans leurs positions.

C'était en effet ce que plusieurs personnes du GT Plaidoyer m'avaient dit au niveau du poids et de la visibilité, mais qu'en termes d'impacts concrets, c'était le tout début et qu'ils attendaient de pouvoir voire les choses bouger, maintenant qu'ils ont été identifiés.

C'est sûr qu'on n'a pas du tout, du tout le même poids que la FWA qui est systématiquement invitée à n'importe quelle réunion en lien avec l'agriculture. On n'en est pas du tout là, mais ça n'a pas vraiment la même mission non plus puisque la FWA est une organisation de représentation professionnelle. Mais après, en termes d'impacts politiques, il y a encore un gros travail à faire pour pouvoir se dire qu'on avance dans la direction de l'agroécologie en Belgique. Aujourd'hui, dire ça, c'est encore un peu osé.

Forcément, il y a quand même de gros rapports de forces et des niveaux de pouvoirs assez importants qu'il faut réussir à débloquent. J'en arrive à la question de savoir quels sont les freins, au-delà du niveau systémique, qui empêchent, au niveau des politiques ou des autres acteurs du monde agroalimentaire, de faire cette transition agroécologique. C'est une grosse question...

C'est une très grosse question, il y a plein de façons de la prendre. Ce qui me saute déjà aux yeux ce sont les différentes parties du système alimentaire, que ce soit ressources, production, consommation, distribution, gestion des déchets sont entre peu de mains qui sont très puissantes. On a de très grands groupes qui, même en temps de crise, font des résultats financiers monumentaux et qui font la pluie et le beau temps sur les prix agricoles et sur les échanges. Avec des acteurs aussi puissants, c'est compliqué parce qu'ils savent jouer de cette puissance pour que les choses restent dans une configuration qui les arrange. Et si pour ça ils doivent repeindre en vert leurs façades ou mettre un potager sur leur toit, ils le feront et ce n'est pas grave. Certains utilisent carrément le mot pour dire « On est dans l'ère du temps, regardez » et garder le contrôle. Il y a donc une question de répartition du pouvoir qui est dramatique.

Quand tu dis acteurs, je ne sais pas si tu peux préciser ou si tu ne préfères pas ?

Tu as les chaînes de la grande distribution déjà, c'est un acteur clé parce que si le système alimentaire peut être vu comme un sablier avec des milliers de producteurs et des milliards de consommateurs, au milieu il y a les centrales d'achat de la distribution. Delhaize, Carrefour, Auchan, Walmart ou autre qui ont un pouvoir immense. Mais si on regarde au niveau de Syngenta, Bayer et SF, ce sont des acteurs monstrueux en termes de volumes d'argent et de PIB. Tant qu'on est dans ce système politique qui leur permet cette puissance et de jouer de leur influence, c'est un petit peu peine perdue. C'est important d'avoir cette vision plus générale et systémique parce que, si on veut vraiment avoir une agroécologie telle qu'on la voit et non une agroécologie de surface type capitalisme vert, il y a une réforme du système entier qui est nécessaire. Là, je parlais du point de vue des rapports de force et de la question de la démocratie, chez Quinoa, on réfléchit au système capitaliste et l'agroécologie est super comme porte d'entrée parce qu'elle fonctionne selon un autre paradigme. On ne peut pas avoir une agroécologie qui fonctionne parfaitement dans un modèle capitaliste. Donc ça demande un changement de société général.

Les freins sont nombreux, évidemment. Pour en revenir plus précisément à l'agroécologie, il y a les freins des acteurs économiques, mais aussi les freins cognitifs. Il y a un manque de réussir à penser différemment les enjeux liés à l'agriculture de la part du monde politique. Il y a aussi une incohérence flagrante entre différentes volontés. Je pense que, dans le monde politique, il y a des personnes qui sont vraiment motivées par l'idée d'implémenter une vraie agroécologie, mais à côté de ça, il y a des politiques économiques qui favorisent l'agrobusiness et des traités de libre-échange. Avec une incohérence pareille, on donne une petite pièce à l'agroécologie et de l'autre côté on ouvre les vannes pour l'agrobusiness avec des traités comme le MERCOSUR

ou la réforme de la PAC qui continue à donner de subsides à l'hectare. Donc oui, si on veut commencer à réformer, il faut des politiques cohérentes qui vont dans le sens de l'agroécologie et ce serait une grosse victoire qui demanderait de s'attaquer à plusieurs enjeux en même temps. Si on s'attaque juste aux techniques de production agricole, mais qu'on oublie le commerce international, on se tire une balle dans le pied dès le départ.

C'est la transversalité des enjeux et l'importance de pouvoir toucher à tout, ce que je retrouve dans ce mouvement qui est très pluridisciplinaire.

Oui, et puis il y a les rapports de force au sein des organisations. Pour le moment, il y a la FWA, le Boerenbond et ils sont plus forts, au point de quasiment choisir des ministres parfois et à se faire entendre pour privilégier un modèle qui leur convient. Après, il y a des jeunes de la FWA qui sont de moins en moins en accord avec les discours de leurs aînés, il y a des discours qui se tissent qu'on n'aurait pas pu imaginer il y a dix ans, etc. La transformation par l'intérieur peut peut-être se faire aussi, mais en tout cas, il y a cette question des rapports de force entre mouvements. Le mouvement agroécologique n'est pas encore assez fort et cette faiblesse est un frein.

Ça fait pas mal de freins. Tu réussis à bien résumer des freins qui ont déjà été expliqués. Par contre, c'est intéressant de savoir qu'il y a un changement de mentalité, notamment chez les jeunes de la FWA.

Si tu regardes à Gembloux, par exemple, la faculté agronomique, je crois qu'il y a une chaire d'agroécologie. Il y a dix ans, c'était impensable. Je me souviens d'avoir prononcé ce mot quand on avait présenté une activité de Quinoa et de me faire presque insulter par le prof. C'était quelque chose dont on ne parlait pas et les changements sont venus par la pression des étudiants. Donc il y a quelque chose qui se passe.

C'est venu par la pression des étudiants ?

Il y a eu une demande de la part des étudiants d'étudier d'autres types de production agricole. Il y a aussi un mouvement scientifique comme le GIRAF qui a poussé l'agroécologie comme un sujet sérieux parce que, au début, ce n'était pas considéré comme tel.

C'est intéressant parce que je sais qu'il y a eu un dédoublement entre le côté académique et associatif, même s'il y a quand même des liens. C'est intéressant de se dire que le monde académique est quand même derrière, comme cela s'est passé en France, et qu'il a permis un changement dans les mentalités par rapport au concept.

Oui, cette prise au sérieux est très nette et, même quand on regarde la couverture des médias, on a la presse audiovisuelle nationale et écrite pour parler des journées de luttes paysannes et prendre le message au sérieux. On n'est plus de gentils rigolos comme la presse peut parfois décrire les mouvements qu'elle connaît moins bien. Il y a un mouvement au sein de la société, vivement que ça se concrétise à un autre niveau.

Je vais vite finir. Je pense que le Résap a une position peut-être plus claire que le GT Plaidoyer qui s'y est pris assez tardivement, est-ce que le Résap a un positionnement par rapport à la réforme de la PAC ? Est-ce que le Résap a déjà mis en place des actions ou pense à en faire ?

Le Résap a une vision de l'agroécologie ouvertement radicale et assumée, mais, en termes de positionnement sur des sujets politiques pointus comme la PAC ou le MERCOSUR, on essaye d'être le plus raccord possible avec les positionnements des organisations paysannes. On se cale sur ces positionnements-là pour ne pas avoir un message qui déforçerait leur plaidoyer, même si on pourrait se dire que leur plaidoyer n'est pas toujours aussi pointu. Peu importe, on veut défendre l'agriculture paysanne et donc on fait confiance aux premiers concernés. Si on nous dit qu'il faut se mobiliser pour la PAC parce que ça continue à être subsidié à l'hectare, qu'on a fait toute une série de propositions et que rien n'est retenu, mais que ça passe sous la pression de la COPA COGECA, ce qui est en train de se passer, on file un coup de main pour organiser une mobilisation et lui donner la visibilité qu'on peut lui donner. De la même manière, si c'est juste pour avoir une présence citoyenne en plus qu'agricole, on se mobilise aussi. Je dirais qu'il y a ce côté d'être au service des organisations paysannes et donc, ce positionnement, on s'attend à ce qu'il soit plutôt développé par le pôle plaidoyer d'AiA sur des sujets comme la PAC ou les différentes stratégies européennes. C'est dans ce groupe plaidoyer que se rassemble l'expertise des membres d'AiA sur ces sujets, là où sur le Résap, notre spécialité est plutôt de trouver les petits cas concrets et de mettre en place un mode d'action qui est propre au Résap. On arrive alors à porter peut-être un message généra plus radical et, sur les sujets pointus, on accepte que l'expertise se trouve ailleurs.

J'imagine, mais c'est intéressant de savoir que le Résap soutient de cette façon les mouvements paysans.

C'est aussi parce que ces mouvements se retrouvent dans le GT Plaidoyer. Mais c'est clair, qu'au bout d'un moment, on commence à maîtriser les sujets aussi.

Je ne sais pas si tu veux rajouter quelque chose.

Non, pas spontanément comme ça.

Pas de soucis, c'est très bien. Je n'ai plus de questions donc je te remercie pour ton temps qui ne sera pas en vain. Bon après-midi et peut-être à une prochaine !

Si tu t'intéresses à ce sujet-là, on se reverra sûrement d'ici peu parce que c'est un petit monde.
Salut !

A.8. Retranscription de l'entretien du 13-05-21 : Barbara Van Dyck

Salut !

Hello.

Ça va ? J'espère que je ne te dérange pas trop dans ta routine de travail ?

Non, ça va, c'est toujours bien de réfléchir un peu sur ce qu'on fait.

Super. En tout cas, merci de prendre du temps pour moi. J'avais prévu une heure.

Oui !

Est-ce que tu as besoin d'un rappel sur le sujet de mon mémoire ?

Oui, s'il te plaît.

[Explication] Je te propose de commencer en te présentant en quelques mots. Quel est ton travail et pourquoi es-tu investie dans le mouvement ? Quel est ton rôle dans le mouvement ?

Mon métier, c'est la recherche. Je travaille dans le centre d'agroécologie de l'Eau et de la Résilience, « Center Private Belgian Water and Resilience » au Royaume-Uni. C'est une université et je peux dire que mon travail de recherche est un petit peu la conséquence de mon action dans le mouvement. J'ai fait des études en agronomie et après, j'ai plutôt dévié vers les sciences sociales car je m'étonnais de voir que tout ce qui est à voir avec l'alimentation, la façon dont on est en relation avec la nature, était étudié de manière déconnectée. On étudiait la vie, mais comme si c'était séparé de la société alors que l'agriculture et l'alimentation sont des questions de société. J'ai quitté l'agronomie et je me suis intéressée aux conflits de territoires et dans les questions de l'innovation sociale comme « Comment la transformation sociale a lieu et le rôle des mouvements sociaux ». En parallèle, j'ai été active dans les questions autour des potagers, de reprendre le système alimentaire, de reconnecter ceux qui veulent se reconnecter avec l'alimentation et l'agriculture, etc. C'est ainsi que mon activisme et que les questions de recherche se sont petit à petit croisés.

Depuis le début du Résap créé en 2010-2011, j'y ai été investie et on travaillait notamment sur la question des semences. Avec d'autres groupes, j'étais impliqué dans des luttes contre les OGM et contre l'implication d'instituts de recherche flamands dans le développement d'OGM comme quelque chose de normal. Suite à ça, j'ai été virée de mon université et c'est important

de comprendre que, par après, ça m'a fait virer vers des questions de recherche pour étudier mes collègues. Qu'est-ce qu'on étudie dans l'agronomie ? Comment ça fonctionne ces études et la recherche en agronomie ? Comment c'est lié au milieu politique et économique ? Qui décide quelles sont les questions de recherche qu'on fait ? J'ai toujours été depuis dix ans avec un pied dans la recherche et un pied dans les mouvements autour de la question alimentaire. Je ne me définis pas comme l'un ou comme l'autre.

AiA est né quelque part du Résap en 2016, de l'impulsion de quelques personnes impliquées dans le Résap et notamment Stéphane Desgain du CNCD, dans l'idée d'en faire un mouvement national. Moi, j'habite à Bruxelles depuis longtemps, ce qui explique sans doute mon engagement dans le Résap et dans AiA. Mais il y a toujours des liens entre ce qu'il se passe en Flandre et en Wallonie, par exemple la question des OGM qui était fort interconnectée et c'était un vrai mouvement national. Après, il faut comprendre qu'en Belgique, petit pays régionalisé, l'Agriculture est une matière régionale. Il y a des raisons institutionnelles qui font que les ONG des mouvements sociaux flamands et francophones ont leurs propres trajectoires. Il y a aussi des différences culturelles, organisationnelles et la difficulté de la langue qui font que ces mouvements fonctionnent de leur côté. En même temps, il y a toujours des organisations comme Greenpeace, FIAN ou Oxfam qui ont toujours fait le lien entre les deux côtés.

Super, tu es déjà revenue sur certains points que je voulais aborder avec toi. J'enchaîne sur une question à laquelle d'autres ne savaient pas répondre. Qu'est-ce qui a fait que, vu qu'AiA avait une volonté de base de rassemblement national, c'est resté un mouvement francophone et que les liens avec le mouvement flamand sont assez faibles ?

Par rapport aux questions de travail de plaidoyer, ce ne sont pas des matières fédérales. Récemment, il y a eu des lettres adressées au ministre fédéral par rapport aux OGM et ce sont alors des organisations francophones et néerlandophones qui y ont travaillé ensemble. Mais, quand tu essayes de comprendre AiA, il faut comprendre que c'est quelque chose qui est né depuis en bas, depuis le terrain, par les gens impliqués dans Nyeleny. C'est important de situer AiA dans le mouvement international de Nyeleny qui est né suite à l'appel de la Via Campesina et en 2011 et 2016, il y a eu des rencontres européennes de Nyeleny dans lesquelles il y a eu des délégations belges constituées d'organisations, de citoyens et d'agriculteurs flamands et wallons.

Stéphane Desgain est venu le premier avec cette idée d'AiA et il était très actif dans les questions de Nyeleny car il avait été à la rencontre en 2011 et ça l'avait inspiré. Il voulait

imaginer quelque chose de rassembleur autour de l'agroécologie pour montrer qu'on est beaucoup plus que ce qu'on croit en Belgique. C'était un pari très juste car quand tu regardes sur le forum de création d'AiA, il y avait plus de 800 personnes venant de tout le pays. Mais, ça reste quelque chose qui était plus ancré dans le mouvement francophone, le Résap. Initialement, et c'est important pour le côté historique, Greenpeace était investi et devait porter le mouvement AiA du côté néerlandophone. Cette personne n'a pas pu le faire pour des raisons personnelles et organisationnelles. Puis, quelques personnes dont moi-même étions dans le réseau des deux côtés et, au moment du premier forum, il y avait alors pas mal de gens et d'organisations néerlandophones, mais ça restait porté par les organisations francophones. À ce moment-là, au niveau flamand, les organisations étaient en train de se constituer dans un réseau appelé VoedselAnders, du même nom que le mouvement des Pays-Bas. Je pense qu'ils étaient plus proches des Pays-Bas, mais surtout, c'était déjà un mouvement entre organisations néerlandophones. De plus, VoedselAnders s'est créé sur base d'un ancien réseau portant sur les semences puis sur les OGM puis sur l'agroécologie. Il y avait déjà tout ce mouvement et tout ce réseau donc, ce n'est pas parce que tu arrives avec AiA que ça va remplacer le mouvement qui était né en Flandre. Quelque part, c'est logique que ces réseaux aient continué à exister l'un à côté de l'autre. Après, tu pourrais dire que ce serait intéressant d'avoir plus de collaboration sur certaines choses, mais il y a une question linguistique, d'organisation et de régionalisation des matières. Ça explique que ces deux réseaux continuent à exister côte à côte. Je ne sais pas si ça répond à ta question.

Si, très bien, parce que c'était une question que je me posais depuis quelque temps.

Mais le premier forum, c'était un rassemblement national.

Vu qu'on a déjà parlé de la création d'AiA, quels sont les points d'orgue du mouvement depuis sa création ? Ou quels sont les points négatifs ?

C'est une grosse question. Pour le point positif, je pense que l'existence même d'AiA est un point positif et d'avoir, en décembre 2016, organisé ce premier forum. C'est un moment clé dans le mouvement autour de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie paysanne en Belgique. Ce moment a montré quelque part cette force mobilisatrice de l'agroécologie et c'était le moment où on a explicitement traduit les idées du mouvement international de souveraineté alimentaire en Belgique. Qu'est-ce que ça veut dire de s'organiser autour de ces questions en Belgique ? Il y a tout le processus de l'écriture collective de la déclaration d'engagement. Deuxièmement, ce moment était très important parce qu'on a explicitement choisi de mobiliser

autour de l'idée que les questions de justice alimentaire et d'agroécologie paysanne doivent être pensées ensemble. C'est à ce moment-là aussi que, par exemple, Christine Mahi et Olivier De Schutter ont débattu et ça marque l'ambition de penser ces deux questions ensemble.

Après, par la suite, l'idée que ça se soit un petit peu institutionnalisé dans l'idée que ça reste un réseau flou qui n'a pas un statut légal et qui est hébergé par FIAN, mais le fait d'avoir une coordinatrice et un nouveau coordinateur, c'est une bonne chose. Ça a permis à AiA de jouer le rôle qu'il est capable de jouer aujourd'hui, par exemple dans tout ce qui est plaidoyer politique. Et le tissage de liens est très important aussi. C'était initialement présent dans l'ambition d'AiA de faire ces liens entre organisations, mais aussi entre organisations et monde politique. Le choix de s'institutionnaliser un petit peu, c'était important. C'est une question récurrente dans les mouvements sociaux parce que, quand tu t'institutionnalises, tu perds en quelque sorte de la force et de l'autonomie. Mais sans des personnes dans la coordination, on n'aurait pas été capable de pérenniser le mouvement, d'avoir des relations avec les mondes politiques bruxellois et wallons et avec les organisations bruxelloises et wallonnes.

Je rebondis sur cette question des liens avec les politiques. On m'a déjà parlé des différentes initiatives qui ont eu lieu depuis quelques années et certains me disaient que c'était une grande avancée de faire en sorte que le mouvement soit reconnu par les politiques. Mais d'un autre côté, il y avait l'impression que les revendications du mouvement ne sont peut-être pas entendues concrètement. Est-ce que, selon toi, le lien avec le monde politique a des résultats positifs ou est-ce qu'il y encore un manque de côté-là ?

Je suis d'accord par rapport au fait qu'on est écoutés, mais pas entendus. Mais je pense qu'il faut mettre ça dans une perspective de changement social plus large. AiA porte un message de transformation radicale des systèmes alimentaires et d'arrêter avec le status quo. Ceux qui sont au pouvoir ont intérêt à protéger le status quo et c'est normal qu'ils n'adaptent pas leurs politiques suivant nos recommandations. C'est naïf de penser que ça pourrait se passer comme ça. Il y a la Via Campesina, le mouvement qui représente des millions d'agriculteurs et d'agricultrices dans le monde, et ce n'est pas pour autant qu'ils vont avoir le même pouvoir qu'une seule entreprise comme Bayer dans la décision des politiques. Ce sont des questions d'intérêt établi. Ceux qui sont là veulent garder ce qu'ils ont et peut-être changer dans les marges.

L'agroécologie, telle qu'AiA le comprend, est une question de transformer les systèmes alimentaires de manière que l'agriculture ne soit plus basée sur l'exploitation. L'alimentation est un droit pour tout le monde, basé sur la relation avec la nature et la reconstruction des liens entre ceux qui produisent, ceux qui transforment et ceux qui consomment. C'est la raison pour laquelle AiA existe et milite. Comment est-ce qu'on organise et comment le monde politique est organisé ? Il est organisé pour faire fonctionner un système alimentaire basé sur l'exploitation des humains et de la nature. Ça ne va pas changer. Bien sûr, ils ont compris quelques choses comme l'agro-industrie qui a compris que travailler avec des pesticides ça ne marche pas, alors ils viennent avec quelques changements. Mais ce ne sont pas des transformations de la relation de domination et d'exploitation sur lesquelles notre système est basé. Est-ce que, si AiA formule mieux ses messages, ça sera entendu ? Non, ça ne marche pas comme ça.

Je vois bien et je suis entièrement d'accord. C'était pour ça que je posais la question pour avoir les différents avis sur ce sujet-là. Je rebondis alors et j'aurais voulu savoir comment tu vois les évolutions des relations avec le monde politique. Comment vois-tu AiA faire un travail d'impact sur les politiques ?

Le mot « impact » est très problématique car c'est un concept très réducteur, comme si c'est une question linéaire. Dans un travail de recherche, il faut comprendre ce qu'est le concept d'impact. Quand tu fais la question autour de l'impact, je pense que ce qu'AiA est potentiellement en train d'accomplir, c'est d'ouvrir les imaginaires. Il y a d'autres façons possibles de le faire, d'autres gens qui sont en train de le faire, mais, par élargir les imaginaires, ça aspire et il y a potentiellement davantage de personnes qui sont capables d'entendre, ce qui inclut les politiciens. Il y a aussi de bons contacts avec certains politiciens et je pense que ça les aide parce que, dans le monde politique, il y a aussi ceux qui ont plus ou moins de pouvoir. Ceux qui viennent avec des propositions moins populaires pour les intérêts établis, ils doivent aussi nager à contre-courant dans leur Parlement et ils ont besoin de montrer qu'il y a tout un mouvement qui les soutient composé de producteurs, d'ONG, de scientifiques, etc. Comment je comprends l'impact d'AiA, c'est de faire exister l'agroécologie comme une question visible, de la faire exister comme un mouvement et pas comme une question technique.

Le mot impact était peut-être mal choisi, mais je ne cherche pas uniquement à voir des résultats sur le papier. Mais tu l'as très bien recadré.

Je tiens à élaborer là-dessus parce que l'impact, c'est comme avec le PNB. On peut détruire une forêt et c'est parfait pour le PNB. C'est la même chose pour l'impact. Si je fais plus de publications, peu importe le sujet, c'est bien pour l'impact, mais c'est un concept qui ne dit rien sur le qualitatif.

C'est bien de recadrer le terme, en effet. Tu parlais entre autres des liens avec le côté académique. Vu que tu es en lien avec le côté de la recherche, qu'est-ce que ton expertise académique apporte dans les débats du mouvement ? Et comment y a-t-il cette double influence entre le mouvement social et le mouvement académique ?

Je pense que le lien pourrait être beaucoup plus fort. Je ne vais pas m'avancer sur une double influence linéaire entre AiA et les chercheurs, parce que je ne pense pas que ça fonctionne comme ça. C'est important d'imaginer ce qu'est l'agroécologie et c'est un mouvement qui contient plein de pratiques et plein d'expertises. Il est différent par rapport au modèle conventionnel où des experts techniques ont le savoir et les autres l'implémentent. L'agroécologie veut sortir de cette idée où une personne détient le savoir, mais plutôt d'imaginer comment collaborer. Je suis dans le secrétariat du GIRAF qui est le réseau de chercheurs sur l'agroécologie en Belgique et dans lequel les gens travaillent avec des mouvements sociaux, des réseaux, des fermes en agroécologie, des réseaux de fermes, etc. Ce n'est pas faire la recherche « sur ». Et j'espère, mais c'est une aspiration, qu'on arrivera à mieux articuler les connexions entre AiA et des réseaux comme le GIRAF afin de faciliter l'émergence des collaborations qui n'existent pas encore. Et quand tu parlais de ce qu'AiA a réalisé, son rôle c'est surtout de tisser des liens et de faire des coopérations. C'est la même chose entre le monde de la recherche, qui a ses pratiques spécifiques, et le monde social pour que les collaborations existent davantage et plus intensément. Il y a du travail à faire. Mais il y a des choses qui se font notamment au premier confinement en réaction au comité d'experts du gouvernement.

Super, j'apprécie l'idée de la collaboration.

Ce sont d'autres expertises qu'on amène. Ils ont un savoir spécifique, mais nous aussi.

C'est aussi l'idée d'avoir des savoirs différents qui se valent et qui ne sont pas hiérarchisés. Tu parlais justement d'aspirations. Je me demandais alors comment tu imaginais le futur proche du mouvement et de la transition agroécologique.

Je pense qu'on est dans un contexte politique qui fait peur par rapport à la combinaison du fascisme qui gagne en puissance et l'existence des multinationales qui sont plus fortes

économiquement que des Etats-Nations. C'est un contexte effrayant. Dans ce sens, je ne suis pas optimiste dans ce qui va se passer dans les années à venir. Mais en même temps, j'ai de l'espoir en l'agroécologie parce que je pense que c'est un mouvement qui porte de l'espoir en montrant ce qui est possible et en montrant ce qu'on ne veut pas. On montre qu'on a mieux. Ce n'est pas dire non pour dire non, c'est parce qu'on a un autre futur et on a envie d'y aller, ce qui demande d'éliminer certaines choses. Il y a un pessimisme avec un espoir qui vont ensemble.

Pour que le mouvement puisse gagner en force, des alliances avec les mouvements antiracistes et féministes sont à construire et à renforcer. Il faut plutôt aller vers l'alliance avec d'autres mouvements qui ont des valeurs partagées plutôt que de se laisser avoir par « l'agroécologie aura une autre échelle si on s'institutionnalise ». Ce serait vider la question politique pour devenir une agroécologie technique et c'est un danger. Je pense que c'est bien compris au sein d'AiA.

C'est justement ce qu'il se passe en France au niveau de la technicisation de l'agroécologie et de la perte des valeurs politiques du concept.

Ça, tu l'auras aussi en Belgique et c'est pour ça que ça dépend de ce que tu regardes en France. Il y a ça en France, mais il y a un mouvement de personnes qui ne sont pas d'accord, comme la Confédération paysanne. En ce moment, il y a une lutte sur le narratif de ce que c'est l'agroécologie.

Oui. En France, c'est intéressant de regarder comment l'agroécologie s'est institutionnalisée parce que c'est une exception, mais il y a ce mouvement opposé, bien sûr. Tu parlais d'une vision pessimiste pour l'avenir et c'est peut-être lié à des freins à cette transition. Je vais finir par cette question : quels sont les freins à la transition agroécologique en Belgique selon toi ?

C'est le contexte plus large. Il y a des gens des organisations et des mouvements qui savent qu'on ne peut pas continuer comme on le fait et qui ont de bonnes idées, mais il y a aussi un contexte que je décris comme une combinaison d'une croyance en un modèle néolibéral avec une installation de peur de l'autre, de xénophobie, de protectionnisme dans le sens de « Fermons les frontières et faisons la compétition avec des régions du monde pour voir qui est le premier dans la course imaginaire du progrès ». C'est ça la fin. Mais voilà, c'est pessimiste, mais avec une vision d'espoir sur le mouvement de l'agroécologie qui doit montrer que cette course vers une modernité unique, ce n'est pas la seule et pas celle qui est désirable.

C'est bien, tu es la seule à avoir mis ce frein plus général en avant et ça fait écho avec des choses que j'ai notamment vues dans mes cours...c'est très pertinent. Je ne sais pas si tu as autre chose que tu veux rajouter par rapport à tout ce dont on a parlé.

Pas tout de suite, je pense. Je serais intéressée de voir ton travail quand tu l'auras fini.

Oui, bien sûr. En tout cas, un grand merci pour ton temps et tes réflexions. On se recroisera prochainement, j'imagine.

Bon courage pour la réflexion et à une prochaine. Au revoir.

A.9. Retranscription de l'entretien du 29-04-21 : Amaury Ghijselings

Salut Giacomo et désolé pour mon retard. C'est la fin de la journée donc tous les coups de fil que je n'ai pas réussi à avoir arrivent maintenant.

Aucun problème, vraiment. J'ai tout mon temps. Enchanté de te rencontrer et merci de prendre un petit peu de temps pour moi et pour cette interview. Ça me servira énormément pour faire un travail assez approfondi. Est-ce que tu aurais besoin d'un rappel sur le sujet de mon mémoire ?

Je l'ai en tête, dans les grandes lignes. Si je devais résumer, c'est l'incidence du travail politique d'AiA ?

C'est ça, entre autres. L'idée c'est de voir comment AiA en tant que mouvement social impacte au niveau politique ainsi que de savoir quels sont les freins à la transition agroécologique ou ce qui l'accélère.

OK, parfait.

Pour commencer, je voulais te demander si tu pouvais te présenter en quelques mots. Dans quelle association travailles-tu ? Quel est son rôle ? Quel est ton rôle dans cette association ? Pourquoi êtes-vous impliqués dans AiA ?

Je vais préciser que ça ne fait que six mois que je suis au CNCD-11.11.11. Je suis chargé de recherche et de plaider sur la souveraineté alimentaire. Parmi mes missions, au-delà de mon travail d'expert et de chargé de plaider sur la souveraineté alimentaire dans le CNCD qui rime avec prendre des positions et interpeller au nom du CNCD, je coordonne la Coalition contre la faim. C'est une plateforme qui ressemble à AiA, mais qui est plus poussée dans la dimension de plaider politique, mais dont le champ est davantage porté sur la sécurité et souveraineté alimentaire ainsi que transition dans les pays du Sud. On s'occupe moins des enjeux dans les pays du Nord. Parmi mes missions, je suis également actif dans le GT Plaider d'AiA. Ça fait six mois que je porte ce rôle pour le CNCD, mais je suis actif depuis le début d'AiA lorsque j'étais membre de l'association Quinoa. J'ai eu cependant une pause de 4 ans et demi lorsque j'étais coordinateur de l'équipe action avec Greenpeace. J'aurai donc un petit peu de mal à te répondre durant ce trou noir.

Pourquoi le CNCD fait-il partie d'AiA ? Comme la plupart des organisations, parce qu'on a besoin d'être en réseau pour se faire entendre, avoir plus de poids, avoir de la légitimité au niveau des décideurs politiques, mais aussi pour avoir un endroit de débat qui nous permet de

mieux comprendre les choses, d'échanger les informations, d'affiner des positions. Par moment, on peut se dire que notre position ce sera « ça », mais ensuite, il y a une réelle volonté de trouver une position qui correspond à tout le monde. Régulièrement, j'ai des positions qui me semblent logiques avec mon regard nord-sud que je confronte avec la FUGEA, ce qui me fait me rendre compte des pièges et me permet de réadapter ma position. Ce n'est donc pas uniquement « se mettre ensemble », mais c'est aussi un espace de construction de position. C'est doublement important pour le CNCD qui est déjà une coalition rassemblant l'ensemble des ONG nord-sud et qui travaille déjà en réseau de par son ADN lui-même.

C'est super, merci. Je rebondis directement sur le fait que tu as eu un trou noir de quelques années. Aujourd'hui, j'ai également rencontré Damien de Quinoa qui m'a parlé de « Pourquoi le Résap ? » et « Pourquoi la création d'AiA ? ». Étant donné as un regard extérieur vu que tu étais présent à la création du mouvement et que tu as eu un « trou noir », comment selon toi le mouvement a évolué positivement et négativement ?

Qu'est-ce qui a évolué ? Je dirais que ce n'est pas une ligne de croissance droite parce que je pense que le mouvement a connu des années très vivaces et des moments où l'énergie est retombée. C'est plutôt par vagues. Ces vagues s'expliquent par son enjeu de structuration, institutionnel et d'énergie qui doit être mise dans la structuration du mouvement. À l'époque il n'y avait pas de coordinatrice, puis il fallait trouver des financements, etc. La vivacité d'un mouvement ne dépend pas uniquement de la thématique qu'il porte et de ses actions, mais aussi d'un calendrier plus institutionnel et administratif.

Un autre curseur, que tu comprendras peut-être mieux que moi, est la force d'avoir intégré les organisations de santé telle que Solidaris. Les mutuelles sont des acteurs très gros en Belgique. Toutefois, parmi les acteurs d'AiA qui sont très petits ou très gros, comme le CNCD ou Oxfam, on retrouve certains acteurs importants comme Greenpeace qui ne sont pas très investis. C'est intéressant à analyser comme il y a une tendance inverse à la logique classique qui est que les plus gros acteurs sont ceux qui en font le moins. Il faut l'accepter car quand on est « gros », on n'a pas besoin d'un réseau pour avancer, c'est plutôt du « nice to have ». Au contraire, les petits acteurs sont condamnés à travailler en réseau et ont cette manière de faire pour faire de grosses mobilisations, être entendus en politique et avoir du poids.

Pour en revenir sur ces courbes, on avait fait un énorme forum sur le site de l'IBGE en 2016. Tous les acteurs y étaient bien actifs, mais, depuis que je suis revenu, je me suis rendu compte que Solidaris n'était plus vraiment impliqué. C'est quelque chose qu'on a perdu de ne plus

impliquer des acteurs sociaux car, selon moi, c'est une des spécificités d'AiA. Par contre, je trouve qu'AiA a gagné en crédibilité, légitimité et reconnaissance en tant qu'acteur de la société civile aux yeux du monde politique. AiA a été invité au Parlement wallon pour les auditions sur la PAC et c'est un bon marqueur qu'AiA se fait sa place.

Je vais rebondir sur le côté « social » du mouvement. Quand tu parles des acteurs sociaux et du fait qu'ils sont « perdus », je sais que la FdSS est encore présente et active ?

Oui en effet, mais ils sont beaucoup moins impliqués. C'est le cas dans tous les réseaux... il y a différents niveaux d'engagements. On ne peut pas attendre de la FdSS, du RWLP qu'ils soient aussi impliqués qu'une ONG comme FIAN ou le CNCD. Je note quand même qu'ils ont déjà été plus actifs que ce qu'ils sont maintenant. Ils sont toujours présents, ils signent, rejoignent les positions et sont là durant les événements en tant qu'intervenants, mais ils ne sont pas des contributeurs actifs derrière le rideau. Après, ce n'est peut-être pas plus mal parce qu'ils ont tellement d'autres choses à faire qu'ils se laissent porter par le reste du mouvement, et c'est peut-être une bonne pratique. Il y a peut-être d'autres réseaux qui n'ont pas d'acteurs représentant les plus précaires. Nous on les a parce qu'on accepte qu'il y ait un investissement variable.

J'enchaîne directement pour dire pourquoi c'est important d'avoir ce genre d'acteurs. La spécificité d'AiA c'est d'arriver à porter une parole qui fait le lien tant sur l'alimentation, l'agriculture, mais aussi qui fait le lien avec les questions de la santé, des inégalités sociales et du droit à l'alimentation pour tous. Quand on parle de ce droit, c'est un droit économique et social qui est défini comme un droit à l'alimentation saine que l'on n'accorde pas aux populations précaires. C'est la force d'AiA comparé à d'autres mouvements existants, c'est de réussir à faire la synthèse entre environnement avec les organisations environnementales, économie avec les syndicats agricoles et social santé, etc. Pour le décideur politique, ça permet de comprendre que toutes ces ONG qui ne sont pas spécialement d'accord de base ont des points de convergence. Ça rajoute donc de la force et du poids au discours d'AiA. Il n'y a pas d'autre espace en Belgique qui permet ceci. Par contre, je pense que c'est quelque chose qu'on doit renforcer, c'est la dimension des consommateurs et consommatrices. On ne se présente pas comme une organisation de défense des consommateurs et consommatrices, mais ça l'est quand même, de fait, parce que toutes nos ONG membres représentent des citoyens qui consomment. Une ONG comme Quinoa ne représente pas les producteurs, l'environnement, la santé, etc., mais elle a une base sociale soucieuse de son alimentation comme toutes les ONG qui font de l'éducation. Quand ces membres prennent la parole, ils portent alors la voix de ces bases

sociales. C'est important de le visibiliser parce que même les politiciens ne le reconnaissent pas toujours. Quand Éléonore a fait l'audition au Parlement wallon au sujet de la PAC, Sabine Laruelle, députée MR pro-FWA soit le syndicat soutenant l'agriculture conventionnelle et industrielle, a un peu attaqué Éléonore en demandant qui AiA représentait comparé à la FWA qui représente tous les agriculteurs wallons. Elle n'a pas tort. Cependant, « la guerre est quelque chose de trop sérieux pour la laisser aux militaires ». C'est la même chose pour l'agriculture qui ne peut être laissée dans les seules mains des agriculteurs conventionnels. Elle est aussi le fait des agriculteurs non orthodoxes et des consommateurs. D'ailleurs, pour parler de la PAC, on devrait parler de la PAAC, soit la politique agricole et alimentaire commune.

Merci pour ces réflexions très riches, tu as déjà abordé quelques points dont je parlerai par après. C'est vrai que c'est intéressant de se positionner en tant que mouvement qui défend le côté agricole, mais aussi social, sanitaire, etc. Est-ce que, selon toi, étant donné que le réseau est très pluridisciplinaire et portant sur des questions transversales, les objectifs d'AiA ont évolué avec le temps ?

J'ai l'impression qu'au départ, AiA avait placé comme objectif le côté de plaidoyer politique pur. L'énergie s'était finalement dirigée vers le renforcement des liens entre les membres du mouvement et pas forcément influencer certains dossiers politiques. C'était aussi l'idée de faire des mobilisations plutôt que de faire du plaidoyer politique pur et dur. Il y avait d'ailleurs plusieurs GT donc le GT « Action », alors que le Résap existait par ailleurs. Je ne sais pas si, depuis, c'est inscrit, mais le Résap est devenu en quelque sorte le bras armé d'AiA. Il y a eu cette évolution. Au départ, le mouvement était très centré sur le lien entre nous et au fur et à mesure, la dimension de plaidoyer politique a pris plus d'ampleur. Maintenant, un des défis est de garder ça et d'aller plus loin. Quand je te parle de la spécificité d'AiA, je ne suis pas sûr que ce soit quelque chose de conscient et de validé par tous les membres, mais je trouve qu'il faut se rendre compte de la spécificité d'AiA. On est légitimes par rapport aux décideurs politiques, ce que certains membres remettent parfois en question, et je pense qu'AiA doit renforcer et améliorer son travail de plaidoyer, notamment au niveau du fonctionnement interne. Comment est-ce qu'on produit nos positions ? Comment on les met en valeur ? Comment on les coconstruit ? Le défi est de se professionnaliser au niveau du plaidoyer sans oublier que, dès le départ, il y avait cette dimension de réseautage entre nous ainsi que la dimension d'action. Même si le Résap n'est pas le GT Action d'AiA, il faut continuer les mobilisations entre les membres d'AiA et du Résap pour aller dans la rue.

Je reviens en arrière par rapport à la légitimité du mouvement. Quand on a été invité pour parler de la PAC, il y a eu beaucoup de questions pour savoir ce qu'on pouvait apporter... il y a un problème de légitimité à l'intérieur d'AiA. Comme il y a de gros acteurs comme Greenpeace, Natagora ou la FUGEA qui ont des positions très fortes, d'autres acteurs qui n'ont pas les mêmes positions ont du mal à légimenter ces positions alternatives. AiA représente les nouveaux systèmes alimentaires durables et les exploitants qui ne rentrent pas dans les priorités des gros acteurs du mouvement. Une des questions techniques de la PAC, c'est le revenu des petites exploitations. Au sein du mouvement, des associations comme la Ceinture Alimen-Terre de Liège ou le Réseau des GASAP pourraient demander à la Belgique d'utiliser cet outil de la PAC qui permet aux petits exploitants de recevoir des subsides de la PAC. La FUGEA n'est pas spécialement favorable à cette mesure, ce n'est pas une priorité pour les environnementalistes. Comme on a envie de suivre leurs revendications, on oublie de faire de la place aux revendications d'acteurs du mouvement plus petits et qui pourraient paraître moins légitimes. Leur donner de la place augmentera la légitimité d'AiA car ce sera un mouvement qui pourra mettre en lumière des sujets invisibilisés par le pilier syndical et environnementaliste. Ce n'est pas mauvais en soi, mais c'est recycler des positionnements qui existent déjà et sont déjà mis en avant. Dans les améliorations, par exemple, il faudrait trouver une façon créative et courageuse pour aller plus loin que les consensus évidents et dégager des points communs entre de petits et gros membres. C'est un acte manqué pour la PAC malheureusement et c'est ce qui fait qu'on est encore très généraliste. C'est d'ailleurs le rôle d'AiA d'assumer les divergences entre ses membres et faire avancer l'agroécologie en organisant des tables de discussion entre tous nos membres.

C'est un très gros défi de gouvernance et d'horizontalité que tu mets en avant ici, mais aussi au niveau des rapports de force entre associations au sein même du mouvement.

Quand je t'entends, je ne sais pas si c'est un défi d'horizontalité, mais plutôt d'intelligence collective. En même temps, ce n'est pas comme dans d'autres structures où les « gros » membres ont un droit de veto et bloquent tout. C'est plutôt qu'au sein d'AiA, on donne beaucoup de crédit à de grosses associations telles que la FUGEA ou les associations environnementales. Ils ne prennent pas le pouvoir, mais on le leur donne. C'est plutôt à AiA en tant que tel de se dire qu'on n'est pas obligé de suivre les revendications des acteurs plus imposants de par leur place dans la société et d'avoir notre propre agenda qui pourrait répondre aux enjeux de santé, de précarité, aux enjeux des petits agriculteurs, aux enjeux nord-sud. Ces enjeux pourraient ne pas être en accord total avec les positionnements des plus gros acteurs,

mais avec lesquels ils pourraient vivre. On invisibilise pour l'instant ces choses-là parce que les autres acteurs ne s'autorisent pas.

Je vois, c'est assez psychologique comme enjeu. Je vais rebondir à propos du GT Plaidoyer dont tu parlais. Tu en fais à nouveau partie depuis six mois et j'aurais voulu savoir quelles sont les actions importantes qui sont mises en place ou qui devraient l'être au sein du GT Plaidoyer ? Lesquelles ont été entendues au niveau politique ? Lesquelles ne l'ont pas été et pourquoi ?

Si je devais citer quatre types d'actions plaidoyer auxquelles j'ai assisté depuis mon retour, je parlerais du mémorandum durant les élections qui est important et dont il est difficile de mesurer l'impact. C'est un outil et une tactique forte. C'est une action qui a son impact parce qu'il y a une structure politique en Wallonie qui est ouverte aux sujets qu'on porte avec la Ministre Tellier et au niveau fédéral avec la Ministre du Green Deal.

Une seconde action, c'est qu'on a rejoint et co-signé des interpellations politiques faites par d'autres associations au niveau européen. C'est intéressant parce qu'on mûrit au niveau européen. On a notamment signé des interpellations sur la PAC car AiA s'était positionné pour rejoindre la campagne « Withdraw the CAP ». La PAC est désormais passée et c'est quasiment irréaliste de penser qu'elle pourra encore être changée. On fait donc un plaidoyer au niveau européen pour « sauver les pots cassés » et faire en sorte que les amendements qui tendent le plus vers nos intérêts soient adoptés durant le trilogue. On a également fait des interpellations au niveau belge dans le cadre de la PAC, notamment sur les organismes communs des marchés et sur la conditionnalité sociale dans la PAC. Il existe actuellement des conditionnalités environnementales dans la PAC actuelle, c'est-à-dire que tu ne reçois pas de subsides si tu ne respectes pas certains principes et pratiques favorables à l'environnement, mais il n'existe pas de conditionnalités sociales. En termes d'incidence d'interpellations au sujet de la PAC, il y en a une qui n'est pas passée et on attend plus d'informations pour les autres.

Un troisième outil qu'on a utilisé c'est de passer par les médias et le débat public en cosignant et en prenant l'initiative de la carte blanche appelée « Sauvons les pots cassés de la PAC ». La cible était la Région wallonne, et non l'Europe, pour qu'elle ait de plus grandes ambitions au niveau de son plan stratégique. Cette carte blanche a été cosignée par Impact, des associations environnementales qui ne font pas partie d'AiA, la Coalition contre la faim, donc le pilier nord-sud, et les syndicats agricoles avec la FUGEA. On a essayé de faire la convergence entre l'environnement, l'agroécologie, le Nord-Sud et les agriculteurs.

On a également fait l'audition au Parlement wallon et une mobilisation avec le Résap. On est dans une logique de campagne et plus de plaidoyer pur et dur.

Je trouve que toutes ces actions, c'est déjà pas mal, mais, quand je zoome, je trouve que sur la PAC, on est plutôt réactif que proactif et on ne produit pas de choses nous-mêmes. On pourrait faire plus. En deuxième point, au sein d'AiA, on n'utilise pas d'autres outils de plaidoyers comme le fait d'écrire des analyses qui coucheraient sur le papier nos propres positionnements sur la PAC et qui nous donneraient de la légitimité. Bien sûr, les associations n'ont pas spécialement le temps ni les moyens pour faire ces analyses en plus de leur travail. Mais en même temps, il y a peut-être moyen de dégager du budget, que les membres sortent un petit peu d'argent pour commander des études au nom d'AiA ce qui permettrait par ailleurs de labelliser le mouvement. C'est un autre levier et c'est relié à l'objectif de développer une expertise et de la mettre sur la place publique, et au final ce sont les décideurs politiques qui te contacteront. Finalement, ce serait de passer par le Parlement. Chez AiA, on ne travaille jamais avec des parlementaires pour coconstruire ou suggérer des questions parlementaires. On gagnerait à suivre d'un peu plus près l'agenda des discussions parlementaires wallon et, lorsque c'est pertinent, de proposer une question qui challenge nos décideurs. Parfois, le meilleur moyen pour avoir une réponse rapide, c'est de mettre notre question dans la bouche de parlementaires de l'opposition ou de la coalition, mais qui est plus progressiste que le ministre en charge.

Comme d'autres l'ont mentionné, il y a donc aussi un enjeu de temps et de subsides pour que les membres d'AiA puissent s'investir davantage dans le plaidoyer. Ensuite, par rapport aux parlementaires, le GT Bruxelles a eu quelques demandes assez récentes par rapport à une question parlementaire spécifique. Est-ce que tu sens que les relations sont plus fortes entre la Région bruxelloise et AiA qu'avec la Région wallonne ? C'est assez pertinent étant donné que tu fais partie du GT Plaidoyer qui a plutôt des liens avec le côté wallon. Est-ce qu'il y a cette différence de relations ?

Je n'ai pas l'image parfaite parce que je n'ai pas été là durant tout un temps, mais en effet, je le vois. Pour l'expliquer, il y a plusieurs choses. Au niveau de Bruxelles, la question de l'alimentation durable est très « hype » et moins contentieux parce qu'on n'a pas de terres nourricières et d'agriculteurs. Quand on parle de cette question, on parle surtout de l'assiette et c'est facile d'être d'accord. De plus, le ministère en charge de l'alimentation à Bruxelles ne subit pas le poids des lobbies de nos opposants qui sont très actifs en Wallonie où ce sont également des votants. Un autre élément est qu'en Wallonie, il y a le RAWAD qui est plus légitime pour parler au niveau wallon qu'AiA. Il a beaucoup de membres d'AiA qui y siègent,

mais ce qui est problématique c'est que le RAWAD est quasiment mort. Ça pose alors la question de la légitimité d'AiA au niveau wallon. Il y a d'ailleurs le CWAD qui a été lancé, le conseil wallon d'alimentation durable. AiA a postulé et n'a pas été retenu alors que le RAWAD bien et moi, en tant que CNCD-11.11.11, j'ai été pris. C'est bizarre... donc je porte la casquette du CNCD, mais je relaye les informations à AiA.

En effet, Éléonore en avait parlé. Est-ce que c'est, selon toi, l'idée de prendre le RAWAD parce qu'il est moins proactif qu'AiA actuellement ?

Je pense qu'ils le prennent parce qu'il est moins subversif.

Donc il y a quand même un intérêt ?

Oui, clairement.

En Wallonie, quelles sont les relations du mouvement avec les politiciens et les autres acteurs du système agroalimentaire ? Est-ce que ces relations pourraient être un frein spécifique et un blocage à la transition agroécologique et à l'avancement de vos revendications ?

Oui. Je vais cependant tempérer parce que tu demandes « Qu'est-ce qui freine ? ». Je ne suis pas sûr que le mouvement et la transition agroécologique freinent, j'ai plutôt l'impression que ça avance et que ça s'accélère, même si je n'ai pas vraiment la réponse.

Ça me fait penser à ta question du changement et de l'évolution du mouvement. Par exemple, au départ, AiA voulait expliquer ce qu'était l'agroécologie et que l'agroécologie est une solution pour nous nourrir et préserver l'environnement. Aujourd'hui, on n'en est quasiment plus à ce niveau-là parce que la bataille est quasiment gagnée. Peut-être que beaucoup ne seraient pas d'accord parce qu'il y a quelques années, De Croo par exemple ne comprenait pas le concept et pensait l'agroécologie comme l'agriculture du passé alors que ce sont d'anciennes pratiques remises au goût du jour et qui est l'agriculture du futur. Il y a du chemin qui a été fait depuis et, aujourd'hui, il s'agit plutôt de parler de la mise en œuvre et non de débattre de l'intérêt du concept. Il faut débattre de ce qui n'est pas fait, ce qui devrait être fait et ce qui n'avance pas. Ça résonne avec les freins à cette transition agroécologique.

L'un des deux plus gros freins est les lobbies et le poids de l'agriculture conventionnelle. En politique, on est vite emprisonnés et, ici, on est prisonniers de notre spécialisation liée à l'agriculture conventionnelle et de notre logique d'import-export. Ça crée de l'emploi, qui n'est pas durable, mais ça crée de l'emploi et de la « croissance ». Ce verrou du « court-termisme »

nous empêche de développer une transition de nos systèmes agroalimentaires parce que cette transition n'est pas facile. Ce ne sera pas facile de ne laisser personne de côté. Est-ce qu'on parle d'une transition qui veut la mort des agriculteurs conventionnels et la montée de nouveaux agriculteurs ? Est-ce qu'on parle d'une transition qui veut accompagner la reconversion des agriculteurs conventionnels vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et plus durables ? Évidemment que ça fait peur, et c'est normal. On a trop peur que ça ait un impact sur l'emploi, le niveau de production, la croissance économique... changer ça fait peur et donc les politiciens choisissent la facilité. En plus du poids des lobbies, c'est aussi le frein psychologique des politiciens qui veulent être réélus et ne sont pas capables de porter des réformes originales et fortes.

Ensuite, il y a la question de la bonne gouvernance. Par exemple, j'étais dans le CWAD ce matin et c'était n'importe quoi parce qu'on ne comprend pas leur cohérence. La Région wallonne a lancé d'un côté « Get up Wallonia ». Plein d'acteurs ont donc défini des points sur l'alimentation, mais ne savent pas si c'est réellement mis en application. On fait participer la société civile, mais on ne sait rien de ce qui est fait. Maintenant, on lance le CWAD, mais on vient seulement de comprendre qu'on est uniquement là pour émettre des opinions. En vérité, c'est le comité de direction, donc les représentants des cabinets de l'Emploi, de l'Agriculture et de l'Environnement qui décident en fin de compte. Ils font du participatif, mais pour être efficace il faut de la cohérence. Ils nous obligent et nous condamnent à fonctionner en silo. On ne peut pas échanger donc chaque association se bat pour que ses priorités deviennent celles du CWAD. Au contraire, ça devrait être un espace de concertation pour définir des politiques qui tendent vers l'intérêt général. Du coup, il y a du biais parce qu'il y a moins de membres au sein du CWAD qui travaillent sur la santé ou la gouvernance, il y a beaucoup moins de recommandations sur ces sujets. La Belgique a des obligations à atteindre, notamment en termes de réduction des gaz à effet de serre. Dans l'agriculture, il faut réduire ces GES de 60%, ce qui revient à dire qu'on est condamnés à transitionner nos systèmes agroalimentaires. Ils nous demandent alors de savoir quelles actions prioritaires on pourrait faire pour l'alimentation durable. Mais ils ne nous rappellent même pas quels sont les objectifs que la Belgique s'est engagée à atteindre ni les autres politiques et actions qui sont déjà prévues pour l'alimentation durable. Par exemple, la Belgique n'utilise pas l'outil de la PAC relatif aux petits agriculteurs. Du coup, si on doit choisir entre des actions pour rémunérer de petits agriculteurs ou des actions pour réduire les pesticides, alors que c'est déjà subsidié par la PAC et compris dans la stratégie de la Wallonie, on choisit de rémunérer les petits agriculteurs. Donc, quand on parle de

mauvaise gouvernance en Wallonie et en lien avec l'alimentation durable, on parle du problème des silos. Toutes nos politiques agroalimentaires fonctionnent en silo et ça empêche de créer de la cohérence et des synergies.

Merci de me donner autant de contenu concret, ça me permet de mieux comprendre ton propos. J'ai encore quelques questions à te poser avant de te libérer. J'en reviens à ce par quoi tu as commencé, c'est-à-dire de savoir comment tu vois le futur proche du mouvement et de l'agroécologie en Belgique. Dans ce cadre-là, qu'est-ce qu'AiA pourrait faire pour cette transition dans les dix ans ?

J'avais beaucoup parlé des pistes d'amélioration en interne, mais j'aimerais prendre un autre angle. L'agroécologie est une question qui prend de plus en plus d'importance au niveau international. Au sein du CSA dont un des rôles est d'adopter des recommandations pour les pays membres sur différents sujets, ils sont en train de discuter de recommandations sur l'agroécologie. Souvent, le CSA on l'observe comme un outil pour la sécurité alimentaire dans les pays du Sud, mais ça nous concerne nous aussi. L'agroécologie prend de plus en plus d'importance dans l'agenda international. On a un sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables, l'UNFSS, cette année, ce qui rime avec l'agroécologie. La notion de système alimentaire durable fait partie de notre plaidoyer car il y a un consensus international plus fort que le concept d'agroécologie. Nous, on dit que le chemin pour atteindre l'horizon des systèmes alimentaires durables, c'est l'agroécologie.

L'agroécologie prend également de l'importance au niveau académique parce que le nombre d'études sur l'agroécologie ne fait qu'exploser alors qu'avant on n'avait que quelques études comme le rapport de l'IASTD et le rapport de la FAO sur le bio. On a même eu Olivier De Schutter qui a fait une étude spéciale sur l'agroécologie et qui a démontré que dans certaines régions du monde, tu pouvais doubler voire tripler la production. L'agroécologie gagne du terrain dans le champ académique, mais aussi dans sa dimension de mouvement social. Il y a de plus en plus de réseaux qui s'approprient ce concept qui avait du mal à se faire sa place, à l'époque, face au concept de la souveraineté alimentaire.

Autre chose qui lui a donné de l'importance, c'est que l'agroécologie s'invite dans des institutions qui ne parlent pas nécessairement de l'agriculture. Mais quand on parle du climat, on ne peut pas ne pas parler de l'agriculture qui est responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. Les personnes qui font partie du mouvement climat s'intéressent de plus en plus à l'agroécologie. En fait, AiA, et c'est marrant que tu poses la question parce que je n'y avais

pas réfléchi avant, doit réussir ce pari de se structurer parce que l'agroécologie va prendre de plus en plus d'importance dans les débats politiques. Ça va venir de toute part, notamment par les Nations Unies. Au bout d'un moment, la Belgique va se demander où est l'expertise sur ce sujet et ils vont venir chez nous.

À long terme, je pense que l'agroécologie ne sera plus une idée folle dans dix ans, mais un besoin acté par tout le monde, dont les politiciens, et on sera plutôt sur la question de « Comment mettre ça en œuvre de manière juste ? ».

Je rebondis sur le côté académique. Pour AiA, il y a un enjeu de précision et d'expertise, mais je me demande s'il n'y a pas un enjeu éducatif ou de sensibilisation du grand public, même si ça sort de l'objectif de plaider du mouvement.

Chacun son vocabulaire, mais, pour moi, l'éducation est une fin en soi et est une tactique de campagne. Tu n'as pas besoin de mesurer à quoi ça sert au niveau des décisions politiques. Après, l'éducation est un levier comme la mobilisation et les interpellations. Par rapport à AiA, je pense que faire de l'éducation, c'est un métier et ce serait rajouter un objectif à AiA. On est à fond dans le plaider. Peut-être qu'on peut l'appeler « éducation », mais plutôt « éducation peer-to-peer ». Éduquer la population à l'agroécologie, on n'a pas besoin de le faire parce qu'il y a plein de membres d'AiA qui le font déjà.

Super, merci beaucoup pour ton temps. C'est tout de mon côté.

Aucun problème, merci à toi. Bonne continuation, n'hésite pas si tu as des questions.

Je n'y manquerai pas. À une prochaine !

A.10. Retranscription de l'entretien du 06-04-21 : Manuel Eggen

Hello, désolé d'être en retard, j'ai eu un petit contre-temps.

Salut, aucun souci vraiment.

Tu vas bien ? Ton stage au Réseau des GASAP s'est bien passé ?

Très bien et toi ? Oui, super, je viens de finir, merci. Je ne sais pas combien de temps tu avais prévu ? À priori, je prévoyais une heure. Ça te va ?

Oui, je vais essayer de rester dans le *timing* qui était prévu.

C'est parfait. Est-ce que tu as besoin d'un rappel du thème de mon mémoire ?

Non, à priori je me souviens bien de ce que tu m'avais raconté.

OK, super. Alors, pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ? Dans quelle association travailles-tu ? Qu'est-ce que tu y fais ? Quelles sont ses missions ?

Je travaille pour FIAN qui est une organisation internationale des droits humains. Sa spécificité est notamment d'aborder les enjeux des systèmes alimentaires à travers les droits humains et donc le droit à l'alimentation. C'est une organisation internationale qui a un secrétariat international basé en Allemagne et des sections nationales installées dans une vingtaine de pays, tant en Amérique du Sud, qu'en Europe, en Afrique et en Asie. Le secrétariat international ne décide pas d'ouvrir une antenne dans un pays, mais ce sont des militants qui décident de se regrouper, de s'affilier à FIAN et finalement d'intégrer la structure internationale avec la mission de défendre le droit à l'alimentation. Notre travail est un travail de plaidoyer politique, c'est-à-dire influencer les lois au niveau régional, national et international en lien avec le droit à l'alimentation. Notre travail est aussi un travail de soutien aux communautés qui luttent pour la défense de leurs droits, principalement dans les pays du Sud. Historiquement, les pays du Nord soutenaient cette défense, mais, de plus en plus, il y a également des luttes de territoire ou des luttes paysannes qui ont lieu dans les sections nord. Ça doit faire une dizaine à une quinzaine d'années qu'on travaille sur ces thèmes-là dans les pays du Nord et, par exemple, on participe à la journée des luttes paysannes le 17 avril pour soutenir des collectifs. Il y a aussi un travail de sensibilisation et de mobilisation des citoyens. Personnellement, ça fait dix ans que je travaille chez FIAN en tant que chargé de plaidoyer et de mobilisation.

Ton rôle et le rôle de FIAN Belgium me paraissent un peu plus clairs. Est-ce que tu pourrais également m'expliquer pourquoi FIAN Belgium est impliqué dans le mouvement AiA ? Quel est son rôle, et le tien plus précisément ?

Ça fait partie de ce rôle de soutien à la transition, aux luttes paysannes, à l'influence des politiques. Ça fait une dizaine d'années que nous sommes impliqués. Je crois que ce qui a donné naissance à AiA c'est le réseau plus informel qu'est le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (Résap) qui est l'organisateur de ces journées des luttes paysannes et qui a été le berceau de beaucoup d'initiatives comme Terre-en-Vue. Il a l'avantage d'être très informel, mais il a également des limites d'être très informel et non structuré. À un moment, il y a eu ces énergies de créer le forum Agroecology in Action, notamment à l'initiative de Stéphane Desgain, activiste du CNCD-11.11.11. Il a rassemblé plusieurs personnes pour lancer ce forum et nous faisons partie de ce groupe organisateur du forum qui a rassemblé plus de 800 personnes. Par après, on a continué à construire le mouvement et je fais partie du « comité de coordination » qui rassemble 6 à 7 organisations qui coordonnent le mouvement et puis je suis un point focal pour le GT Plaidoyer.

Super ! Pour la suite, je vais faire deux blocs de questions. Tout d'abord par rapport au mouvement en général et ensuite par rapport au GT Plaidoyer. Je vais commencer par le groupe de travail en te demandant quand il a été créé. Qui était à l'initiative du GT ? Quels sont les buts en lien avec les objectifs définis par le forum ?

Tout se fait de manière organique chez nous. Au début, il y avait le forum qui se préparait. J'ai été impliqué sur la Déclaration d'engagement du forum avec tout un groupe de membres, un texte qui est devenu la référence pour voir si de nouveaux membres veulent nous rejoindre actuellement. On a présenté ce texte au forum, mais on avait aussi imaginé des tables de débat pour réfléchir à des questions politiques. Il y avait une table où il y avait des politiciens également. Comme souvent après un gros évènement, il y a eu un relâchement, mais, quelques mois après, on a fait un débriefing du grand forum à Wépion avec tous les membres. C'était la première Mise au vert qui rassemblait tous nos membres, mais aussi des académiques tels que Pierre Stassart. On a alors réfléchi à de nouvelles pistes d'orientation pour notre mouvement.

Début 2018, on a formalisé les réunions du GT Plaidoyer et notamment à propos des élections locales de fin 2018. On a préparé un mémorandum pour ces élections locales, un travail qui a demandé pas mal d'énergie, mais qui était très motivant car nous formulions des revendications locales qui avaient un lien avec le quotidien. Par après, en 2019, on a commencé à se poser la

question de savoir ce qu'on ferait par rapport à la PAC. Au début, la réaction était plutôt que c'était un sujet trop technique, très européen et qu'on n'aurait pas trop d'influence à notre niveau. Finalement, le sujet revenait systématique dans nos discussions, d'autant plus que la réforme de la PAC se veut fortement décentralisée au niveau des États. Ça faisait donc plus sens que nous en tant que mouvement national, on s'y attaque même si on a toujours eu du mal parce que c'est très technique et qu'on a abordé dans la technicité des choses des revendications plus concrètes, il y a des divergences qui apparaissent, notamment entre les organisations paysannes telles que le MAP et la FUGEA et les organisations environnementales telles que Greenpeace et Natagora. Finalement, on fait ce travail-là sans le faire depuis 2019. On a également prolongé le mémorandum des élections locales aux élections régionales en recyclant majoritairement les revendications du premier mémorandum qui pouvaient être transposées au niveau régional en retravaillant le niveau de pouvoir ciblé. Ce sont un peu les grandes étapes de ces dernières années, en ramassé.

Parfait, tu m'as déjà parlé de certains projets qui ont eu lieu. Avant de continuer sur ce sujet, j'aurais aimé que tu m'expliques comment s'organise le GT. C'est-à-dire au niveau du partage du travail, des membres, du type d'échanges, etc.

Au niveau d'AiA, on est 35 membres à peu près et n'importe quel membre actif peut faire partie du GT Plaidoyer. Pour l'instant, la *mailing-list* dédiée au GT Plaidoyer devrait être composée d'une trentaine de personnes, mais c'est à vérifier, avec une dizaine de personnes vraiment actives qui participent aux réunions. Ça évolue bien sûr en fonction des énergies présentes dans les associations. Il n'y a rien de formalisé, mais, dans les membres de la coordination, je suis le point « focal » ou « dynamo » du GT Plaidoyer, ainsi que la FUGEA, le MAP et Solidaris, bien que Solidaris ne soit plus vraiment actif depuis le mémorandum des élections locales. Les autres organisations actives au GT Plaidoyer, ce sont le Réseau des GASAP (dépendant des énergies), la FUGEA, le MAP, le CNCD-11.11.11, Natagora à un moment quand on discutait de la PAC, etc.

Votre travail est organisé par des réunions fréquentes, par du travail ponctuel, par du travail plutôt des organisations « moteur » avec des avis donnés par les autres membres du GT ?

Idéalement, il faudrait avoir des réunions plénières du GT Plaidoyer une fois tous les mois pour identifier les grands sujets sur lesquels travailler et en fonction des sujets, travailler par petits groupes. C'est ce qui s'est plus ou moins fait, mais de manière formelle. On n'a pas fixé des

réunions régulières du GT Plaidoyer, mais j'essaie de les convoquer quand je sens qu'il y a un besoin de rediscuter d'enjeux plus généraux et d'identifier les prochains sujets sur lesquels travailler. Effectivement, quand un sujet s'enclenche, les personnes intéressées vont y travailler. Par exemple, le mémorandum élections locales, élections régionales, la PAC et la journée des luttes paysannes du 17 avril.

Ça va, j'ai une meilleure image de votre façon de travailler. J'aimerais maintenant revenir sur les projets du GT. Est-ce qu'il y a d'autres projets « phare » que le GT Plaidoyer a porté depuis sa création ? Est-ce que vous avez réussi votre pari ou non ? Quels sont les aboutissements ?

Hormis les élections locales et régionales ainsi que le travail de la PAC, il y a eu le travail de l'année passée sur les enjeux de relocalisation des systèmes alimentaires avec toute une série de rencontres politiques, notamment avec Borsus, Tellier et Morreale. Est-ce qu'il y a eu d'autres grands chantiers ? Non, ce sont plutôt des choses ponctuelles de signature de lettres sur les OGM, d'appui sur des revendications au niveau européen qu'on relaye, etc. peut-être que j'oublie des choses, mais, les projets les plus collectifs ce sont ceux que j'ai énoncés. Tu me demandais aussi de savoir quels étaient les succès de ces projets.

Selon toi, je ne demande pas résultats quantitatifs, mais plutôt un avis qualitatif.

Tout d'abord, en tant que GT Plaidoyer et en tant qu'AiA, la priorité est de construire le mouvement et donc de réussir à renforcer la dynamique collective et d'avoir plus de membres, de structurer le mouvement en faisant en sorte que chaque organisation se sente partie d'un mouvement politique et social plus large. Ça se construit petit à petit et je trouve qu'Éléonore fait un gros travail là-dessus. C'est peut-être à ce niveau-là que les acquis sont les plus importants, mais aussi les plus fragiles parce que c'est toujours difficile de construire dans la durée un mouvement pareil. Même au niveau du GT Plaidoyer, le principal défi est de construire une vision politique ensemble et que les organisations acceptent de travailler ensemble. C'est peut-être très facile à dire, mais beaucoup moins à mettre en œuvre quand tu as des organisations qui sont subsidiées pour certains projets et qui ont tendance à devoir remplir leurs obligations vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds, ce qui ne permet pas toujours de dire qu'on va prendre du temps pour faire ce travail politique ensemble et de dédier du temps et de l'énergie qui n'est pas toujours inscrite dans les projets et qui est difficile à justifier. Rien que ça, c'est la dimension qui est essentielle, mais qui ne se remarquera pas par des lettres ou du concret, mais qui est essentielle dans un mouvement comme AiA.

Après, sur les enjeux plus de plaidoyer concret, je trouve que le travail qu'on a fait sur les élections locales, justement aussi parce qu'il a réussi à mobiliser les énergies et parce qu'il y avait un engouement des organisations à travailler dessus, était très intéressant. Le document final était de qualité où on a réussi à faire une bonne traduction et transposition de la Déclaration d'engagement avec des revendications plus concrètes et ciblées sur le niveau politique local. C'est ce qui est important quand tu fais un travail de plaidoyer, c'est réussir à formuler des revendications qui soient au juste niveau pour tes interlocuteurs politiques. Souvent, dans les organisations de la société civile, on a une bonne vision politique, on est très fort ancré politiquement et idéologiquement, mais on manque parfois d'expertise et de compétences, de temps, d'énergie, etc. pour transposer cette vision politique en des arguments concrets qui vont convaincre ton interlocuteur. Et ça ne sert à rien en fait d'aller dire qu'il faut réformer l'OMC, adapter les accords de libre-échange et transformer la PAC quand tu t'adresses à un élu parce que, simplement il n'a pas les compétences. Et donc tu dois identifier quel est le niveau de compétences sur lequel cet interlocuteur-là va pouvoir avoir des leviers. Tout ça pour dire que c'était un travail qui n'était pas habituel dans le mouvement et qu'on a réussi à faire sur ce mémorandum élections locales. Donc voilà, le document je trouve était de qualité. Il y a eu une diffusion qui a été faite aux 267 communes wallonnes, donc il a été diffusé assez largement. Et on a organisé quelques rencontres politiques et quelques ateliers d'appropriation de ce mémorandum. Donc c'était un travail intéressant, mais il faut reconnaître aussi qu'on reste limités parce qu'après, une fois que le mémorandum est écrit et envoyé, on manque de capacité pour faire un suivi... Impossible évidemment de le faire dans 267 communes fois 5 ou 6 partis... pour être efficace, tu dois aller rencontrer les gens parce que le document, ils ne vont pas le lire. Il faut leur faire comprendre ce qu'il y a derrière parce qu'ils reçoivent des mémorandums comme ça sur différents sujets. Si tu veux vraiment avoir un impact jusqu'au bout, il faudrait faire ce suivi, ce qui est infaisable pour nous. Et on avait rencontré les partis traditionnels, notamment Ecolo et peut-être un autre, mais idéalement il faudrait dédier plus d'énergie pour rencontrer le conseiller du parti sur ces questions alimentaires et faire ça pour les différents partis politiques, vraiment prévoir des sessions. Là, disons que c'était plus mitigé. Donc en termes de suivi, de plaidoyer concret, de suivi une fois que les revendications sont produites, je pense que ça reste un peu limité. Et je pense que c'est ce qu'on avait fait dans un des PV du GT Plaidoyer, un bilan de ce travail.

Parfait, écoute. Je ne sais pas s'il y avait d'autres projets dont tu voulais me parler.

Alors, j'ai moins travaillé sur le mémorandum élections régionales parce que j'avais pris un petit break de trois-quatre mois. Je pense que c'était un petit peu plus *low profile* parce qu'on avait repris les revendications du mémorandum local qui ont été transposées au niveau régional. Je vais plutôt prendre l'exemple de la campagne du 17 avril qu'on a faite l'année passée. Il y a eu une bonne collaboration avec le Résap qui a organisé tout l'aspect mobilisation en ligne, photos, campagne de messages, relais réseaux sociaux, etc. et nous, le GT Plaidoyer et des membres AiA du Résap qui ont travaillé sur l'argumentaire, avons écrit une carte blanche sur la relocalisation des systèmes alimentaires à la place de la campagne « patates » bloquée par le Covid. Il y a eu une belle flexibilité. On a fait un document de revendication politique qui a été envoyé au Ministre Borsus avec une interpellation en ligne via un outil Twitter et une campagne de mails envoyés à Borsus, Tellier et Di Rupo qui ont répondu par mails. Ça a mené à une rencontre avec Tellier et Borsus qui était organisée. Pour la rencontre avec Borsus, on a élaboré tout un document politique pour arriver avec des revendications qui ciblaient ses compétences. Ce fut un travail qui a demandé beaucoup d'énergie, notamment parce que ça incluait toute la partie sur la PAC et là il y a eu un sous-groupe PAC qui a travaillé pendant longtemps pour faire les cinq six recommandations sur la PAC qui sont incluses dans le document. Je pense que ce document est disponible en ligne et que tu l'as vu ?

Je ne pense pas...

Ah oui, ce n'est pas un document public, donc je pourrai te l'envoyer par mail. Pour la rencontre avec Borsus, on était une délégation de cinq personnes avec chacun qui a présenté l'un des axes du mémorandum. Là aussi il y eut un gros travail avec une campagne de suivi avec des cartes blanches, des interpellations, des échanges de mail qui aboutissent sur une réunion politique avec des documents plus élaborés qu'on a présentés. Ça nous a positionnés aussi sur la carte politique parce que jusqu'à présent, le Ministre Borsus connaissait quelques organisations d'AiA, mais AiA, ça ne lui disait rien. Et je pense qu'on passe moins pour des rigolos et il sait que maintenant on est là et qu'on va continuer à le faire chier. Maintenant, en termes d'impact plus global, est-ce qu'on a eu des avancées concrètes ? C'est toujours plus difficile à évaluer. On participe à un rapport de forces où il doit un peu plus prendre en compte les enjeux de relocalisation et de transition agroécologique, il peut un peu moins faire ce qu'il veut et il sait qu'il est un peu plus regardé, mais voilà... Après, sur la relocalisation, il y a eu quand même de grosses avancées notamment avec l'appel à projets « Relocalisation », bon ça, c'est plus la

compétence de Tellier, mais ça participe aussi à une question qui est dans l'air du temps, mais c'est nous qui avons été les pionniers à faire cette demande.

Oui, et puis au final c'est aussi le temps politique qui veut ça. C'est toujours plus lent et au milieu de tellement de forces différentes, que ça ne peut pas toujours avancer aussi vite que ce qu'on voudrait. Ça rejoint ce qu'Éléonore me disait sur la visibilité d'AiA au niveau politique qui prend un peu de l'ampleur. Je ne sais pas si tu veux rajouter quelque chose.

J'imagine qu'Éléonore t'a parlé de son intervention au Parlement ?

Oui, elle m'en avait parlé par rapport à la PAC. Du coup, si tu veux enchaîner par rapport à la PAC ? Quel a été le travail par rapport à la réforme de la PAC ? Éléonore m'avait également parlé d'échanges avec le groupe « Une autre PAC » en France... je ne sais pas si c'est pertinent d'en parler, mais je pose ça là. Elle m'avait également parlé de son audition. Qu'est-ce qu'il en ressort maintenant de votre côté ? Comment ça avance ?

Sur la PAC, comme je t'ai dit, c'est déjà depuis 2019 qu'on s'est posé la question de « Est-ce qu'on s'engage ? » avec d'abord l'aspect « Non, c'est plutôt niveau européen, c'est trop technique, on ne va pas s'engager là-dedans » et puis finalement, ça revenait ça revenait toujours. Donc on l'a fait sans le faire formellement, notamment dans la préparation de la réunion avec Borsus où un gros travail a été effectué sur les revendications politiques de la PAC. La difficulté c'est toujours de rassembler les différents points de vue pour réussir à aboutir les revendications qui dépassent les revendications générales et rhétoriques parce que, de nouveau, un Borsus, si tu viens lui dire que la PAC n'est pas écologique, sociale, etc. il s'en fout. Concrètement, il doit savoir s'il met l'enveloppe redistributive à 25% ou à 28% et ça, c'est la difficulté qu'on a sur la PAC. Arrivé à un niveau de détails et d'expertise technique qui parle vraiment aux politiques et sur lesquels on puisse faire pression au-delà du discours idéologique, c'est très difficile parce qu'on manque d'expertise et parce qu'on doit concilier des points de vue qui à ce niveau de détails ne sont pas toujours facilement compatibles. Donc, on jongle un peu dans cet équilibre de « On ne le fait pas, mais on doit le faire quand même parce que ça revient », « On doit aller vers du technique, mais on n'y arrive pas vraiment » et « On doit concilier des points de vue qui ne sont pas toujours conciliables ».

Ça donne au final un travail qui en termes d'aboutissement de revendications concrètes reste assez faible comparé aux vrais experts de la PAC que sont la FUGEA, d'une part, pour le secteur agricole et les environnementaux, donc là il y a la Coalition Impact qui sont les cinq principales

organisations environnementales dont la plupart font aussi partie d'AiA (Greenpeace, Natagora, WWF, Nature & Progrès, iew). C'est une coalition des environnementaux pour travailler sur la PAC et ils ont des positionnements politiques qui sont ultradétaillés sur les aspects environnementaux. Et la FUGEA a des aspects ultradétaillés sur les aspects agricoles et de soutien aux agriculteurs. Nous, au milieu de ça, on vient avec des recommandations qui essaient de reprendre les positionnements communs, mais qui restent plus généraux. On a moins d'expertise en dehors de ces deux pôles-là pour porter. Il y a notamment Amaury du CNCD qui s'est penché là-dessus et qui essaye d'aboutir avec une position propre d'AiA et plus originale. On doit réussir à mettre en avant ces pôles membres d'AiA, mais aussi faire ressortir quelque chose de novateur et d'innovant du point de vue agroécologique et des autres organisations en dehors du pôle environnemental et agricole comme les initiatives du style GASAP, Terre-en-Vue, coopératives paysannes, etc. Le résultat est mitigé.

Ce qu'on a fait aussi c'est de relayer les positionnements au niveau européen qui sont faits par des coalitions européennes. « Pour un autre PAC » est une coalition française, mais qui a insufflé une dynamique avec d'autres plateformes nationales au niveau européen où il y a une *mailing-list* d'échanges pour aboutir à des positionnements politiques de plateforme européenne. On avait demandé que la FUGEA suive ça, mais elle n'avait pas le temps, Éléonore non plus et donc on était en deuxième ligne, on signait un positionnement quand l'information nous était relayée et on se disait qu'on allait le faire suivre à nos responsables politiques belges. Ces derniers temps, Amaury du CNCD qui a recommencé il y a six mois, essaye de faire avancer le dossier de la PAC. C'est précieux effectivement parce qu'il suit les discussions au niveau européen et essaye de nous relayer les échanges tout en amenant l'expérience belge au sein de cette plateforme européenne. Mais comparé à d'autres groupes comme « Une autre PAC » qui ont une énorme force de frappe au niveau national, malheureusement on ne peut pas revendiquer une telle force de frappe ici en Belgique.

Au moins, il y a du réseautage qui se fait et du travail, ce qui est intéressant.
[Acquiescement]

Est-ce qu'il y a d'autres travaux en cours encore actuellement ?

En cours, c'est la campagne du 17 avril à nouveau qui portera sur la patate. Ce sont les deux gros dossiers en cours : la campagne du 17 avril et la suite du travail PAC. Pour le 17 avril, c'est la même logique que l'année passée. On est en train de finaliser une carte blanche à faire signer le plus largement possible pour dénoncer le projet concret d'installation d'usine à frites

de Claerebout à Frameries et du coup le modèle plus général qui se cache derrière du modèle agroindustriel d'export qui est totalement incohérent avec le discours et les engagements pour la relocalisation, la résilience, etc. C'est montrer les incohérences entre « OK, au niveau rhétorique vous avez embrassé le discours de la relocalisation et tout ça, mais, dans la pratique, on voit qu'il y a encore d'énormes incohérences » et l'exemple de la filière de la frite est assez édifiante à ce niveau-là. Donc, il y aura la carte blanche, des actions d'interpellation où on va envoyer des mails avec des revendications plus concrètes, et pour le suivi politique, ce sera un soutien des revendications politiques du collectif local « La Nature sans friture » qui demande une modification du plan de secteur. On va les soutenir éventuellement en relayant les revendications à la fois au gouvernement et à la commission parlementaire « Aménagement du territoire et agriculture ».

C'est un dossier que j'aime bien parce que je pense qu'on va pouvoir gagner et que cette usine à frites ne se fera pas parce qu'elle est déjà assez mal embarquée. Au début, tout le monde était très favorable et puis ce collectif local a vraiment fait du bruit. On va amener la dimension maintenant « Il ne s'agit pas que d'un enjeu local d'emploi VS nuisances pour les riverains, mais c'est vraiment le système agricole derrière qui va à l'encontre des engagements ». On va amener la dernière goutte d'eau qui va faire que ce projet va capoter et que de nouvelles constructions d'usines à frites, les responsables politiques oseront plus les faire passer comme des lettres à la poste.

J'espère que ça marchera en tout cas ! J'ai l'impression que ça bouge aussi du côté citoyen et du côté conscientisation, donc je pense qu'il y aura de moins en moins d'opportunités pour que ce genre de projets passe comme une lettre à la poste. Éléonore me disait que le GT Plaidoyer serait plus à même de m'en parler : Comment se positionne le mouvement en général par rapport au *Green Deal*, à la stratégie *Farm to Fork* et aux incohérences qui ont lieu entre ce projet et la réforme de la PAC ?

Clairement on n'a pas un positionnement établi, on n'a pas travaillé de manière approfondie sur la stratégie *Farm to Fork*. Ça fait partie du contexte européen qui évolue et, de nouveau, selon mon point de vue, on se perdrait si en tant que AiA on venait à établir un document de vision et de revendications concrètes par rapport à *Farm to Fork* parce que c'est à un niveau européen et qu'il y a des organisations qui sont mieux placées et qui savent mieux faire le travail de plaidoyer au niveau européen.

Maintenant, c'est important qu'on soit informés des enjeux de cette stratégie, qu'on puisse utiliser ce qui est bon ou critiquer ce qui est mauvais en le transposant au niveau du plaidoyer régional ou national. L'enjeu c'est de réussir à s'approprier ces enjeux et les revendications qui sont faites par les organisations ou mouvements dont on se sent aligné au niveau européen. Là, c'est clair pour FIAN, c'est clair dans la Déclaration d'engagement, mais je ne suis pas sûr que ce soit toujours clair pour l'ensemble des membres d'AiA, c'est qu'on se revendique clairement de l'alignement sur le mouvement Nyeleny qui est le mouvement de la souveraineté alimentaire et qui est vraiment une ligne stratégique, une vision assez radicale et forte. Mais parfois, les gens parlent de souveraineté alimentaire, tu as même Borsus qui parle de souveraineté alimentaire ou la FWA parce que ce concept a été dévié. À la base c'est vraiment une revendication politique radicale qui vient du mouvement Via Campesina qui a été partagée avec un groupe d'alliés autour de Via Campesina qui ont formé au niveau international « l'International Planning Comity for Food Sovereignty ». C'est le mouvement international qui regroupe les mouvements sociaux de base engagés pour la souveraineté alimentaire, une dynamique qui a donné lieu à Nyeleny en 2007 qui est un rassemblement international sur la souveraineté alimentaire, puis qui a été transposé au niveau européen avec deux forums Nyeleny qui ont été organisés en Autriche en 2011 et en Roumanie en 2016.

Pour moi, c'est important qu'on réussisse à garder cet alignement d'AiA avec cette filiation du mouvement souveraineté alimentaire et qu'on s'approprie les revendications que Nyeleny Europe et des alliés qui vont faire leur analyse par rapport à « Farm to Fork » et aux enjeux européens par rapport à la PAC et qu'on puisse nous se les approprier et utiliser cette vision politique dans notre travail de plaidoyer au niveau belge. Ça, c'est la théorie, et en pratique, il y a certaines organisations qui sont directement rattachées. Nous, FIAN, on est directement rattachés à Nyeleny. Il y en a quelques autres, dont les GASAP parce qu'Urgency est aussi membre de Nyeleny, mais je ne suis même pas sûr d'à quel point Laurence et l'équipe au sein des GASAP en soient conscientes et soient informées des niveaux d'analyse et de revendication du mouvement Nyeleny.

Je ne saurais pas te le dire... Du coup, comme tu disais, vous avez cette politique de rester dans la vision de Nyeleny. Tu parlais aussi d'autres associations qui étaient plus au fait pour travailler au niveau européen sur la stratégie F2F et sur la PAC. J'imagine qu'il y a peut-être des échanges d'informations qui se font de leur part vers des mouvements plus nationaux comme AiA pour transposer au niveau régional et local ?

Oui, sur la PAC c'est assez clair vu qu'il y a la *mailing-list* initiée par « Une autre PAC » et toutes les autres plateformes nationales sur la PAC. C'est super précieux, mais il faut avoir le temps et l'énergie pour s'y consacrer. C'est moins évident par rapport à la « Farm to Fork » parce qu'Une autre PAC va vraiment travailler sur la PAC, mais il n'y a pas le même échange qui se fait avec les plateformes nationales sur « Farm to Fork ». Il y a un gros travail qui se fait au sein d'une plateforme appelée « EU Food Coalition », mais ce sont vraiment des organisations européennes, donc le travail de celle-ci est moins facilement partagé avec le niveau national. De nouveau, il y a des organisations qui sont membres au niveau européen et qui ont des sections nationales, donc tu as ce relai qui peut être fait, mais c'est moins facile... pourtant, je pense que c'est important.

Super, comme ça je comprends un peu mieux les échanges à ce niveau-là. Vu qu'il reste dix minutes, est-ce que tu pourrais me dire quels sont les freins à la transition agroécologique en Belgique selon toi ? Éléonore me parlait du frein politique et de l'écoute des politiciens, mais bien sûr, il peut y en avoir beaucoup d'autres.

Il y en a évidemment plein les freins et peut-être que ce sera intéressant de trouver une classification pour ces freins dans ton travail.

On a les freins globaux du néolibéralisme, des accords de libre-échange, du contexte politique international qui sont clairement des freins énormes à la transition agroécologique. Tant qu'on sera dans cette logique de libre-échange comme principale règle politique, c'est quasiment impossible de réaliser une transition agroécologique. C'est un frein énorme parce que c'est tout un système et un modèle économique au niveau international qui doit être revu pour être changé. Mais je pense que ça reste important de le mentionner.

Après, sur un niveau plus « à notre portée », il y a des freins au niveau interne. Si on devait réussir à être plus fort dans le plaidoyer, il faudrait qu'on ait plus de moyens et de temps pour que les gens fassent du plaidoyer dans leurs organisations. Il y a très peu d'organisations qui peuvent se permettre le luxe d'avoir vraiment un ou une chargé.e de plaidoyer et de consacrer du temps à ce travail collectif. Ou alors, ça reste souvent de faire ta campagne pour ton organisation parce que tu as réussi à la mettre dans ton projet, mais du coup ça reste très fort dans une vision de campagne individuelle.

Au niveau de la politique belge et régionale, le principal frein est cette incohérence entre le discours politique qui a évolué, comme un Borsus qui dit soutenir le commerce de proximité ou les circuits courts, et la pratique où c'est cadenassé par le système dominant actuel et où la

plupart des subsides vont aller aux grandes exploitations. Moi j'ai travaillé beaucoup sur la filière patate en préparation du 17 avril et je vais sortir une étude là-dessus, et je trouve que c'est très illustratif parce que quand tu regardes, les grandes entreprises de production de frites ont été subsidiées à coups de millions d'euros par la Région wallonne parce que l'agroalimentaire est l'un des six piliers du Plan Marshall et parce que le secteur de la frite est un modèle car il s'est fortement développé économiquement, qu'il exporte beaucoup et donc qu'il participe à la balance commerciale positive de la Région wallonne. Ils ont donc reçu des subsides pour l'installation de grandes entreprises, la construction d'infrastructures et des subsides à l'emploi. C'est difficilement changeable du jour au lendemain et ces subsides continuent à arriver alors que le discours politique évolue. Tu as un peu « deux poids, deux mesures » où on va parler relocalisation via le Projet Relocalisation qui est louable et a reçu 146 réponses à l'appel à projet en quelques semaines. L'enveloppe était à 3 millions et Céline Tellier a bataillé pour augmenter cette enveloppe à 11 millions et accepter une quarantaine de projets. C'est énorme et c'est bien, mais de l'autre côté, rien que sur l'exemple de la filière patate il y a eu 10 millions qui ont été accordés aux producteurs de patates parce qu'ils ont été incapables de vendre leurs pommes de terre. Donc rien que le Projet Relocalisation a la même enveloppe que l'indemnisation des producteurs de patates conventionnels. Je te parlais des millions d'euros de subsides et le reportage Cash Investigation montrait que Midibel, une des entreprises de frites, avait reçu 43 millions de la part de la Région wallonne, Claerebout qui est le premier producteur européen avait reçu 26 millions. Tu imagines le décalage, sans parler des subsides de la PAC qui vont continuer à aller massivement vers les plus grandes exploitations, puisqu'on continue à aller à l'hectare. La recherche agronomique dans le secteur de la patate, les principaux projets sont alignés sur les besoins de l'industrie donc c'est trouver les variétés à plus haut rendement, l'utilisation d'outils technologiques (drones GPS, *smart farming*) pour essayer de limiter les pesticides, mais en utilisant des technologies ultrasophistiquées qui conviennent à l'agriculture conventionnelle, mais pas à la transition agroécologique qui demanderait des associations de culture, etc. Tu as tout ce système qu'on appelle parfois les « verrous sociotechniques » qui cadennassent le modèle dominant et qui sont là, même si le discours politique évolue, et empêchent cette transition.

C'est un petit peu une politique à deux vitesses, de ce que je comprends. Il y a peut-être un peu plus une conscientisation politique et un travail idéologique qui se fait, mais vu qu'il y a un besoin de temps et un décalage entre les idées et le concret, c'est peut-être là

que le bât blesse. Il faut que ça infuse au niveau action. Puis d'un autre côté, il y a le combat contre un système dominant.

Oui voilà, tu as « le temps », je trouve que tu dis bien. Il y a un temps de latence entre quand le discours a évolué et les mesures concrètes, mais tu as aussi cet aspect blocages et il faut les faire tomber. Ce n'est pas juste en attendant qu'ils intègrent la transition agroécologique, il faut faire tomber ces blocages derrière lesquels il y a des intérêts qui les défendent. C'est un rapport de forces.

Si je peux finir sur ça, pour toi le futur proche de l'agroécologie en Belgique est un combat plutôt systémique contre le modèle dominant pour faire tomber ces blocages et avancer plus rapidement au niveau de la transition ? Ou autre ?

C'est, je dirais, un combat qui... on a dépassé l'idéologie, on a commencé à avoir des victoires sur l'idéologie. Maintenant, il faut des victoires au niveau stratégique. C'est pour ça qu'un combat comme celui contre Claerebout est un combat stratégique parce qu'on peut le gagner et qu'il ne s'inscrit pas uniquement dans un niveau local. Ça s'inscrit dans l'idée de faire tomber ces blocages et ce modèle agroindustriel. Il faut multiplier ce genre de victoires stratégiques pour réussir à faire accélérer la transition.

Un truc qui est important pour moi aussi et qui est fort porté par Philippe Barret, professeur bioingénieur à l'UCL, c'est qu'il prône beaucoup d'avoir une vision à moyen et long terme de la transition. Notre mouvement agroécologique parle beaucoup des initiatives locales qui font bouger les choses et de mettre en avant les bonnes pratiques, mais c'est important aussi d'avoir cette vision à moyen et long terme pour savoir où on veut aller et comment on met ce chemin de la transition au niveau politique ; c'est savoir comment aller par étapes parce que c'est clair qu'on ne va pas faire la révolution du jour au lendemain. Et ça, ça demande des modélisations, un travail de modélisation et de mettre des indicateurs et un suivi. C'est un travail intéressant à faire au niveau politique et qu'on peut appuyer.

Super ! De mon côté, on a pu voir la totalité. Si tu veux rajouter quelque chose, c'est le moment.

Non écoute, bon travail. Ce sera intéressant d'avoir un petit retour quand tu auras terminé, d'organiser une petite session de restitution de ton travail.

Bien sûr ! Le travail est très intéressant en tout cas. Merci d'avoir pris du temps pour répondre à mes questions et je reviendrai vers toi par mail.

Ça marche, bon travail et bonne journée.

Merci, toi aussi et à une prochaine.

A.11. Retranscription de l'entretien du 14-04-21 : François Sonnet

Bonjour François. Tu vas bien ?

Bonjour, bonjour. Oui très bien et toi ?

Sans problèmes. Merci de prendre du temps pour répondre à mes questions, c'est vraiment gentil. J'avais prévu une heure, ça te va ?

Oui, sans soucis.

Très bien. Pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots par rapport à ton travail et à ton implication dans AiA ?

J'ai connaissance d'AiA par la Ceinture aliment-terre liégeoise pour laquelle je travaille à mi-temps en tant que chargé de projet et référent agricole-maraîchage. Je suis également maraîcher à Jupille au Champ des possibles, donc maraîcher sur le terrain. J'ai la double casquette administrative et producteur. La CATL c'est tout ce qui est alimentation, relocalisation, amélioration du statut des producteurs et de notre réseau. Donc AiA nous semblait avoir son importance pour rassembler des acteurs actifs au niveau de l'agroécologie au niveau wallon et bruxellois et faire le pont avec la Flandre, pour faire connaître l'agroécologie et pour défendre toutes ces personnes qui s'inscrivent dans l'agroécologie et cultivent avec cette philosophie-là. Je participe aux réunions AiA quand je peux, parce qu'AiA c'est quand même du boulot à long terme de fourmis je trouve. C'est intéressant au niveau du lobbying politique et ce qu'il se passe au niveau de la Région wallonne, j'ai appris pas mal de choses. Maintenant, pour les résultats, je ne sais pas si tu as déjà eu d'autres personnes.

J'ai déjà eu Éléonore et Manu de chez FIAN, mais je comptais arriver à la question des « résultats ».

Je trouve qu'on manque de résultats. C'est très dur, je ne dis pas que c'est mal, mais c'est quelque chose que je découvre depuis deux-trois ans là le lobbying politique et je suis tout le temps en questionnement par rapport à ça. Comment impacter les choses ? Il faut se rassembler et AiA a son importance pour moi, je ne mets pas du tout en cause AiA, mais plutôt ses moyens. On est quand même face à des industries ou à des machines de guerre qui sont bien huilées au niveau du lobbying politique, de leurs revendications, et nous on fait avec les moyens du bord. On n'a pas non plus comme certaines fédérations paysannes des milliers d'agriculteurs derrière nous. On a des gens derrière nous, il y a des associations, mais je me rends compte que c'est un boulot de tous les jours quasiment. Il faut quasiment contacter la Région wallonne

toutes les semaines, quasiment les harceler. Donc ça c'est mon ressenti général quand tu me demandes quels sont les résultats.

Ce qui est intéressant, par contre, c'est qu'on nous, on se forme entre nous et qu'on apprend à mieux analyser les choses. Mais, je suis sans cesse en questionnement par rapport à ça. Comment convaincre les gens ? Est-ce que je ne ferais pas mieux d'essayer de convaincre les gens dans mon entourage ? Est-ce qu'on arrivera à faire évoluer le politique par rapport aux enjeux qui nous attendent ? Parce qu'on a beau leur sortir des arguments...

Un gros chantier qu'on a eu c'est l'implantation de la nouvelle PAC par exemple. Et il y a eu des rencontres, donc on attend maintenant au niveau de la transposition de la PAC au niveau wallon pour voir s'ils vont tenir compte des petits producteurs parce que c'est vrai que nous on défend souvent les plus petits producteurs maraîchers en agroécologie. Si rien n'est fait à ce niveau-là, je serais vraiment déçu et je pense que je trouverais d'autres façons de militer et de convaincre les gens. C'est très énergivore et c'est un boulot pas facile le lobbying. Faire évoluer les mentalités des politiques, c'est un boulot de longue haleine.

C'est un boulot de tous les jours en effet et il y a des gens qui ont besoin d'être subsidiés pour pouvoir s'investir là-dedans. Mais comme vous avez tous des doubles voire triples casquettes, ça me paraît compliqué...

Oui, je ne suis pas tout seul dans l'équipe de la ceinture. Je ne sais pas si tu connais, mais maintenant on est sept, même si tout le monde ne travaille pas à temps plein. C'est aussi une question de poids et d'intérêt financier qu'il y a derrière. Quand tu arrives face à la FWA ou face à des syndicats qui ont d'autres arguments et qui ont plus l'habitude aussi, ce n'est pas toujours évident... Il y a du copinage, il n'y a rien à faire et c'est un monde qu'il faut percer. Il y a d'autres intérêts financiers et c'est comme ça. Parfois, j'ai l'impression qu'on nous donne des illusions à AiA pour nous faire croire qu'on existe... je ne sais pas.

Je sais qu'Éléonore me disait que pour l'instant, AiA se faisait connaître, tant au niveau bruxellois avec la stratégie Good Food qu'au niveau wallon avec la rencontre avec Borsus, notamment. Elle trouvait qu'AiA commençait à rentrer dans le monde politique. Je ne sais pas ce que tu en penses ?

Oui, bien sûr, mais rencontrer une fois des politiques, ce n'est pas difficile parce qu'ils sont supposés nous écouter. Borsus, c'est quelqu'un qui écoute, c'est un malin, un filou. Il va t'écouter, mais derrière, est-ce qu'il va prendre les bonnes décisions ? Je ne sais pas, je n'en

suis pas persuadé. On est écouté et tout, mais bon. Il y a eu le Parlement wallon et les gens ne savaient pas qui était AiA. Ce n'est pas grave, tout le monde ne sait pas qui est la CATL... ça prend du temps.

Mais c'est peut-être aussi parce qu'on n'a pas assez de personnes derrière le mouvement et qu'on ne représente pas non plus [beaucoup de personnes]. C'est une question de rapport de forces, d'énergie et de finances qu'on met là-dedans. Tant qu'il n'y aura pas des législations qui taxent un peu plus certaines pratiques et qui ne sont pas un peu plus proactives, je crois qu'on sera malheureusement relégué à quelque chose de seconde zone où on prend contact avec les gens, mais on ne change pas significativement les choses. Je suis un peu négatif, mais je dis ce que je pense. Je ne suis pas négatif par rapport à AiA, mais ça fait trois ans que je suis là-dedans et j'ai rencontré Wilmès, De Croo, etc. Les gens nous écoutent, mais, derrière, il n'y a pas vraiment de mesures. Quand tu dis qu'il n'y a plus d'agriculteurs, qu'on est de moins en moins d'agriculteurs, qu'il faut prendre soin de l'environnement et de la biodiversité, puis qu'on ne t'aide pas à ce niveau-là et qu'on n'encourage pas spécialement les jeunes qui se lancent en maraîchage... Je me dis « Qu'est-ce qu'il leur faut pour comprendre ? ».

Du coup, je vais garder l'histoire des rencontres politiques pour après, mais, du tac au tac, est-ce que ce n'est pas aussi une particularité de la Région wallonne, étant donné que tu es du côté de Liège ? Éléonore et Manu me disaient que la Wallonie comprend beaucoup plus d'associations et que c'est donc plus compliqué de se faire entendre, alors que du côté bruxellois, c'est plus petit et il y a pas mal d'associations d'AiA qui ont eu des échanges avec les politiques. Est-ce qu'il n'y a peut-être pas encore assez de poids des associations d'AiA du côté wallon ?

C'est clair que le territoire bruxellois est plus compact et c'est peut-être plus facile, mais... se faire entendre, c'est se faire entendre dans un milieu qui t'est déjà un peu conquis. Est-ce que tu arrives à convaincre des gens qui ne sont pas persuadés ? Ça, ça prend du temps aussi, ça demande d'autres moyens qu'un site Facebook ou qu'un nombre de likes. Il faut être médiatisé, c'est ça aussi. Non, en Région wallonne je pense qu'on est tout un tissu qui est au courant de toutes ces choses-là, mais ça prend un temps de fou. AiA a quel âge-là ?

5 ans, ce qui est assez jeune, mais c'est pour ça que c'est intéressant.

Oui, mais concrètement qu'est-ce qu'on a fait ? On ne peut pas dire qu'on a obtenu une prime petits paysans garantie, etc. Tu vois ? C'est encore très abstrait, ça représente l'agroécologie et la défense de l'agroécologie, mais l'agroécologie est déjà tellement abstraite pour pas mal de

personnes, vu que ce n'est pas vraiment un label et que c'est un concept qu'on défend... Il y a encore du boulot à ce niveau-là. Donc oui, on se fait connaître mais j'ai envie d'un changement systémique des fois donc... comme beaucoup de gens. Je ne dis pas qu'AiA doit ouvrir le plus grand magasin de Bruxelles, mais il faut arriver à toucher plus de gens.

Du coup, c'est peut-être un des gros freins selon toi, ce côté médiatique ?

Le côté moyens aussi, force de frappe et puis aussi d'avoir plus de producteurs dans AiA et de représenter. Il ne faut pas non plus qu'AiA devienne un syndicat, on est déjà en contact avec des syndicats comme la FUGEA et le MAP. Je ne dis pas avoir la solution miracle, je réfléchis en discutant avec toi et je trouve ça intéressant d'y réfléchir avec beaucoup de recul. Je ne sais pas ce que Manu et Éléonore ont donné par rapport aux résultats obtenus ?

Manu me parlait surtout du GT Plaidoyer et on est donc revenu sur les projets qui ont eu lieu depuis la création d'AiA et les projets actuels comme le projet de la PAC, le projet de Frameries, le travail de plaidoyer au niveau de la relocalisation alimentaire. On est revenu aussi sur les travaux qui ont été mis en place avec AiA dans les Mise au Vert pour discuter des positions et objectifs du mouvement. Après, question résultats, c'est plus ou moins comme ce que tu dis et ils parlaient des rencontres avec les politiques.

Oui, mais ça, ce n'est pas un résultat. Si toi, demain, tu as un rendez-vous avec un politique, tu l'auras peut-être. Ils écoutent tout le monde, ces gens-là. Mais le grand intérêt d'AiA c'est de créer du réseau, qu'on se rencontre, qu'on se connaisse mieux, qu'on se forme. Et puis, s'ils sont amenés à grandir, à avoir plus de puissance... Enfin, sans membres et sans financement, je ne sais pas comment. Déjà, arriver à perdurer.

Là, je parle sans recul, mais, quand on me dit qu'il va y avoir un deuxième coordinateur, je me dis que ça va dans la bonne voie non ?

Oui, d'office. Mais c'est pour deux ans, ce sont des subsides à court terme donc si on veut se projeter c'est compliqué. Je pense que tu arrives au bon moment pour se dire ce qu'on veut obtenir et ce qui est utile à faire. Je me pose la question toutes les semaines... Qu'est-ce qui est plus utile ? Convaincre des gens autour de mon champ ou aller parler à Borsus sans qu'il m'écoute vraiment ? Je suis ouvert à tout, je veux juste que ça change. Je pense qu'il ne faut pas rester dans ce qu'on a fait avant, c'est-à-dire du lobbying passif, ou alors former des jeunes à devenir maraîchers et des gens à faire leur potager. Des fois, je trouve que le lobbying politique est tellement long sans vraiment de résultats que ça peut être décourageant pour les

gens qui s'investissent là-dedans. Face à la montagne et à l'adversaire qui a des moyens illimités, c'est complexe.

Je rebondis, mais, est-ce que selon toi AiA est peut-être trop dans un entre-soi avec des associations qui sont dans le monde de l'agroécologie ? Ou est-ce que justement, vu que ce sont des associations diverses et interdisciplinaires, ça aide à pouvoir toucher un public plus large ? Est-ce que c'est une force à exploiter ?

Oui, c'est vrai qu'il y a beaucoup d'associations qui sont présentes dans AiA et c'est une force. Après, ça reste un entre-soi, ça reste des gens qui vont dans la même direction et qui ont plus ou moins la même vue. C'est la même chose pour des associations comme la CATL qui est composée de personnes motivées par la transition agroécologique, mais c'est vrai qu'on manque parfois de contacts avec des gens qui pèsent dans l'industrie. On essaye d'en avoir au niveau de la CATL et, avec AiA, on pourrait. Il n'y a pas la FWA dans AiA. Même s'il y a une bonne ouverture, on reste dans la même mouvance et on défend la même chose. C'est un entre-soi quand même, mais je comprends parce que ça demande du boulot.

Après, c'est une stratégie qui se construit et c'est à nous d'être créatifs et de trouver d'autres façons d'agir pour rallier des gens à la cause. Il faut peut-être aller dans les écoles, toucher les jeunes. Je pense qu'avec AiA, on ne touche pas assez les jeunes. Mais on ne sait pas tout faire, on ne sait pas aller dans toutes les écoles. Idéalement, pour toucher les gens, il faudrait être là.

Toi, avec la ceinture, tu fais partie du GT Plaidoyer. Est-ce qu'il y aurait un intérêt pour faire du plaidoyer vers le monde associatif ou citoyen plutôt que du plaidoyer politique ? Comment est-ce que vous définissez vos objectifs et est-ce que ce sont les plus pertinents selon toi ?

J'avoue que le GT Plaidoyer, j'y participe de temps en temps quand je peux mais ce n'est pas moi qui introduis les sujets. Je prends le train en route et je me forme en même temps, j'apprends beaucoup de choses. J'apporte mon retour de terrain par rapport à mes collègues maraîchers mais ce n'est pas moi qui décide des plans, des associations à inviter, etc. Je suis plutôt là en suiveur et pour donner l'avis de mes collègues sur le terrain. Je ne saurais pas te répondre à cette question comme ça.

Est-ce que je voudrais qu'il y ait une ouverture du GT Plaidoyer vers d'autres associations ? C'est ça ?

Tu parlais d'un entre-soi, donc peut-être qu'il y a un intérêt à faire du plaidoyer pour convaincre d'autres associations qui ne sont pas dans le mouvement, mais qui pourraient apporter leur pierre à l'édifice ?

Oui, il faudrait peut-être une fois dire « Est-ce que la FWA connaît l'agroécologie ? Est-ce qu'on pourrait vous rencontrer pour en discuter ? Quels sont leurs arguments pour améliorer les nôtres ? Comment nous rassembler, étant donné que la diminution du nombre d'agriculteurs est un problème généralisé ? ». Il y aurait un intérêt, mais c'est une question de temps aussi... Personnellement, j'aide d'autres personnes à s'installer, on a une activité en plus des autres, comme beaucoup de personnes. C'est de nouveau une question de temps et de moyen. Peut-être qu'avec la nouvelle personne à la coordination, il y aura moyen d'améliorer ça.

Je vais continuer sur les quelques projets qui ont été menés depuis l'année dernière. Si tu en as fait partie, est-ce que tu pourrais me parler du projet sur la relocalisation et les liens avec Borsus, par exemple ?

On a rencontré Borsus, il a écouté et nous a accueillis gentiment, de façon diplomate. Mais ce sont plutôt des gens comme Astrid qui est à la FUGEA qui sont entendus. Nous, AiA, on a été entendus, mais on n'arrive pas dans les négociations avec le cabinet Borsus. Je ne sais pas comment ça se passe après. On leur a donné des arguments, puis on attend l'autopsie. C'est très dur de savoir ce qu'il se passe dans les arcanes du pouvoir et qui décide de quoi au final. Si AiA pouvait faire partie des négociations jusqu'au bout, ça me semblerait important. Il faudrait presque chaque semaine les contacter et revenir à la charge...

Et au niveau de la PAC ? Éléonore m'avait dit qu'elle avait été au Parlement wallon et je sais que le GT Plaidoyer en a un petit peu parlé.

C'est donc au niveau de la transposition de la PAC au niveau de la Région wallonne. C'est là qu'il y avait un intérêt, essayer d'influencer la Région wallonne sur ce plan-là pour inclure certains secteurs qui sont exclus des aides de la PAC actuellement.

Depuis cette audition au Parlement wallon, vous avez été recontactés ?

Non, je ne suis pas tout le temps-là donc je ne saurais pas te dire. Peut-être qu'AiA a été recontacté, mais je ne pense pas.

Il n'y a jamais eu d'après à ce travail selon toi ?

On n'a pas encore le résultat final. C'est du lobbying, on essaye d'influencer dans notre sens, mais avec les conditions sanitaires ce n'est pas évident... J'ai envoyé deux mails concernant le maraîchage, maintenant on attend de voir. Je ne suis pas dans le cabinet. Il faudrait presque que cette discussion soit publique parce qu'on ne sait pas ce qu'il se passe. Qui décide qu'on garde autant d'argent pour le premier pilier ? Pourquoi on n'accorde pas une aide minimum aux petits exploitants ? Tout ce que je peux faire, c'est attendre de voir et, le cas échéant, trouver une autre façon de militer.

Si seulement, en effet. Je me demande alors, maintenant, à quels projets tu prends part dans AiA ?

Ce qui est intéressant et excitant, c'était au niveau de la PAC, de faire tout ce boulot de plaidoyer. Maintenant, j'attends de voir ce qu'il va se passer. Sinon, à travers mon champ quoi. J'attends de voir et s'il n'y a pas de résultats cette fois-ci, je serais vachement déçu. Si le politique n'arrive pas à écouter une partie de sa population, je pense que ce sera une bonne façon de se questionner sur AiA et peut-être se repositionner. Je serais curieux de savoir comment Éléonore et Manu ont répondu à ce genre de questions.

Ils disaient qu'ils attendaient également et parlaient d'une possible Mise au Vert pour redéfinir les objectifs du mouvement après la crise. Ils sont aussi dans l'expectative, mais mettent de l'énergie.

Oui, ils sont un petit peu dans le même état que moi. Et avec la pandémie, l'énergie n'est pas la même, notamment au niveau des rencontres, etc. On espère, mais ce n'est pas toujours évident. Mais c'est bien que tu fasses ce travail-là parce que je pense que ça va permettre à AiA de se remettre en question, de se repositionner, etc. Je ne sais pas ce que tu en penses personnellement ?

Je n'ai pas encore su faire assez d'entretiens pour me faire une idée générale, mais je vois qu'il y a du boulot qui a été fait depuis cinq ans, notamment la création d'un réseau et d'une énergie commune. Je sais qu'il y a eu quelques gros projets et que l'an passé, il y a eu un gros travail d'accès au monde politique. Je trouve qu'il y a de grosses avancées au niveau du lien avec les politiques. Mais je me demande aussi pourquoi il y a plus de liens avec la Région Bruxelles-Capitale. Est-ce que c'est parce que la Région est plus portée sur ces sujets ?

Je ne crois pas parce que la stratégie Good Food mobilise beaucoup de choses, mais ça reste une petite niche. Ce n'est pas l'ensemble des bruxellois qui mangent local et durable. J'ai l'impression aussi qu'on aime beaucoup les concepts à Bruxelles, comme l'agroécologie, etc. [Rires] C'est bien en soi, la relation est différente même si on a su tisser des liens en Wallonie. Le territoire aussi est peut-être plus concentré et on a peut-être plus vite fait le tour des associations. En Wallonie, on a les GAAL, les agences de développement local, pas mal de producteurs sur le terrain.

Il me semble peut-être qu'AiA n'a pas assez de producteurs derrière lui, sans devenir un syndicat. On a les membres pour peser et c'est déjà super, mais c'est bien aussi d'avoir des producteurs derrière soi.

C'est vrai que c'est pour ça qu'au niveau wallon, ça m'étonne. Tu me parlais des acteurs, mais il y a quand même la FUGEA qui fait partie d'AiA. Qu'est-ce qui fait vraiment qu'il y a du travail à faire au niveau wallon pour se faire connaître ?

Il manque peut-être de montrer ce qu'on a concrètement mis en place. C'est déjà très concret de rassembler des membres, mais on ne peut pas dire qu'AiA a empêché la construction d'une usine de patates à Frameries. Tu peux dire ce qu'est AiA, mais on n'a pas... on manque peut-être de visibilité et d'un truc qu'on peut dire qu'AiA l'a obtenu. AiA parle d'agroécologie, soutient l'agroécologie, mais... Il faudrait peut-être un label sur l'agroécologie ? Quoi que, c'est compliqué les labels donc je ne dis pas s'il faut un label. Mais peut-être qu'il faut un certificat d'agroécologie ? Concrétiser certaines choses ?

Oui, bien sûr. J'ouvre la question parce que je pense que c'est intéressant d'avoir différents points de vue. Après, je sais que vous avez rencontré la ministre de l'Environnement en Wallonie. Est-ce qu'il n'y a pas aussi un intérêt de passer par cette petite porte, même si l'agroécologie est plutôt une compétence agricole ? Si tu devais imaginer un futur pour AiA, comment est-ce que tu ferais pour te faire entendre davantage ?

Je pense qu'AiA devrait pouvoir donner des formations ou des cours sur l'agroécologie, devenir une référence pour l'agroécologie. Faire des animations payantes pour réussir à subsister sans les subsides s'ils s'arrêtent. Ça permettra en même temps de diffuser son savoir sur l'agroécologie. Il y a beaucoup de choses à faire en fait. Est-ce que j'ai déjà vu une vidéo pour présenter AiA ?

Je ne suis pas certain.

Je suis en train de regarder sur internet et je vois une page « Qui sommes-nous ? ». Il y a des documents oui donc on pourrait les utiliser pour donner des formations. Mais pour moi, AiA, c'est vraiment un rôle de lobbying qui est ingrat et qui est important. Ça m'a permis de rencontrer Borsus en tant que maraîcher et, si ça se trouve, je ne l'aurais pas fait avec la CATL. Après, j'ai eu des échos sur la façon dont Borsus travaille donc j'ai des doutes et je me méfie de ce genre de personnages.

Je comprends. Je ne le connais pas, mais ça reste un politicien...

Alors, je suis sur le site d'AiA et ils parlent des initiatives à Bruxelles, mais aussi des ceintures alimentaires à Ath et à Liège. Ça, c'est bien. Mais historiquement, AiA est plutôt bruxellois. Ils ont d'abord eu des subsides de la Région bruxelloise et là ils ont eu des subsides de la Région wallonne, je pense.

Oui, en effet, ils ont dû patienter pour l'avoir et ils ont le subside de la stratégie Good Food.

Donc voilà. Je ne sais pas si tu as encore des questions.

Si, j'aurais voulu savoir s'il y a des liens avec des mouvements agroécologiques internationaux. Je sais qu'il y a notamment les liens avec « Une autre PAC », mais AiA est aussi liée au mouvement de la Via Campesina, au référentiel de Nyeleny. Est-ce qu'il y a d'autres contacts au niveau plaidoyer avec d'autres mouvements agroécologiques ?

Je n'en ai pas personnellement. Mais je ne suis pas le membre le plus actif non plus.

Parfait, comme ça je vois un peu. Sinon, je me demandais si selon toi il y a d'autres freins qui empêchent la transition agroécologique en Wallonie et à Bruxelles.

Pour moi, c'est au niveau de la production, de la rentabilité du métier, de l'accès à la terre et de la formation des gens. Pour moi, avec l'agroécologie, on doit revenir à de plus petites exploitations avec des fermes de petite taille sur de plus petites superficies. C'est un changement de paradigme énorme. Donc les freins, ce sont l'accès au foncier, l'information et la rémunération de ceux qui veulent s'inscrire dans cette transition. Je suis fort du côté producteur, mais c'est la base.

C'est bien, ça me donne un autre aspect des freins à la transition. C'est bien que tu me parles du côté producteur.

Oui, tout à fait. On te demande de produire, de te spécialiser. Avec l'agroécologie, on va plutôt aller vers la diversité, vers les interactions avec la nature. Quand tu fais du maïs ou de la céréale, tu as moins de diversité sur ta parcelle, mais c'est le système économique comme il est fait actuellement qui le demande. On demande la rentabilité, la spécialisation. Et c'est un sacré frein pour moi.

Je rebondis sur les subsides et les financements, il n'y a rien ? Je parle spécifiquement du maraîchage.

Non, on a des aides à l'installation des entreprises, c'est-à-dire que tu gardes ton chômage le temps de te constituer en tant qu'indépendant. Mais au niveau des aides de la PAC, il n'y a rien. On est sur des superficies et des chiffres d'affaires assez bas au début, donc on ne rentre pas dans les cases. Et c'est compliqué aussi de prendre le temps de remplir les papiers, etc. quand tu as déjà plein de choses à gérer durant la saison. Ce n'est pas simple et on ne rentre pas dans les cases.

Donc, il y a aussi un frein administratif.

Oui complètement. Puis il faut revoir les paliers aussi. On te demande d'avoir un chiffre d'affaires où tu gagnes 1 100 euros par mois, mais, quand tu commences, que tu sois en France ou en Belgique, tu es dans les 600 à 700 euros en moyenne. Certains gagnent moins, certains plus, mais c'est difficile d'être dans les clous, de faire toutes les démarches pour qu'on te dise finalement que tu n'auras pas d'aides parce que tu n'as pas atteint le palier. On sait dans le métier que c'est dur de les atteindre et que c'est une double peine. On pourrait avoir une garantie pour les gens qui se lancent, mais, de nouveau, toutes les externalités positives que ces projets apportent à des quartiers (visites d'écoles, réinsertion sociale, protection de l'environnement) ne sont pas valorisées. Ce qui est valorisé, c'est la production, le nombre d'hectares que tu cultives. La main-d'œuvre n'est même pas valorisée. Il y a quand même un sérieux problème à ce niveau-là, de mon point de vue.

Je suis d'accord...

Après, je ne dis pas qu'il ne faut pas de production. Les gens ont besoin d'être nourris donc il faut des productions satisfaisantes.

Bien sûr, mais c'est un modèle économique qui ne prend en compte que le financier et pas d'autres aspects importants.

Oui, mais de toute façon, si on veut sortir de là, il faudrait idéalement sortir l'agriculture de ce modèle économique. Il faut que ce soit un bien public, que les gens qui veulent produire de la nourriture puissent le faire dans les meilleures conditions, qu'ils soient accompagnés. Et si on continue à opposer agriculture et environnement, on va détruire l'environnement, vider les stocks de matière première.

C'est bien que tu puisses remettre aussi en lumière les freins plus généraux en lien avec les freins liés à ton activité.

Ce sont des freins systémiques et mondiaux qui seront compliqués à changer, mais le monde a évolué, ici il faudra qu'on évolue aussi. Quand des gens mettent des bougies dans des vignobles pour les sauvegarder du gel, je comprends, mais tu te dis que c'est de la monoculture alors qu'il faudrait se diversifier et revenir à du bon sens. Il ne faut pas essayer de combattre les problèmes avec des solutions qui apportent encore plus de problèmes. Il y a de la pollution partout, mais des bougies qui crament toute la nuit, ce n'est pas bon pour l'environnement. Et je ne les fustige pas parce que c'est leur gagne-pain et que c'est leur projet. Ils ont une pression folle, mais on ne leur a pas laissé le choix. On leur a dit qu'il fallait se spécialiser s'ils voulaient être rentables dans la vigne. C'est un débat.

C'est là aussi qu'il y a un intérêt de se faire entendre au niveau de la PAC, et c'est peut-être compliqué pour AiA. C'est pour ça aussi que je veux travailler sur les mouvements en France et au Brésil pour voir si les freins sont similaires, s'il y en a d'autres et quelles sont les solutions envisagées là-bas.

Il faut qu'on ait aussi des gens de l'université qui puissent fournir des chiffres. On a un groupe ici qui va venir sur le terrain avec des gens de Charleroi pour essayer de calculer les externalités positives. Il faut venir avec des chiffres et des arguments.

Ça ne se fait pas au sein d'AiA ? Étant donné qu'il y a quand même des personnes du monde académique ?

Oui, on a des chiffres, mais il faut continuer de travailler là-dessus et de sortir ces chiffres-là. Il faut qu'on ne soit pas juste un concept vague et fumeux parce que d'autres acteurs pourraient nous attaquer là-dessus.

Par contre, je vais devoir finir un autre truc. J'ai encore quelques minutes.

Non, j'arrive à la fin. Ma dernière question était de savoir comment tu voyais l'agroécologie dans un futur proche en Belgique.

Je la vois mieux connue des gens et mieux expliquée avec des représentants du monde agricole pour montrer ses bienfaits et pour la vulgariser aux yeux du grand public. C'est un gros boulot parce que ça reste inconnu. Quand je dois expliquer ce que c'est, je suis toujours un peu... Le postulat de départ semble parfait avec une interaction entre l'environnement et le social, mais ça serait peut-être mieux de dire que l'agroécologie, c'est cette ferme-là et qu'ils peuvent aller voir comment ça se passe. Peut-être, avoir des ambassadeurs chez les producteurs. Ce ne sont que des idées, mais je pense que, si on veut toucher le grand public et le politique, il faut avoir plus de concret.

Donc, le côté sensibilisation et éducation au concept en lui-même. Et je comprends parce que, dans mon entourage non plus, personne ne connaît vraiment ce concept. Seules les personnes qui s'y sont intéressées le connaissent.

Le bio est plus connu.

Oui, parce qu'il y a eu un travail politique et un intérêt financier. C'est là qu'on peut espérer peut-être des avancées et un intérêt financier étant donné que les mentalités changent.

Oui. Et là, je vois qu'il y a une carte interactive des initiatives agroécologiques sur le site d'AiA, mais elle ne fonctionne pas. Il y a les liens internet, mais bon. C'est dommage, on ne peut pas voir s'il y a une ferme agroécologique près de chez soi.

Donc ça rejoint le côté du travail de sensibilisation d'AiA dont tu parlais.

Exact. Grâce à toi en tout cas j'ai vu le site. Je vais te laisser, mais courage pour la suite et merci pour cette interview.

Merci pour ton temps, vraiment.

A.12. Retranscription de l'entretien du 07-05-21 : n° 1

Bonjour Giacomo.

Bonjour, bonjour !

Désolé je suis en retard, j'étais encore dans mon meeting précédent. Tu me donnes une minute pour prendre du café ?

Bien sûr, aucun problème.

Merci pour ta patience.

Pas de problème, vraiment. Merci de prendre un peu de temps pour répondre à mes questions. Je ne sais pas si tu as besoin d'un rappel sur mon mémoire.

Grosso modo, je l'ai en tête oui.

Parfait. Pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ? Dans quelle association travailles-tu ? Quel est ton rôle dans cette association ? Pourquoi est-ce qu'elle est impliquée dans AiA et qu'est-ce qu'elle y fait ?

Je suis chargé de campagne chez Greenpeace Belgique depuis six ans. Greenpeace est actif depuis longtemps sur les questions agricoles, mais il l'a été depuis dix ans de manière assez focalisée sur les OGM, puis sur les pesticides, et depuis 2015, il a une volonté d'aborder ces questions de manière un petit peu plus transversale, raison pour laquelle on s'est intéressés à AiA. On est membre d'AiA depuis avant que je sois là, de manière plus ou moins active, mais AiA est la plateforme principale qui rassemble l'ensemble des organisations qui travaillent sur les questions de l'alimentation durable en Wallonie et à Bruxelles. C'est important d'y être présent.

Tu es arrivé quasiment à la création du mouvement. Est-ce que tu pourrais revenir sur la façon dont AiA a évolué depuis sa création ?

J'étais plus impliqué dans AiA au nom de la campagne lancée il y a trois ans. On y était principalement parce qu'Amaury Ghijselings, qui est maintenant au CNCd, y était très actif il y a quelques années et parce qu'il travaillait déjà dans AiA parce qu'il travaillait avant chez Quinoa et qu'il connaît AiA depuis très longtemps. Il a représenté Greenpeace pendant pas mal de temps, donc moi j'ai moins suivi ces débats-là. J'ai été un peu plus présent quand on a commencé à s'intéresser d'une part au plaidoyer politique et aussi au contact avec la FUGEA,

puisque le rapport qu'on a sorti sur la viande a fait hérissier quelques poils et AiA a joué un rôle de médiateur entre nous et la FUGEA afin de nous rassembler autour de valeurs communes.

La façon dont ça a évolué jusque-là, c'est difficile à dire parce que je n'ai pas toujours été présent dans beaucoup de réunions, comme on est membre sympathisant depuis deux ans. De ce que j'ai connu, il y a eu un pic d'activité avant le Covid autour d'une journée d'activités communes durant laquelle on était assez actif parce que c'était l'occasion de présenter notre étude sur l'élevage, de faire le point avec la FUGEA et d'identifier les positions communes d'AiA sur les questions d'élevage. Le souci, c'est qu'il y a de grosses fluctuations en termes de densité d'activité, liée à la sécurité du revenu et des subsides, soit le job d'Éléonore, des capacités de coordination et de la difficulté de coordonner un nombre d'associations élevé autour d'un projet commun. On était fort impliqué lors de la première édition de l'évènement phare d'AiA quand on avait une campagne sur les pesticides et le glyphosate. Puis on a été actif lors de la deuxième édition sur les questions d'élevage et puis il y a eu une forme d'absence de clarté sur les projets en cours, sur les raisons d'être d'AiA et sur la façon dont on pouvait y contribuer. C'est un moment où je me suis désinvesti des discussions parce que ce n'était pas assez clair.

Je sais qu'en 2019, il y a eu une Mise au Vert pour retravailler les objectifs et qui a forcément été coupée par le Covid. Toi, tu es intégré dans le GT Plaidoyer, je ne sais pas si tu y es investi de façon récurrente ou plutôt ponctuellement ?

C'est ponctuel oui.

OK. Est-ce que tu pourrais alors revenir sur les gros projets qui ont lieu actuellement au niveau du GT Plaidoyer, en tout cas ceux que tu suis, et peut-être revenir sur les projets qui t'ont paru importants pour avoir un « impact » sur les politiques ?

De ce que j'ai vu, il y a eu une mobilisation récurrente autour de la journée mondiale des luttes paysannes du 17 avril. Ensuite, il y a eu une tentative d'AiA de se visibiliser davantage ses positions et ses principes sur la réforme de la PAC. Ça fait presque deux ans que je travaille avec les organisations environnementales dans une coalition qui s'appelle « Impact », avec Natagora, Nature & Progrès, l'IEW et nous. Il y a eu beaucoup de ressources humaines qui ont été mises dans cette coalition avec un objectif spécifique sur la PAC, avec une identification d'objectifs politiques et techniques ainsi que la définition d'une stratégie autour d'objectifs communes qui ont été extrêmement concrets. J'ai alors mis toute mon énergie sur ce dossier-là et AiA a toujours voulu s'intéresser, a suivi le dossier, mais n'a jamais vraiment eu de

ressources suffisantes pour suivre le dossier en détail et pour organiser des activités communes, à part les deux cartes blanches. Dans le GT Plaidoyer, c'est Manuel Eggen de FIAN qui est notre point contact et Emmanuelle de Natagora qui a aussi été présente dans le GT Plaidoyer pour représenter Impact. On s'est assurés d'avoir des échanges avec eux, mais, ce qui a complexifié les choses, c'est qu'on a des positions divergentes avec la FUGEA dans le cadre des négociations de la PAC. Il faut savoir qu'il y a eu plus d'une trentaine de meetings qui ont eu lieu avec les membres d'impacts, plus l'administration wallonne, plus les syndicats agricoles, plus les cabinets dans lesquels on est très activement impliqués. On n'est pas toujours d'accord avec la FUGEA sur un certain nombre de sujets et on essaye de trouver des points communs, mais on n'y arrive pas toujours. Quand AiA doit prendre une position commune avec la FUGEA, Greenpeace et Natagora dans ses membres, ce n'est pas toujours évident de trouver une position commune ni d'en faire une position suffisamment poussée et tranchante pour percer dans les médias. C'est une force d'AiA d'avoir la FUGEA parmi ses membres, mais c'est aussi une de ses faiblesses.

Donc autant la diversité des associations est intéressante pour la diversité des points de vue, mais une faiblesse pour trouver une position commune assez forte.

Oui, surtout qu'AiA n'est pas bien connue dans le monde politique. Si on fait une carte blanche signée AiA ou si on la fait signer Greenpeace, WWF ou Natagora, il n'y a pas photo sur la visibilité et donc c'est aussi une difficulté en termes de plaidoyer. Après, ça rejoint les questions existentielles, mais, pourquoi est-ce qu'AiA devrait faire un travail de plaidoyer ? Et, s'il le fait sur certains sujets, comment est-ce qu'il le fait ? En tant qu'AiA ou en tant qu'organisation membre coordonnée par AiA ? Et ça ce n'est pas toujours clair parce que ce n'est pas toujours utile qu'AiA fasse du plaidoyer en tant que tel, mais c'est utile comme plateforme de concertation. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis moins impliqué ces temps-ci, c'est qu'il y a un manque de clarté sur les objectifs politiques d'AiA, sur les mandats d'AiA et sur les stratégies qu'AiA souhaite utiliser pour arriver à ses objectifs. Comme nous, on est extrêmement focalisés sur ce genre de processus, si ce n'est pas clair, on ne met pas l'énergie.

C'est aussi la force et la faiblesse d'AiA c'est qu'elle rassemble énormément de membres et toute réunion prend quatre heures et demie, ce pour quoi je n'ai plus le temps dans mon agenda.

Je comprends bien, je peux imaginer. Tu parlais justement de visibilité politique, c'est aussi une grosse question. Selon toi, quels sont déjà des « résultats » politiques au niveau du plaidoyer politique ou d'AiA ? Et qu'est-ce qui manque ?

En termes d'impact politique, je ne connais pas. Peut-être à Bruxelles avec la stratégie Good Food et les ceintures alimentaires, mais c'est quelque chose que je suis moins parce que c'est moins intéressant pour nous de nous appliquer. Sinon, oui, il y a eu des « milestones » qui ont été atteints comme être invité au Parlement wallon ou parler avec des ministres, mais ce n'est pas un objectif selon moi, c'est un échelon comme moyen, mais ce n'est pas une fin en soi.

C'est une partie du processus pour atteindre un résultat plus impactant, je comprends. J'en arrive alors à ce qui, selon toi, freine AiA et, en général, le mouvement agroécologique au niveau politique pour l'instant ? Sachant qu'AiA n'a que 5 ans et qu'il y a de gros défis au niveau de la coordination. Quels sont les freins à la transition agroécologique et aux impacts qu'AiA pourrait avoir sur cette transition ?

Un des freins, c'est que pour l'instant, le diagnostic des freins de l'agroécologie n'est pas posé par le groupement. Je pense que ce n'est pas clair dans l'esprit de tout le monde des freins qui existent, ceux sur lesquels on pourrait avoir un impact et ceux sur lesquels on décide d'avoir un impact. Ça se fait un petit peu plic-ploc pour l'instant, j'ai l'impression, en fonction des ressources disponibles, des interviews, de l'actualité politique. Mais il n'y a pas de stratégie posée sur la volonté d'avoir un impact sur un des obstacles en fonction des ressources qu'on a, ce qui est le frein principal.

Le deuxième, c'est la question du plus petit dénominateur commun entre des membres aussi variés, ce qui n'est pas évident à trouver et on en a déjà parlé.

Après, il y a la question de la représentativité par rapport à des décideurs politiques clés. Qui est-ce qu'on représente ? Pour quelles cibles politiques ? Ce n'est pas clair. Le milieu environnemental est clairement, par exemple, associé aux Ecolo parce qu'on partage des horizons communs et donc, on sait qu'on a des alliés. On sait qu'on a des opposants en partie chez le ministre de l'Agriculture MR parce qu'il a, pas en tant que tel, des objectifs poursuivis et une manière de les poursuivre. Politiquement, on peut faire un mapping et savoir « Où sont nos alliés ? Où sont nos opposants ? À quel public politique on va s'adresser ? ». Pour AiA, je ne sais pas quels sont ses alliés politiques actuels ou désirés et comment ils vont construire des alliances politiques pour atteindre un changement par rapport aux opposants qui sont en place. Tant que ce n'est pas clair, aucun parti politique ne va nous donner de la place si ce n'est pas clair auprès de quel groupe d'électeurs ils gagnent des points.

OK. Est-ce que tu vois aussi, peut-être, un frein lié aux décideurs politiques et aux autres membres autour de la table, comme des associations qui n'ont pas vraiment intérêt à

intégrer des principes agroécologiques et environnementaux dans leurs pratiques ? Est-ce que ça se fait ressentir au niveau de la transition ?

On a abordé la question de la FUGEA avant et, pour l'instant, à part l'autonomie fourragère, je ne sais pas quelles sont les pratiques soutenues par la FUGEA dans la PAC qui font partie de l'agroécologie. Ce n'est pas évident. Donc c'est un frein en tant que tel et, la particularité, c'est que les gens de la FUGEA, comme Astrid, qui sont impliqués dans AiA ont des positions proches d'AiA, mais ce n'est pas forcément le cas du conseil d'administration de la FUGEA ou des décisions qui vont être prises dans leurs positionnements politiques. Comment est-ce qu'on peut pousser un agenda agroécologique si, au moment où les décisions politiques sont prises sur l'agroécologie, on ne le soutient pas ? Chez les autres membres, je ne les ai pas vus. Mais je ne dis pas que c'est mauvais de travailler avec la FUGEA, je suis convaincu qu'on a des points communs à trouver, mais ce n'est pas évident.

Maintenant, je reviens sur les positionnements, mais AiA a un positionnement très à gauche dans la manière dont elle présente les enjeux comme la question de la lutte paysanne. Le fait d'utiliser le terme paysan d'ailleurs qui ne plaît pas spécialement au monde agricole. Certains agriculteurs le prennent comme une insulte et ne comprennent pas que des « bobos » entre guillemets de Saint-Gilles utilisent le terme « paysan » pour les mentionner. C'est un choix, mais rien que d'utiliser ce terme, ça nous renvoie à des logiques de luttes sociales qui sont dans un cadre communicationnel de gauche. La question de la souveraineté alimentaire, des petites fermes, de la lutte contre l'agroalimentaire, la logique de lutte à Frameries, il y a une vraie logique de gauche chez AiA. Or, les partis de gauche n'en ont rien à faire de l'agroécologie. Ça fait trois mois qu'on teste le PS là-dessus, le conseiller clé du PS sur la PAC, David Clarinval un ancien président de la FWA qui est un peu à gauche. Ils disent qu'ils poussent l'agroécologie, mais ils veulent surtout ne rien changer parce qu'ils ne veulent surtout pas se faire taper dessus par le monde agricole qui a du mal pour l'instant. Donc, ils disent « C'est le revenu avant tout », mais ça, c'est le status quo des aides et pas l'agroécologie. Donc, il y a un problème stratégique du fait qu'AiA gravite politiquement dans une sphère de gauche avec un discours radical, voire communiste, mais dans un paysage politique wallon agricole qui est dominé par le MR avec une petite influence des Verts. Si AiA ne choisit pas le PS, ou le CDH ou les Verts comme alliés politiques, c'est très compliqué de se positionner politiquement.

C'est bien, c'est un frein qu'on ne m'a pas spécialement présenté.

Je fais une parenthèse, mais ça m'a choqué quand on a fait l'audition au Parlement wallon, que le seul parlementaire du PS ait dit à Éléonore « AiA c'est qui ? Vous êtes GAIA sans le G ? ». Ça m'a choqué et comment ça se fait qu'AiA ne connaisse pas Eddy Fontaine et que lui ne connaisse pas Éléonore. Là, je me suis dit qu'il y avait un gros problème de positionnement.

Oui, et peut-être de communication envers les politiques pour monter au créneau. J'ai l'impression que ça freine un petit peu le mouvement.

Mais soyons clairs, je pense que le plaidoyer politique d'AiA n'a pas été la priorité d'AiA ces dernières années. Je ne reproche pas à AiA de ne pas être plus présent politiquement, je ne dis pas qu'il y a des erreurs qui ont été commises. Mais, dans l'état actuel de l'énergie investie, l'impact actuel est minime, mais à la hauteur de ce qu'on a fait.

Oui, et il y a surtout eu du boulot pour se coordonner, se positionner, réseauter. Donc, il y a eu un travail interne très important.

Pour moi, il y a un autre problème, presque sémantique, et je ne sais pas si c'est lié à la langue française, mais quand on parle d'AiA on parle toujours du mouvement et du réseau. Pourtant, AiA c'est avant tout une plateforme de mise en contacts d'acteurs petits ou qui ont besoin de réseauter pour avoir des informations. Elle joue un très bon rôle là-dedans, mais il y a une focalisation d'AiA de connecter les membres et pas forcément de faire des choses ensemble. Il y a souvent, dans les réunions GT, davantage de préoccupations de « Qui on est ? Comment on crée une culture commune ? Comment est-ce qu'on communique ? Comment on inclut les gens ? », mais pas beaucoup de préoccupation d'impacts sur le monde extérieur. C'est encore une question qui consomme beaucoup d'énergie.

Un « entre-soi » qui est encore un petit peu fort dans la façon dont le mouvement se positionne avant de pouvoir s'élargir.

Oui.

C'est bien, au fur et à mesure des interviews, certains résument ce que d'autres disent. Je me demandais encore, selon toi, comment tu vois le futur proche, dans les dix ans à venir, de la transition agroécologique en Belgique et du mouvement en tant que tel dans cette transition compte tenu des forces politiques actuelles et ce qu'elles pourraient devenir ?

Les chances sont faibles, les cartes dans notre jeu sont assez pourries. Tout indique qu'on va aller vers un agrandissement des fermes, vers l'intensification, vers des sècheresses plus importantes qui vont pousser l'Europe à revoir les législations sur les OGM, vers un monde dans lequel les petits producteurs ne seront pas compétitifs, dans lequel les grandes surfaces vont continuer à grandir. Les chances que le modèle agroécologique, local, petit, respectueux de tous gagne, sont hyper faibles. Je ne veux pas être pessimiste, mais la façon dont la Commission pousse pour le high-tech, la manière dont les grandes entreprises de biotechnologie investissent dans le smart-farming, dans le big data fait que, ceux qui ont les moyens de faire bouger le système, ne veulent pas bouger vers nous. Le problème de l'agroécologie, c'est qu'elle redonne le pouvoir aux producteurs. C'est génial au niveau démocratique, mais c'est pourri pour les gens qui ont le pouvoir entre leurs mains actuellement. Les chances qu'on y arrive sont faibles, à moins qu'on arrive à les mettre complètement dehors. C'est ce qu'on essaye de faire, de les rendre non-pertinents, mais les chances sont faibles, soyons honnêtes.

Par contre, là où je vois une grande possibilité, en particulier pour la Wallonie, c'est sur la question du développement de filières de produits à haute valeur ajoutée. Il y a un potentiel de produire des produits à plus haute qualité ajoutée parce qu'elle a de grandes prairies, des élevages, du savoir-faire, de la recherche, une proximité avec les centres urbains ce qui n'est pas le cas partout en Europe. Mais c'est uniquement pour certains types de production respectueux de l'environnement ou à valeur ajoutée, elles doivent être valorisées par exemple avec un label comme on l'a fait pour le bio qui possède désormais toute une filière. Mais comment est-ce qu'on vend un porc qualité Ardennes ou des protéines végétales wallonnes ou du coq en plein air wallon qui n'est pas forcément en bio, mais qui possède d'autres qualités ? Comment convaincre le consommateur de l'acheter ? Il faut connecter la demande avec l'offre et, pour l'instant, il manque des échelons. Le pouvoir d'achat des Belges, la proximité avec les centres urbains et l'étendue de la superficie agricole wallonne par rapport à sa densité de population fait qu'il y a une capacité de développer des filières spécifiques pour les produits de qualité. Ce qui manque, le gros acteur politique qui manque, ce sont les acteurs qui vont bénéficier du modèle qu'on défend économiquement. Ce modèle agroécologique ne peut pas être pensé uniquement au sens de la production, mais dans son entièreté, en termes de secteur économique. Et on n'a pas encore réussi à savoir qui va profiter de ce modèle et à fédérer ces acteurs avec nous pour les défendre. Le jour où les PME de transformation, de distribution et les producteurs sont fédérés dans un mouvement d'agroécologie au consommateur, je pense qu'il y aura des oreilles plus attentives qu'uniquement les Ecolo et que le MR changera son

fusil d'épaule quand il constatera qu'il y aura des PME qui représenteront des électeurs, comme en Flandre. Tant que ça n'arrivera pas, on a peu de chances. Mais ça peut arriver. Donc, un des rôles du ministère de l'Agriculture est de se rendre compte qu'il y a des voix à aller chercher dans le modèle qu'on propose, et là il y a « peanut ». Le ministre voit très bien ce qu'il y perd, mais pas ce qu'il y gagne.

Justement, est-ce qu'AiA ne pourrait pas être un acteur de cette transition si les moyens sont présents ?

Dans AiA, il y a plein de connaissances sur la question des ceintures alimentaires, sur la connexion des petits acteurs entre eux, mais alors ce n'est plus un mouvement de contact ou de plaidoyer, ça devrait devenir une fédération professionnelle comme celle de l'énergie renouvelable dans laquelle tu pourrais avoir des acteurs économiques avec des ONG. Tant qu'on reste des ONG avec un poids faible, on restera « peanut ».

Super. Je finirai par te demander s'il y a une chose que tu voudrais que le mouvement puisse faire dans un futur proche.

Définir les objectifs annuels et une stratégie pour les atteindre c'est le plus important.

Je comprends, c'est très clair.

Merci, et désolé de ne pas pouvoir te donner plus de temps. C'est super intéressant que tu fasses ce travail et que tu mènes cette analyse.

Avec plaisir, j'espère que ce sera pertinent. Merci de ton temps et bonne après-midi.

Salut, courage.

A.13. Retranscription de l'entretien du 20-04-21 : Noémie Maughan

Bonjour, bonjour !

Ça va ? Ah ! Tu ne me vois pas ?

Ça y est je te vois. Oui, ça va très bien et toi ?

Oui, tu as bien fait de dire 16h parce que je viens seulement de terminer.

Désolé alors que tu doives enchaîner deux réunions en vidéoconférence, mais disons qu'on est fait avec. Est-ce que tu as besoin avant tout d'un rappel sur le mémoire ?

Ce serait bien que tu me rappelles ton cadre, ton université tout ça ?

[Explication] J'avais prévu une heure, j'espère que c'est bon pour toi ?

Oui tout à fait.

Super. Avant de parler d'AiA et principalement du GT Bruxelles dont tu fais partie, ce qui m'intéressait vu que j'essaye d'avoir les points de vue des différents groupes de travail, est-ce que tu pourrais te présenter ? Où est-ce que tu travailles ? Quels sont sa mission et ton rôle ? Quel est ton rôle dans AiA ? Ta carte d'identité, en bref.

Je m'appelle Noémie Maughan et je suis agronome de formation. J'ai fait ces études-là à l'ULB et je travaille au sein de ce laboratoire depuis 7-8 ans maintenant. 2014 je pense. Ce qui est intéressant, c'est l'objet du laboratoire, un laboratoire qui est assez récent et qui a changé de nom il n'y a pas si longtemps que ça. Il y a trois professeurs et c'est vraiment « the ecology of food and wood », donc il y a des gens qui sont vraiment spécialisés dans tout ce qui est gestion forestière et d'autres qui sont spécialisés dans les systèmes alimentaires. Donc, il y a des aspects via la pollinisation, la réflexion de la biodiversité en ville et dans les campagnes dans une logique toujours de systèmes alimentaires. Et puis les systèmes agraires parce qu'on travaille beaucoup sur l'agriculture urbaine et périurbaine, soit comment la ville s'inscrit dans un territoire alimentaire par rapport à ces campagnes. Et aussi plus spécifiquement sur le sol, la vie du sol et les céréales panifiables. Moi, ici, je travaille plus spécifiquement avec deux collègues qui travaillent sur les enjeux de politique alimentaire, en lien avec l'agriculture en pleine terre et hors sol, mais dans la ville ou périurbain.

Quel est l'historique de ce laboratoire avec AiA ? Au sein du laboratoire, il y a deux professeurs qui sont membres du GIRAF (Nicolas Vereeken et Marjolaine Visser). Il se trouve que le

GIRAF a un petit financement pour faire chaque année le BAM, « Brussels Agroecology Meeting », soit la rencontre des scientifiques autour de l'agroécologie. C'était à la base un rassemblement destiné, et encore maintenant, à des chercheurs et à des gens de la sphère académique. Sauf qu'en 2016, on l'a hébergé à l'ULB et la thématique tournait autour de l'agriculture urbaine. Justement, on a voulu donner la parole aussi aux acteurs de terrain, donc on a été chercher des producteurs avec lesquels on collaborait déjà. Ils ont pu amener un autre regard sur des résultats ou des thématiques qu'on discutait. En fait, suite à ça, on a débriefé avec plusieurs acteurs et on s'est dit qu'il faudrait donner plus d'ampleur à ça. L'évènement s'est alors séparé. Le BAM est resté ce qu'il est et nous on a fait un TAM pour « Transdisciplinary Agroecology Meeting » où on a voulu mettre en avant les praticiens de l'agroécologie. Il y a eu des chercheurs et aussi beaucoup de producteurs. On l'a organisé en 2017 à Leuven, notamment avec BioForum Flandres. C'était assez équilibré au niveau flamand-wallon. Il se trouve que, dans ce melting pot d'acteurs, le CNCD est arrivé avec Stéphane Desgain qui avait à l'époque la casquette de conseiller pour la souveraineté alimentaire. Lui, il a dit qu'il y avait vraiment quelque chose à jouer pour développer une politique nationale pour l'agroécologie avec les acteurs et quelque part se donner quatre à cinq ans pour venir avec des propositions concrètes et pour infléchir les politiques régionales et nationales belges à partir du terrain. Ça a été la naissance d'AiA avec le premier forum en 2018 à Bruxelles-Environnement. Voilà comment le laboratoire a été toujours en coévolution avec AiA depuis ses débuts.

J'ai plusieurs collègues qui ont coporté des groupes de travail au sein de ce forum et on en est membre depuis. Après, on n'a pas beaucoup de ressources humaines. On ne fonctionne pas comme une association donc, en tant que chercheur, on doit prendre sur notre temps de travail qui n'est pas du tout dédié à ça. On est là un peu en tant que bénévoles. Il y a eu différentes personnes, dont Barbara Van Dyck, Marjolaine Visser et ponctuellement moi ou d'autres chercheurs.

Puis, récemment, il y a eu ce GT Bruxelles qui s'est créé. Personnellement, depuis sept ans, je me spécialise un petit peu sur la politique bruxelloise alimentaire et donc on a senti qu'il y avait un intérêt à vraiment avoir un espace de discussion spécifique à la Région et aux acteurs qui y sont actifs.

Super, j'aurais alors bien voulu rebondir sur le GT Bruxelles en lui-même. Selon toi, quels sont les projets phares du GT, notamment la stratégie Good Food ? Comment ça avance de ce côté-là ?

Oui, c'est une question difficile parce que je crois que le GT a été surtout créé à la base dans un contexte de nouveau cabinet, lorsque le cabinet Maron a été instauré fin 2019, parce qu'on était beaucoup d'acteurs à demander différents financements et on s'est rendu compte que l'enveloppe était réduite. On ne voulait pas se marcher sur les pieds puisqu'on était quelque part acteurs d'un même système. Du coup, quelque part, on est beaucoup guidés par ce qu'il se passe au niveau de Good Food. Ici, c'est très marrant, mais j'étais dans une réunion du GT Bruxelles juste avant de te parler parce que, ce vendredi, il y a un groupe de travail Good Food sur l'agroécologie. Avec le laboratoire, ça fait des mois qu'on est en étroite discussion avec les administrations pour essayer de savoir ce qu'il va se passer, de comprendre comment les soutenir et de pouvoir insuffler la vision agroécologique là-dedans en étant garant d'une vraie participation et qu'ils puissent être à l'écoute des voix du terrain puisque c'est assez difficile d'avoir de la représentation de producteurs qui n'ont pas forcément les moyens d'être présents dans ces arènes de discussion là.

Donc, à mes yeux, AiA est un mouvement qui sert à ça, c'est-à-dire « OK, on sait que quelque chose se trame au niveau de la politique alimentaire, on a des informations peut-être pas tous les mêmes et c'est bien d'avoir une vue d'ensemble en croisant nos informations », et puis comment est-ce que collectivement on va donner un poids à une vision un peu différente du *business as usual* et de la manière dont malheureusement fonctionnait et fonctionne encore un petit peu les administrations. Le cabinet Maron n'est pas plus mal qu'un autre et avant eux il y avait Frémault, encore avant Huytebroeck qui a vraiment marqué une transition et qui était Ecolo aussi. Du coup, on est les bons acteurs quelque part pour essayer de garder le cap de la participation et de tendre vers plus de justice sociale, économique, plus de respect de l'environnement, plus d'intégration du savoir et du savoir-faire du terrain. Pour moi, ça ce serait la mission rêvée du GT Bruxelles. Après, pour l'instant, on est tous très occupés et déjà on essaye de communiquer au mieux.

Et tu parlais des enjeux tout à l'heure... l'un des enjeux majeurs est celui du bilinguisme et de pouvoir intégrer les enjeux et la vision néerlandophone de Bruxelles, ce qui n'est pas toujours très évident. Puis il y a l'enjeu dont je te parlais, c'est-à-dire l'enjeu de la représentation des acteurs qui ont moins de temps. Moi, je connais moins le secteur social-santé et du côté précarité, du côté du mangeur... ce n'est pas trop ma casquette. Je suis plutôt du côté des producteurs et je ne sais pas si Jonathan t'en a parlé, mais on est en train de créer une Fédération des agriculteurs urbains.

Non, il ne m'en a pas parlé, chouette !

Donc ça, on a beaucoup bataillé pour l'avoir, mais on a maintenant un temps plein pour créer cette Fédération des agriculteurs urbains. On espère qu'il va nous permettre d'intégrer des membres d'Agroecology in Action officiellement, mais au sein du CA, il y a déjà trois personnes qui en sont membres donc il y a de toute façon des choses qui vont communiquer.

Du coup, je reprends ce que tu disais et AiA permet d'avoir un poids commun plus important au niveau politique ? Hier, Jonathan me disait que c'était pas mal d'avoir ce GT pour avoir une base commune sur certains sujets divers et liés à l'agroécologie. Je ne sais pas ce que tu en penses ?

Oui, plus que poids commun, je voulais compléter en disant que c'est vraiment « faire mouvement ». Je vois AiA un petit peu avec ma casquette militante parce que, en tant que scientifique, on est déjà un laboratoire en décalage avec la majorité des décalages qui travaillent l'agronomie, on essaye de changer de paradigme et on n'est plus trop dans le conventionnel. Mais il y a des choses où moi je n'ai pas d'espace pour partager des positionnements politiques et militants au sein de l'université, tu vois ? Donc, pour moi, AiA c'est aussi un lieu, un espace où mon côté militant peut s'exprimer et peut trouver une fonction dans la société. Parce que, là, en tant que chercheuse, au sein de l'université même il y a peu d'espace où je peux faire avancer les questions de société.

Donc, c'est aussi avoir un poids militant hors académique ?

Oui, tout à fait.

Super pour la Fédération des agriculteurs urbains, c'est très intéressant. Tu me parlais du niveau néerlandophone et je sais qu'il n'y a pas énormément de liens qui se font au niveau national, mais vu que c'est Bruxelles, est-ce qu'il y a des liens qui se font avec des acteurs flamands impliqués dans la transition alimentaire ? Ou est-ce qu'il y a un frein au niveau de Bruxelles-Capitale ?

Au niveau des acteurs bruxellois ?

Les acteurs avec lesquels tu pourrais être en relation dans le GT Bruxelles.

Je ne suis pas spécialiste, mais ce que j'entends beaucoup c'est que le côté militant et paysan de l'agriculture est très peu représenté en Flandre. Il n'y a pas d'équivalent de syndicat comme le MAP ou la FUGEA qui sont peut-être plus... C'est ce que je connais de manière théorique.

Après, il y a quelques acteurs avec lesquels on a collaboré par le passé et, surtout, notre laboratoire a aussi une histoire de collaboration avec des producteurs flamands. Il y a l'équivalent de BioWallonie en Flandre et il y a le BoerenForum qui est un forum de paysans. Il y a quand même quelques relais et figures qui sont bilingues et qui trempent un orteil dans le côté plus militant wallon parce qu'il y a cette proximité avec la France, sans doute, et que sans doute les luttes des classes étaient beaucoup plus actives dans le Sud près des charbonnages, etc.

Qui d'autre ? On a l'équivalent de Terre-en-Vue, De Landgenoten, qui est très actif. Le LandVijser aussi. Ce sont peut-être plus des acteurs ponctuels. Je sais aussi qu'on a des inspirations par rapport aux Pays-Bas où il y a un événement appelé VoedselAnders. C'est un peu le Graal d'AiA dans le sens où c'est vraiment une plateforme qui se réunit chaque année et qui croise les regards de scientifiques, mais aussi de paysans, de citoyens, probablement de décideurs politiques locaux, etc. Donc ça, je sais qu'on a déjà essayé plusieurs fois de s'en inspirer et d'aller chercher, mais c'est vrai qu'on bute sur l'enjeu du bilinguisme, un enjeu bruxellois qui n'est pas vraiment assumé.

Donc, dans le GT Bruxelles, les liens sont aussi peu établis avec le côté néerlandophone ?

Écoute, la plupart des réunions sont en français. On avait, à la base, la personne du CNCD qui avait commencé en 2018 qui était fort en lien avec une personne de Greenpeace qui était un peu son pendant flamand. Mais, ça s'est assez vite délité donc... oui. Il y a des néerlandophones et qui sont parfaits bilingues parmi les membres, notamment le nouveau coordinateur de la Maison verte & bleue.

Ce n'est pas spécifique à Bruxelles, et ça l'est peut-être moins qu'en Flandre ou qu'en Wallonie, mais il y a aussi un enjeu de représentation du genre, des questions de genre et pas seulement homme-femme, mais diversité de genres. Apparemment, il y a quand même un enjeu dans les mouvements paysans et dans les campagnes qu'on essaye de creuser, mais, pour le moment, on n'est pas très loin. En tout cas par rapport à certains tabous. Et il n'y a pas vraiment une bonne représentation de cette diversité-là. On a l'impression que c'est un petit peu un schéma classique machiste.

Vous travaillez sur plus d'inclusion au niveau du genre ?

Oui, c'est un enjeu qui est quelque part ressenti partout et qu'AiA s'est approprié.

Oui, c'est un enjeu qui existe partout et qui est assez transversal.

AiA pourrait trouver un semblant de solution, mais il faudrait qu'on y mette de l'énergie et du temps...

Et des moyens, et c'est ce qui manque un petit peu.

Oui, tout à fait.

J'aurais voulu revenir aussi, si tu sais y répondre et si tu es en lien avec AiA depuis ses débuts, sur l'évolution du mouvement. Comment a-t-il évolué ? Comment a-t-il « impacté » ou non significativement ? Le mot significatif n'est pas lié à une création de loi ou quoi, il y a plusieurs niveaux d'impacts.

Je suis là depuis le début, depuis 2014 et donc j'étais là. Il y a deux moments concrets qui me paraissent intéressants de mentionner.

Pour ce qui est de l'impact sur le secteur scientifique et académique que je connais un peu mieux, le moment où on a eu cette séparation entre l'évènement scientifique et l'évènement transdisciplinaire, on l'a fait parce que beaucoup de scientifiques remettaient en cause l'impact, l'efficacité et le sens que ça aurait de faire ce genre d'évènement et d'aller demander l'avis des gens du terrain par rapport à la science. Je caricature un petit peu, mais grosso modo c'était ça. Et ça a été intéressant de remarquer que, après le premier évènement en 2018, pas mal de ces profils scientifiques-là ont un peu pas « retourné leur veste », mais ont commencé à intégrer davantage l'agroécologie dans leur discours, à la mettre au-devant de la scène alors qu'avant c'était considéré comme encore marginal, pas sérieux et que ce n'était pas comme ça qu'on allait aider le monde agricole à faire sa transition. C'était un petit peu vu comme trois hippies avec des chèvres et comme ne représentant pas une alternative sérieuse pour des agriculteurs. Je ne vais pas les mentionner, mais je vois de qui il s'agit, mais ces personnes ont pris l'agroécologie comme « OK, ça peut être une solution viable pour une transition ». Et ça, de mon point de vue, AiA a joué un rôle là-dedans avec l'évènement de 2018, l'implication des acteurs, etc.

Peut-être aussi le fait que certains acteurs commencent à monter dans le bateau, notamment la FUGEA, mais aussi des demandes fréquentes qu'on reçoit d'autres acteurs et pour lesquels parfois on n'est pas certains qu'ils collent avec les valeurs qu'on a envie de défendre. Je sais qu'il y a déjà eu des débats sur l'intégration de tel ou tel membre. Le réseau est donc visible de l'extérieur et ça représente une envie d'y être.

Ça fait du bruit autant au niveau scientifique qu’au niveau associatif. C’est comme ça que je le comprends en tout cas.

Oui, c’est ça. Et un deuxième exemple récent, peut-être qu’Éléonore t’en as déjà parlé, c’est qu’AiA va chercher des financements publics au niveau de la Région wallonne et puis, récemment, au niveau de la Région bruxelloise. Juste à retenir qu’avant c’était beaucoup la Wallonie, mais que maintenant il y en a pour tous les goûts. Je ne connais plus trop le *timing*, mais on a reçu le financement de la Région bruxelloise, et un petit peu en même temps, la personne du cabinet Maron qui travaille sur les thématiques d’environnement et d’agriculture, la conseillère agriculture, a personnellement contacté Éléonore en tant que coordinatrice du réseau pour lui demander si AiA avait un positionnement sur la PAC au niveau de Bruxelles. Alors, nous on a dû s’organiser parce qu’on n’en avait pas étant donné qu’au niveau bruxellois, la PAC est un peu lointaine par rapport à nos enjeux quotidiens. Force est de constater qu’à nouveau AiA a été identifié comme un acteur important qu’il fallait entendre sur ces thématiques-là.

Par rapport à la PAC, je sais que vous y avez travaillé, mais est-ce que ça a donné quelque chose ? Quel est ton ressenti ?

Il y avait un positionnement assez clair de la part du GT Plaidoyer qui travaille beaucoup sur le plaidoyer wallon. Donc, le GT Bruxelles a dû s’organiser pour son plaidoyer. Pour résumer la question, la Région ne savait pas très bien ce qu’elle voulait et ils ont ouvert un marché public. Donc, maintenant, il y a deux acteurs qui y travaillent en lien avec AiA pour réaliser un marché d’étude sur les possibilités de la PAC à Bruxelles, parce qu’il faut vraiment très bien s’y connaître. Il y a des enjeux communautaires, territoriaux, il y a le premier pilier et deuxième pilier, etc. J’ai déjà un peu étudié ça il y a quelques années et déjà là j’étais larguée. Tous les acteurs n’avaient pas de sensibilité par rapport à ça.

Mais oui, Jonathan me disait hier que c’était un gros travail, mais qu’il n’était pas sûr que la Région pourrait recevoir de l’argent de la PAC étant donné que ce n’était pas vraiment l’endroit pour au niveau agricole.

Oui, c’est une question de mécanismes financiers. Mais, tout ça pour dire que la Région s’est adressée à AiA avec une demande par rapport à ça, donc elle donne un poids à ce que nos acteurs pensent.

Au niveau bruxellois, le mouvement a donc réussi à s'imposer comme un acteur important.

Oui, mais de là vient encore cette minifrustration et, petit à petit, on tend vers ça, c'est la représentation des producteurs et des acteurs de terrain. C'est important d'être présent dans des arènes de négociation, mais il faut pouvoir porter la voix de ceux qui font l'agroécologie.

D'où la Fédération des agriculteurs urbains.

Oui, et il y a beaucoup d'attentes sur cette fédération. On espère qu'elle va porter ses fruits.

Chouette ! J'aurais aussi voulu revenir sur une question plus générale sur AiA et sur la transition agroécologique. Qu'est-ce qui est, selon toi, un frein ou un avantage à cette transition au niveau politique belge ? Est-ce que c'est financier, par rapport au temps politique, aux forces actuelles ? Est-ce qu'il y a des freins qui vous empêchent peut-être de mettre en place des projets avec AiA ? C'est une question très générale.

Oui, il y aurait beaucoup de choses à y dire. Je vais en parler avec ma casquette du laboratoire, mais c'était la discussion qu'on avait juste avant avec le GT Bruxelles. Le plus gros frein à mes yeux, c'est le manque de vision et sans doute le manque de compétences qui est sous-jacent. Ce n'est pas très agréable de le dire comme ça, mais j'ai l'impression que maintenant, on est armés pour parce qu'il y a des gens compétents pour réfléchir cette politique alimentaire. Par exemple, je suis assez critique vis-à-vis du conseil participatif Good Food, et Jonathan le sait bien parce qu'on en a discuté, mais il y a plein de choses à redire sur comment ça fonctionne, la transparence, l'animation des réunions, l'agenda, etc. Tout ça fait fort penser à quelque chose de très top-down avec un peu de peinture de participation là-dessus. Un peu du « participatif washing », je ne sais pas si on peut dire ça. Ça, c'est pour le processus Good Food en lui-même, mais ce sont les administrations qui en sont responsables. Et au-dessus de ça, il y a le cabinet. Pour parler clairement, est-ce que c'est une histoire de conseil ou d'écoute des acteurs par rapport à ce qu'il faudrait faire, où il faudrait investir les moyens ? Je crois qu'il y a assez de connaissances et AiA est une preuve qu'il y a des gens compétents, informés par rapport aux besoins les plus urgents. Et je pense que la politique à ce stade-ci fonctionne encore comme un cheval fou où on ne sait pas trop, on va saupoudrer encore de l'argent à tout le monde comme ça tout le monde est content et on ne va pas spécialement se poser les bonnes questions. Ici, par rapport à cette vision agroécologique de Good Food, on a été en dialogue pendant neuf mois, depuis l'été passé, avec l'administration et il y a vraiment quelque chose, de ce que je ressens, au niveau de la volonté et du cognitif de comprendre que ce n'est pas parce qu'on dit qu'on va

faire de l'agroécologie, que tout d'un coup tout va se transformer. C'est aussi de se poser la question de « Moi en tant que chercheuse, comment je peux me mettre au service des questions de recherche, des besoins de terrain ? » Plutôt que d'arriver et de dire que je suis l'experte et que je vais vous dire comment faire de l'agroécologie. C'est un petit peu aussi ce qu'on attend des administrations ou des cabinets, c'est de se dire « OK, comment je peux me mettre à l'écoute et avoir l'honnêteté intellectuelle de dire que je n'ai pas de vision ? Est-ce que vous voulez bien construire cette vision ensemble ? ». Et oui, ça va prendre du temps, mais de toute façon, ça leur a pris deux ans pour recréer cette politique alimentaire. Alors oui, il y a eu le corona, mais c'est aussi l'occasion de réfléchir un peu plus en participation.

C'est un souci de participation et de co-construction avec les acteurs de terrain qui ont les compétences, si je comprends bien.

Oui, c'est ça, mais ce serait un aveu de manque de vision, et c'est un petit peu un tabou. S'il y avait une vision forte et qu'elle n'était pas vraiment comme on la voulait, on pourrait en tant que mouvement AiA dire qu'on n'est pas d'accord et pourquoi. Mais ici, il n'y a pas d'espace pour la cocréer.

Oui, c'est très clair. Je vois aussi un souci de gestion et un manque de but précis et de co-construction.

Oui. Et je pense qu'il y a des exemples, même si je ne suis pas spécialiste, où ça se passe de manière plus horizontale.

Ce sont des freins qu'on n'avait pas encore spécialement mis en avant donc c'est bien.

Après, j'imagine que là-dessus vient se mettre le budget, les trucs comme ça, mais je crois que si tu peux expliquer honnêtement et clairement que le budget tu le mets en fonction de la vision que tu as développée avec tout le monde, c'est moins facile de rouspéter. Là, le parti pris c'est de faire plus avec moins. Mais les associations où il y a une personne qui doit porter à bout de bras un réseau... La Fédération, c'est une nana qui va travailler un an pour essayer de concilier soixante agriculteurs. Ce sont des gens qu'on pousse vers le burn-out et il y a quelque chose d'insidieux où on nous dit qu'on a besoin de nous pour construire cette vision, mais on ne nous donne pas l'espace pour nous exprimer et on ne nous soutient pas pour le faire. Il y a eu vraiment une demande collective des acteurs au tout début par rapport à cette nouvelle mouture Good Food. Très vite, on a alerté au sein d'AiA les administrations pour dire que ça allait nous prendre beaucoup de temps, et c'est le cas maintenant. Je crois qu'il y a un ou deux GT par semaine,

donc les personnes qui essaient de suivre comme Jonathan qui a six GT, tout leur temps de travail est bouffé par ça parce que tu dois lire des textes en amont pour pouvoir discuter avec tes collègues. Et tout ça, c'est aux frais de la princesse. Et typiquement, les acteurs comme moi, en tant que scientifique, je ne suis absolument pas payée pour ça, mais pour une recherche qui n'a rien à voir avec ça.

Il n'y a vraiment aucun soutien financier donc ?

Non. Et c'est un double discours de nous dire qu'on a besoin de vous, qu'on a besoin que vous vous impliquiez, mais c'est selon nos règles et on ne vous soutient pas pour le faire.

C'est le serpent qui se mord la queue et vous faire travailler en coulisses alors que la stratégie est déjà toute faite.

Oui. Et on peut s'attendre à ce que des acteurs associatifs comme nous rouspètent, mais, quid des producteurs ? Les producteurs, tu ne les as pas pour faire ça et donc tu n'as pas leur voix pour les entendre. Tu crées une politique « là », mais le gros des pratiques se trouve « ici ».

C'est ça, le souci du bottom-up n'est pas du tout mis en place.

Non, je pense qu'on n'y est vraiment pas.

C'est super, tu m'as donné plein de données donc c'est parfait !

Je parle peut-être beaucoup. [Rires]

Non, pas du tout, plus j'ai de données, plus je pourrai recouper avec les autres pour offrir un travail approfondi. Du coup, de mon côté je suis bon. Est-ce que tu veux rajouter quelque chose ?

Non, c'est dur de résumer toutes ces années. Peut-être, s'il y a des choses auxquelles je repense, je te recontacterai.

Pas de soucis, n'hésite pas si tu penses à quelque chose. De toute façon, tout se reliera et j'aurai une vision générale de ce qui a été fait et de ce qui se fait.

OK. En tout cas, je t'encourage à aller voir dans les premiers documents pour comprendre comment AiA s'est lancé.

Super, c'est très gentil à toi de m'avoir donné ce conseil. En tout cas, je te souhaite une bonne fin d'après-midi, bonne continuation et à une prochaine surement.

A.14. Retranscription de l'entretien du 19-04-21 : Jonathan Peuch

Salut Jonathan !

Allo, salut !

Tu m'entends bien ?

Oui c'est bon, je pense.

Super ! Je ne sais pas de combien de temps tu disposes. J'avais prévu une heure.

Oui, j'avais prévu une heure aussi. C'est un peu le maximum, mais c'est bon.

Parfait. Je voulais déjà te remercier de prendre un peu de temps pour répondre à mes questions et de faire ce travail avec moi.

Avec plaisir. Merci à toi d'avoir choisi AiA comme sujet d'étude, un sujet passionnant !

Écoute, oui ! J'espère pouvoir donner un aspect intéressant à ce mémoire. Je ne sais pas si tu as besoin d'un récap sur le sujet en général.

Ouais, ce serait bien.

D'accord. Le but de mon mémoire c'est de faire une analyse d'AiA depuis sa création au niveau de son évolution, puis de voir quels sont ses « impacts » au niveau des politiques belges, plutôt wallonnes et bruxelloises. C'est aussi de déterminer des freins à la transition agroécologique chez nous, en comparant ça avec le mouvement français, principalement, et brésilien.

Vaste programme.

Très vaste, en effet. Je ne suis pas sûr de pouvoir aller aussi profondément que ce que je voudrais. Pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter en quelques mots ? Dans quelle association travailles-tu ? Quel est ton rôle dans cette association ? Quelle est sa mission ?

Je m'appelle Jonathan, je travaille chez FIAN qui est une ONG qui défend le droit à l'alimentation. On l'aborde de deux côtés. D'abord, le droit des paysans à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire leur droit d'avoir accès aux ressources naturelles nécessaires à la production, à des revenus, aux marchés pour travailler dignement, ce qui n'est pas du tout le cas en Belgique ou ailleurs vu qu'ils sont mis sous pression par l'internationalisation de la

production, la transformation de la distribution, etc. D'un autre côté, c'est le droit à l'alimentation des personnes dans la précarité, des mangeurs et consommateurs qui n'arrivent pas à avoir accès à une alimentation de qualité, favorable à leur santé. C'est un peu les deux faces de la même médaille parce que, ce qu'on dit c'est que dans le système alimentaire, aux deux bouts de la chaîne alimentaire, il y a un appauvrissement et, au milieu, une captation de la valeur. C'est ce qui, à notre avis, porte atteinte au droit à l'alimentation. Après, pratiquement, on fait du soutien aux mouvements sociaux comme les syndicats, les ONG, les associations de terrain. On va les soutenir dans leurs actions, dans les mobilisations et on va essayer de leur expliquer en quoi le vocabulaire des droits de l'Homme peut leur être utile, notamment pour se voir bénéficiaire de droits et non demandeurs dépendants de la bonne volonté de leurs maîtres. Ça, c'est plus une partie de formation et d'éducation permanente.

Après, on fait aussi du plaidoyer avec l'objectif de changer les lois et que les lois belges soient conformes aux droits humains à l'alimentation, ce qui n'est pas le cas pour l'instant. On fait des notes, des rapports, on essaye de faire remonter ces idées dans les cabinets, dans les administrations, auprès des parlementaires, chez ceux qui font les lois.

C'est au niveau belge ou francophone ?

C'est ce que j'allais justement rajouter. D'abord, on travaille à plusieurs niveaux parce que FIAN est une ONG internationale. Notre principal travail est vraiment de négocier et d'interpréter les textes des droits humains tels qu'ils sont négociés dans les organes de l'ONU ou à Genève, au Conseil des droits de l'Homme. Une fois qu'on a des textes satisfaisants et qu'on a envie d'appliquer, on revient vers les pays et sections nationales en leur disant ce qu'il faut faire. Dans le cas belge, c'est particulier parce qu'on travaille au niveau régional : Bruxelles, Wallonie, Flandre. Je travaille plutôt sur Bruxelles, un collègue sur la Wallonie et une collègue plutôt sur la Flandre, mais en fait on travaille souvent ensemble selon le niveau de compétence. On a aussi des personnes dédiées aux questions européennes, notamment sur les questions agricoles et de consommation. On essaye d'aller là même si on n'a pas assez de ressources, mais on essaye avec des alliés.

On essaye de jongler avec de différents niveaux. Il y a des obligations internationales qui existent. On essaye de les faire appliquer au niveau national. Nous, on est la section FIAN Belgique, mais il existe une vingtaine de sections dans une vingtaine de pays dont plusieurs en Europe (Allemagne, Suède, Autriche), en Amérique du Sud, en Asie, etc. De temps en temps, on se réunit au niveau international et on essaye de faire bouger les choses.

Chouette, c'était une association qui m'intéressait donc content d'en savoir plus sur FIAN. Je continue pour savoir quel est le rôle de FIAN dans AiA. Dans quoi FIAN est-elle impliquée ?

Pour AiA, vu que tu as déjà interviewé Manu, je peux te dire que FIAN joue un rôle pivot dans l'organisation d'AiA, notamment en temps de travail, vu que Manu y passe beaucoup de temps et que je passe beaucoup de temps dans le GT Bruxelles. Manu travaille beaucoup sur la question de la coordination générale. Éléonore, coordinatrice d'AiA, est engagée par FIAN donc on est la structure pilier au niveau administratif et on a un rôle très important à plusieurs niveaux. On est là depuis longtemps et AiA commence à être un mouvement mature avec des associations qui se connaissent bien. Une des fonctions d'AiA est d'assurer la coordination et la réunion d'acteurs différents qui travaillent sur la question de l'agroécologie. Et à ce niveau-là, c'est clair pour moi et c'est acté, à tel point que c'est parfois difficile de voir qui fait quoi tellement certaines structures sont liées par AiA comme Rencontre des continents.

FIAN joue donc un grand rôle, mais c'est un défi aussi de doser le temps de travail entre ce que ça nous rapporte et ce que ça nous coûte d'y investir du temps. Est-ce qu'on ne ferait pas mieux parfois de faire nous-mêmes le travail sans passer par AiA ? C'est toute la question de la mise en réseau. Chez FIAN, on est une ONG qu'on appelle de « seconde ligne », c'est-à-dire qu'on ne s'adresse pas vraiment au grand public, mais on fait du soutien de fonds au réseau et aux organisations des mouvements sociaux. Une de nos activités est donc de soutenir les réseaux et, principalement, AiA. On a un rôle fondamental, mais ce ne sera pas nous qui serons mis sur le devant de la scène.

D'où l'intérêt d'être dans AiA qui se veut peut-être avoir un rôle futur de sensibilisation du grand public, selon les dires d'autres membres que j'ai déjà interviewés. Je ne sais pas si tu es d'accord avec ça.

Je ne sais pas si c'est au niveau du grand public. Je vois ça comme une sorte de mutualisation, mais les gens ne vont pas trop connaître AiA. C'est vraiment une structure de plaidoyer qui est connue par les administrations, mais le grand public ne le connaît pas, même les militants dans le secteur alimentaire nous connaissent de nom, mais ne savent pas comment ça marche. On ferait partie d'une « troisième zone ». AiA n'est pas Greenpeace ou le WWF. On n'a pas les moyens comparables, mais, si on le voulait, on pourrait choisir de mettre des affiches dans le métro plutôt que de faire une manifestation le 17 avril. Notre but n'est pas vraiment de sensibiliser le grand public. Certaines organisations dans AiA vont le faire. D'ailleurs,

Greenpeace est membre d'AiA. Mais quand on est là, c'est vraiment pour mettre en commun des plaidoyers et porter des revendications communes. Ce n'est pas que le grand public va être au courant, mais nous, les acteurs dans AiA, on aura les mêmes revendications et ça donnera du poids au mouvement. On va tous défendre la même position et la même idée. C'est là qu'AiA va avoir sa vraie plus-value.

C'est vrai que, quand je parlais de grand public, je parlais plutôt des conséquences du plaidoyer politique. Mais ce pour quoi je t'ai contacté, c'était pour te parler du GT Bruxelles afin d'avoir des interviews en lien avec la coordination, le GT Plaidoyer et le GT Bruxelles. Vu que tu es en plein dedans, est-ce que tu pourrais m'expliquer depuis quand ce GT existe ? Comment vous organisez-vous ? Qui sont ses membres ? Quels sont les grands projets du GT ? Une sorte de carte d'identité du GT.

Le groupe de travail est vraiment très récent, je pense qu'il date de cette année en fait. On a fait une première grosse réunion fondatrice il y a un mois et avant ça on s'était réunis, mais plutôt de manière informelle pour savoir qui serait intéressé par un tel GT. Ce GT va être orienté vers la stratégie Good Food, en tout cas c'est l'une des cibles principales même si ce n'est pas la seule. Dans la stratégie Good Food, je ne sais pas si tu sais comment ça marche, il y a le conseil participatif et des groupes de travail. L'idée c'est que les membres d'AiA puissent à peu près suivre tous les dossiers parce qu'on a des positions sur quasiment toutes les questions, mais aucun membre n'a la possibilité de tout suivre. On se répartit le travail à ce niveau-là et chacun va suivre un ou deux GT. Ensuite, dans le GT Bruxelles, on va se partager les informations et se demander si on a des positionnements communs sur les questions. Ça permet de faire circuler l'information et je pense que c'est quand même l'objectif principal pour l'instant, étant donné que toute l'année va être portée sur la co-construction de la stratégie Good Food 2.0.

Après, on ne va quand même pas se faire absorber que par ça et avoir une vie en dehors de Good Food. Pour ça, il y a des positionnements qui peuvent exister en fonction des sollicitations qu'on peut recevoir, comme des parlementaires généralement qui ont des questions sur l'agroécologie ou un parti, qu'il soit dans la majorité ou non. Ça peut aussi être le Plan Social-Santé Intégré, qui est aussi une compétence du Ministre Alain Maron qui s'occupe de la stratégie Good Food, mais également du social et de la santé. C'est une autre manière de questionner l'alimentation, qui n'est pas la stratégie Good Food, mais qui reste bruxelloise. Nous, on essaye de créer des liens, des ponts entre la stratégie alimentaire, sociale et santé, notamment sur la question d'accès à une alimentation de qualité.

On travaille aussi avec le GT Plaidoyer en général, mais l'activité bruxelloise c'est ça. Pour l'instant en tout cas. On verra ce qui va se passer, c'est assez nouveau. On s'est aussi dit qu'on aurait des moments de réflexion sur du plaidoyer, mais pas forcément pour répondre à de l'actualité ou à des questionnements, mais plutôt nous positionner sur des questions comme le Bio. On sait que ce sont des sujets de fond qui existent. Ça apparaît de temps en temps donc on veut avoir des positionnements et savoir ce qu'on en pense. Le foncier aussi, c'est une autre problématique. On sait qu'il y a des débats à mener et des positionnements à avoir.

Ce sont des positionnements qui vous serviraient en général au niveau bruxellois ou aussi pour d'autres niveaux ?

Là, je parle vraiment du GT Bruxelles, mais, après, ce sont des questions qu'on travaille tous plus ou moins à d'autres échelles. C'est l'intérêt d'adapter les débats qu'on peut avoir au niveau bruxellois. Pour le bio par exemple, la question est de savoir si ça peut être un standard pour booster la transition agroécologique. Si on dit que toutes les cantines scolaires et la restauration publique doivent passer au bio, qu'un label Good Food pour les cantines ou l'Horeca ça veut dire que c'est du bio, etc. Il faut qu'on puisse dire si c'est bien ou non. Je ne vais pas rentrer dans les détails de fond, mais c'est une vraie question. Le bio ce n'est pas l'agroécologie. Certains considèrent que le bio c'est un minimum pour l'agroécologie, d'autres que c'est un standard industriel dont il faut s'éloigner. Donc ce sont des questions qu'on doit avoir entre nous parce qu'on sait qu'elle existe et qu'elle intéresse particulièrement les Ecolos, par exemple, à Bruxelles. Personne ne nous a posé de question là-dessus, mais on va essayer de préparer en amont. Pour autant, moi chez FIAN, on a pu travailler sur le bio au niveau européen. Ce ne sont pas du tout les mêmes enjeux au niveau bruxellois.

C'est définir une position commune dans le GT au cas où les sujets arrivent sur la table des négociations au niveau bruxellois ?

Oui, c'est avoir les idées assez claires de manière à réagir n'importe quand. Que ce soit en réunion, envers des journalistes ou des politiciens. Ça donne des bases pour diffuser des idées par après.

Je rebondis sur la stratégie Good Food qui a l'air d'être le gros projet du GT Bruxelles pour l'instant. Est-ce que tu pourrais revenir sur le travail réalisé par le GT Bruxelles par rapport à cette stratégie ? Est-ce que vous avez des chances de pouvoir mettre vos revendications à l'agenda ou est-ce qu'il y a des freins ?

Je t'en ai déjà un petit peu parlé, mais il y a cette répartition des GT en lien avec les compétences des différents membres d'AiA. Personnellement, je vais suivre le GT « accessibilité de l'offre » et « lien entre comportement alimentaire et santé ». Le Début des Haricots va aller sur celui portant sur l'agroécologie. Mais on a défini des positionnements communs donc je sais plus ou moins ce qui sera dit, même si je ne l'aurais peut-être pas dit de la même manière, mais on a une base commune. Du coup, on revient aussi après entre nous pour dire ce qui a été dit et ce qui n'a pas été dit dans chaque GT.

Ensuite, AiA a une place au sein du conseil participatif directement. C'est hyper intéressant parce c'est dans le conseil que sont prises les décisions et les orientations, notamment de créer un GT. C'est une chose d'y participer, mais c'en est une autre de créer un GT. AiA a le pouvoir de créer et proposer des GT ainsi que de coporter des GT.

Là, c'est une personne de la coordination représentant AiA qui va au conseil participatif ?

Non, c'est AiA Bruxelles qui y sera. Le GT Plaidoyer n'est pas sollicité pour ça, mais plutôt pour des questions plus transversales. C'est généralement Éléonore qui y siège, même si elle est coordinatrice d'AiA donc aussi dans la coordination. On est quand même un petit groupe. C'est en tout cas en tant que GT Bruxelles qu'elle y va et elle suit les orientations qu'on lui donne. Les autres ne suivent pas autant que nous les questions bruxelloises.

On a aussi des alliés et donc, dans la structuration du conseil il y a trois catégories. Les acteurs conventionnels, qui ne sont pas nos ennemis, mais qui détiennent le système alimentaire industriel contre lequel on se bat donc ça peut être des alliés d'opportunité, mais généralement ça ne l'est pas et ils vont plutôt avoir tendance à bloquer nos idées. Il y a le groupe des acteurs émergents qui sont plutôt nos alliés avec des gens comme la FdSS, les milieux sociaux, les mouvements santé, donc un groupe plus large qui est potentiellement notre allié. Finalement, on a l'administration ou les cabinets et eux ça dépend de la législature, mais, concrètement, en ce moment, comme le cabinet est Ecolo et que les personnes dans l'administration veulent que ça change... on a tous les experts alimentaires de notre côté parce que ce n'est pas une question de science ; c'est assez clair que les gens sont malades avec les produits industriels et que les agriculteurs sont de plus en plus pauvres. Au niveau expertise et scientifique c'est assez clair, mais après, c'est une question de rapports de pouvoir et décision d'où va l'argent et de qui fait quoi. Donc, dans le conseil participatif, ça fait quand même pour l'instant le tiers administratif qui est plutôt de notre côté, le tiers émergent qui est plutôt de notre côté aussi et le tiers conventionnel qui ne sera pas forcément de notre côté, mais ce n'est pas de l'opposition frontale

parce que, pour eux, ils font de l'économie et pas du politique. Au contraire, nous c'est l'horizon politique qui nous intéresse et notre but n'est pas de faire de l'argent, mais de créer une société. Pour les autres, le but c'est de créer de l'argent et il se fait que ça crée une société.

Ce sont un peu les positionnements et, généralement, je suis assez optimiste que la stratégie soutienne l'agroécologie et améliore la situation. C'est une opportunité pour nous de faire avancer ces choses-là. Après, si la législature change, si les ministres changent... ça peut changer. Mais pour l'instant, en tout cas... c'est pour ça aussi qu'on a décidé de mettre le paquet sur ça cette année parce qu'il y a des chances pour que toutes nos propositions soient entendues même si on sait que nos positionnements ne sont pas toujours réalistes. C'est une chose de dire qu'on veut moins de grandes surfaces et plus d'agroécologie, mais ce n'est pas le rôle de la Région de réaliser une revendication comme celle-là. Donc entre ce qu'on revendique et ce qu'on a, c'est deux choses différentes.

Forcément, il y a une traduction politique des revendications qui est différente.

C'est ça. Il y a des questions de budget, de temporalité, d'intérêt, etc. Il y a plein de questions qui se posent et il faut un peu de réalisme sur l'aspect de la transformation sociale. Il y a un idéal depuis lequel on part, mais on ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas de réalité quand on fait des revendications. Donc on sait que tout ce qu'on dit ne sera pas repris, mais il y a l'intention de l'horizon culturel qui est là. C'est ça que j'appelle « être entendu » parce que cet horizon est assez bien partagé au sein du conseil et dans la stratégie. Mais après, qu'est-ce qu'on va vraiment faire concrètement ? Surement pas tout ce qu'on veut. Et dans la réalité, l'agroécologie est très marginale... même si on multiplie par dix l'agroécologie, on arrivera peut-être à 50% du marché. Ce serait vraiment énorme, mais pour l'instant on a 5% et les autres ont 95%.

Du coup ton sentiment par rapport à la stratégie Good Food c'est que vous êtes entendus au niveau des revendications et de l'idéologie générale. Forcément, la réalité politique enlève une partie de ce à quoi vous voudriez arriver. Un des freins, c'est peut-être la réalité politique et la temporalité ? Et de l'autre côté, il y a aussi les acteurs conventionnels qui font bloc sur certaines questions et qui vous empêchent de mettre à l'agenda tout ce que vous devez mettre en place ?

Oui, après pour l'instant je ne vois pas vraiment de blocage. Ils sont plus en position d'observateur. Après on va voir parce que les premiers GT n'ont pas encore eu lieu. Le premier, c'est fin avril. Ils sont plus là pour écouter, pour voir. Enfin, c'est déjà arrivé qu'ils montent au

créneau sur certaines questions. Par exemple, quand la stratégie Good Food a dit que ça serait bien que les supermarchés fassent leur maximum pour vendre des pommes locales puisque la Belgique est un énorme producteur de pommes et de poires. On importe, on exporte, mais il y en a largement de quoi nourrir la population dans le pays. C'était quelque chose de vraiment réaliste et concret et là, on les a entendus. Ils ont commencé à menacer de porter plainte si jamais la Région voulait les obliger à vendre des pommes locales parce que ça serait complètement illégal par rapport au marché intérieur de l'Union Européenne.

Donc, en gros, ils sont là en observateur et si jamais ça touche leurs intérêts, ils réagissent très fortement, mais, la plupart du temps, ils s'en fichent que dix hippies et quatre fonctionnaires un peu zélés essayent de faire passer une loi ou l'autre. Ils savent bien que leurs intérêts ne sont pas là, mais ils sont quand même en surveillance. Je crois qu'ils essayent même de suivre les débats qui les dépassent parce qu'ils n'ont pas nos visions politiques. La plupart, ce sont des commerciaux, des entrepreneurs. Même si ces gens-là engagent des lobbyistes, ils n'ont quand même pas grand-chose à dire donc ils vont suivre leurs intérêts économiques et commerciaux, mais ils ne vont pas bloquer le fait que des gens réfléchissent à avoir une société plus juste et plus verte.

Là, c'est peut-être « l'avantage » d'être à Bruxelles s'il n'y a que pour certains sujets où ça touche leurs intérêts, mais que, pour le reste, ils sont en position d'observateur ? Dans d'autres interviews, on me disait que les relations politiques au niveau wallon étaient beaucoup plus compliquées et qu'on ne les écoutait même parfois pas. Je ne sais pas si c'est un avantage spécifique à Bruxelles.

Je pense que ce n'est pas vraiment lié à la taille de la région, en termes de poids politique ou de géographie, mais plutôt parce que c'est un environnement urbain. La thématique de l'alimentation durable, c'est un truc très urbain généralement. En Wallonie et en Belgique, en général, ce sont les villes qui se saisissent de ces questions-là avec les ceintures alimentaires. Donc c'est Liège, Charleroi, toutes les villes quasiment comme Verviers, Namur ou Tournai. Elles n'ont pas toutes les ceintures alimentaires, mais elles ont le projet de le faire. Pour Liège, c'est quand même assez abouti. Bruxelles, c'est une ville quoi. C'est une Région, mais c'est une ville avant tout dans sa logique profonde et c'est en ça que c'est vraiment intéressant d'être à Bruxelles. Par contre, ça reste une région qui peut montrer l'exemple aux autres régions, mais, pour moi, Bruxelles dans cette thématique-là se rapproche plus de Namur, Charleroi ou Liège que de la Région wallonne ou de la Région flamande. Mais clairement, en Wallonie ou en

Flandre, ce n'est pas du tout la même écoute. L'écoute est plus comparable à Namur où Ecolo est dans la majorité ou à Liège qui est plutôt PS.

Donc c'est vraiment la différence des enjeux et des niveaux de pouvoir plutôt que de la taille de la Région, tout comme le fait que ce soit une région urbaine.

Ouais, c'est ça. C'est vraiment le fait que ce soit une région urbaine parce que, si c'était la Région wallonne, les relations seraient vraiment différentes. Le poids agricole, c'est vraiment beaucoup le CDH en Région wallonne, en Flandre c'est le CD&V. Ce ne sont pas du tout les acteurs les plus progressistes qui ont le pouvoir dans les autres régions. Et l'Agriculture reste dans les mains de l'agriculture conventionnelle et des acteurs conventionnels. Donc ça avance moins dans les autres Régions. C'est vraiment une sorte d'illusion due à la construction institutionnelle de la Belgique. À ce niveau-là, je vois plus Bruxelles comme une ville que comme une Région. Ça ne va pas du tout inspirer les autres Régions, mais plutôt les autres villes.

C'est un petit peu la particularité belge.

Oui et là ça tombe bien. Ce n'est pas parce que c'est une Région que ça explique l'intérêt, mais parce que c'est une Région, il y a plus de pouvoirs qui sont là qu'une ville comme Namur et ça c'est plus prometteur. C'est plus de budget, plus de pouvoir politique, plus de moyens. C'est parce que c'est une ville qu'il y a cette dynamique, mais parce que c'est une Région, ça peut aller plus loin.

Tu m'en as déjà parlé aussi, mais, ce qui est intéressant, c'est aussi qu'il y a la coalition Ecolo au pouvoir à Bruxelles. J'imagine que ça aide fortement la mise en place de ce projet vu qu'ils le portent, et que ça aide que vous soyez plus entendus qu'autre part. À quel point est-ce que la coalition politique au pouvoir aide à la mise en place de ce projet agroécologique bruxellois ?

Juste, ce ne sont pas les Ecolo qui ont lancé ce projet, mais le CDH avec Céline Frémault en 2015. Du coup, ce ne sont pas les Ecolo qui l'ont lancé, mais c'est une stratégie agricole du CDH reprise par Ecolo. Là on rentre dans la stratégie 2.0 qui sera lancée par les Ecolo, mais jusque-là, on est encore sur les bases du projet du CDH même si ce ne sont plus les mêmes ministres. Alain Maron jusque-là s'est contenté, pour Good Food 1.0, de faire le bilan, mais ce qui l'intéresse c'est de savoir ce qu'on va faire pour la suite. Mais donc, c'était globalement bien implanté par le CDH. La Région bruxelloise est quand même bien implantée à gauche.

Avant c'était CDH-PS, maintenant c'est Ecolo-PS. Il y a clairement un mouvement de fond qui fait que, sauf dans les partis de droite, ça va continuer. Mais il y a aussi un levier de la législature actuelle. Ce qui compte dans ce genre de politique c'est maintenant, la première année quand la politique publique est définie. Une fois qu'elle est définie, ce sera pour 5 ans et donc même si entretemps, c'est la NVA qui gagne les élections, ce qui a été décidé maintenant devra être amené jusqu'au bout. Les ministres mettront peut-être d'éventuels bâtons dans les roues de la stratégie, mais ce sera marginal. Ce qui compte, c'est ce qu'on décide maintenant et c'est aussi pour ça qu'on s'y attèle.

Donc, le fait que ce soit Ecolo et qu'ils prônent un mouvement alternatif, ça aide à mettre en place une autre dynamique au niveau bruxellois ?

Oui, enfin c'est un peu la question de l'œuf ou la poule. Tu ne sais pas si c'est parce qu'il y a un mouvement bruxellois qu'Ecolo a été élu ou parce qu'Ecolo a été élu qu'il y a une dynamique bruxelloise qui prend de l'ampleur. Il y a un lien entre les deux en tout cas. Mais les Ecolo ont réussi un peu partout, aussi en Wallonie, et ce ne sont pas que les questions alimentaires qui définissent ça. Les enjeux climatiques expliquent bien plus les résultats d'Ecolo que les questions alimentaires. Après, ils ont réussi à faire des liens entre le climat et ces questions alimentaires pour essayer d'écologiser la question agricole. Mais ce ne sont pas eux qui sont les moteurs de cette dynamique. Ils savent qu'ils ont des alliés là-dedans, ils le récupèrent et clairement ça rentre dans leur ligne politique.

En ce moment, ils sont très favorables, mais il y a le parti et les personnes dans le parti. Alain Maron est particulièrement ouvert sur ces questions-là, mais ça aurait pu être d'autres personnes et ça n'aurait peut-être pas été la même chose. Pour le moment, il y a un alignement des astres et ce sont des fenêtres d'opportunité qui sont ouvertes.

Le changement social qu'on veut avec l'agroécologie prend des décennies et je pense que là on est bien pour cinq ans, mais le changement il prendra beaucoup plus de temps. Par exemple, l'objectif de faire 30% de fruits et légumes autour de Bruxelles, qui était l'un des objectifs de la stratégie Good Food 1.0, plus personne n'en parle. C'est un très bel enjeu, mais ça voudrait quand même dire que 70% des produits ne viendraient pas des alentours de Bruxelles et, comme l'objectif a été un petit peu « backé », si on a 10% dans cinq ans, ce sera déjà bien. C'est ça les ordres d'idée qu'il faut garder en tête. Le pouvoir n'est pas très centralisé, il y a beaucoup d'opposition donc ça prend du temps. Ce n'est pas un pays de révolution donc il y aura une évolution tendancielle très positive, mais pas plus.

Très bien, tu me fais rebondir sur une autre question. Comment vois-tu le futur proche de l'agroécologie en Belgique vu les forces politiques actuelles et les forces citoyennes actuelles ? La temporalité politique et la décentralisation du pouvoir peuvent empêcher une transition « rapide » selon ce que tu me dis ?

Je pense que c'est assez particulier à la Belgique. Je crois beaucoup au changement dans les villes, ça peut aller très vite et c'est en train d'aller très vite. Je crois beaucoup aussi aux initiatives citoyennes. Entre il y a dix ans et maintenant, depuis la création du Début des Haricots qui est l'ONG spécialisée dans l'agriculture urbaine à Bruxelles, on a des stratégies avec des millions d'euros au niveau de toutes les grandes villes belges. Ça a été très vite. Chez les gens, les consommateurs, ça va très vite aussi à cause de la crise climatique étant donné que les enjeux climatiques sont de plus en plus saillants.

Après, l'enjeu est de créer un environnement législatif favorable à ça, mais je pense que le terrain va de toute façon plus vite que les lois. Chez FIAN, c'est notre travail de transformer les initiatives de terrain en lois, mais il existe de gros blocages qui sont très loin d'être débloqués. C'est l'Union Européenne et la position de la Belgique au niveau européen et fédéral qui bloque. Il n'y a que la Région wallonne qui a bloqué le CETA tandis que le niveau fédéral belge est vraiment bloquant. Donc, là-dessus, je n'y crois pas trop. Je ne crois pas tellement à une révolution par la loi en Belgique. La Région wallonne et la Région bruxelloise peut-être, le terrain surtout.

En cinq ans, je ne vois aucune chance que ça bouge un petit peu au niveau européen parce que c'est indéboulonnable. La PAC qui vient d'être votée est absolument nulle et c'est pour sept ans. Donc, le principe qu'il y a un marché unique, qu'il y a des accords de commerce, que le but c'est de centraliser les exploitations et les fermes pour faire des économies d'échelle, ne pas prendre en compte les externalités sociales et environnementales pour avoir le prix le plus bas sur des produits nuls et pouvoir les vendre le plus cher possible, je pense que cette logique-là est vraiment très loin d'être battue. Et c'est cette logique-là qui est dans la tête de Borsus en Région wallonne, mais aussi dans celle de tous les ministres au fédéral. Je ne crois pas du tout à ce changement-là. C'est une idéologie qui changera en prenant son temps. Pour moi, les principaux blocages sont à ce niveau-là. Par contre, le terrain m'impressionne tous les jours, mais le problème c'est que, tant qu'il n'y a pas une loi pour multiplier les initiatives du terrain, il ne sert à rien. Mais si toutes les villes s'emparent de la question, font des lois et des ceintures alimentaires...

Est-ce que vraiment ça ne sert à rien ? Ou est-ce que c'est parce l'impact est seulement au niveau local ?

Je pense que le local sert s'il arrive à influencer le global. Mais local-local ça ne sert à rien, ça reste local. Il peut y avoir un super exemple dans un village, mais, dans le même village, il y aura sûrement un Delhaize et un Carrefour. Le niveau structurel et macroéconomique ne changera pas si le local n'arrive pas à faire le lien avec le global.

Tu dirais que dans le GT Bruxelles et dans la stratégie Good Food, c'est l'idée de mettre en place un plan avec des initiatives qui existent déjà au niveau local pour que ce soit impactant au niveau global ?

Oui, c'est un peu ça. Je vois la stratégie Good Food et les ceintures alimentaires comme le lieu de réunion entre le local qui se bouge à fond et les lois, le niveau administratif et législatif. Les ceintures alimentaires sont le lieu politique pour réussir à généraliser une pratique alternative. C'est en ça que la stratégie Good Food est intéressante.

Après, le problème est que les associations de terrain sont payées par la stratégie Good Food donc c'est le serpent qui se mord la queue. Donc, c'est la stratégie qui nourrit le terrain et le terrain qui renourrit la stratégie. C'est ça le but du conseil participatif. Au fond, le GT Bruxelles a du sens parce qu'il y a le conseil participatif et qu'on a une fenêtre politique offerte par la stratégie, ce qui est assez rare. La stratégie finance donc les acteurs et leur donne une voix politique assez forte. Parce que sinon, on pourrait juste faire des fermes en circuit-court sans relais politique, mais ça serait du local-local avec un impact minime.

Je n'ai plus énormément de questions, mais, pour finir, je me demandais si au niveau bruxellois il y avait eu un travail au niveau de la PAC. Des pressions ont-elles été faites au niveau régional ou est-ce que vous avez participé à d'autres actions ?

En gros non, sauf dans certaines exceptions. De manière générale, la PAC à Bruxelles, c'est compliqué parce qu'il n'y a pas beaucoup de paysans. Du coup, ce n'est pas très clair de ce que peut faire la PAC. Après, je n'arrive pas à savoir et à comprendre ce que c'est. Il y a les plans stratégiques nationaux qui vont avoir lieu, mais je ne sais même pas si Bruxelles aura le sien. J'ai demandé à ce qu'il y ait un plan stratégique bruxellois spécialisé sur l'agriculture urbaine, ce qui pourrait aussi être inspirant pour d'autres régions d'Europe. Mais jusque-là, Bruxelles n'avait pas accès à la PAC.

Déjà, sur les questions wallonnes et flamandes, c'est déjà dur d'être positionné tellement c'est technique et tellement il y a d'acteurs. Mais bon, à Bruxelles, ça peut être l'inverse parce que, vu qu'il n'y a pas d'acteurs et que le champ est libre, c'est aussi possible que s'il y a un plan stratégique à Bruxelles, il soit vraiment intéressant. Il n'y a pas d'adversaires, il n'y a pas d'agriculteurs conventionnels, enfin ils sont seize, alors que des agriculteurs en agroécologie à Bruxelles ou dans les alentours il y en a plus d'une centaine. S'il y a des acteurs à aider, ce seront les producteurs en agroécologie et les fermes urbaines.

Du coup, ce n'est pas du tout un axe de travail fort, mais ça peut être intéressant. Donc là c'est aussi intéressant de suivre les autres sections. Au GT Bruxelles on n'en parle pas, mais dans le GT Plaidoyer plus général oui et on peut s'en nourrir.

Donc il n'y a pas spécialement de positionnement du GT Bruxelles.

Non, mais ce que je viens de te dire, c'est construit. Donc on a une sorte de positionnement et on pourrait le ressortir si le sujet arrive sur la table. On sait que ça va arriver parce qu'il y a une étude qui a été commanditée par la Région sur la PAC et qui n'est pas encore sortie. Ça risque d'arriver bientôt sur la table. Donc c'est possible que ce soit bientôt un gros débat, ou bien le rapport dira que ça n'a aucun sens de faire un Plan stratégique bruxellois et *punt aan de lijn*.

J'espère que non et qu'il y aura quand même la possibilité d'avoir des financements. Je ne sais pas si tu veux rajouter quelque chose de plus. Sinon, je suis bon de mon côté.

Non, c'est assez clair.

Top ! Merci encore une fois d'avoir répondu mes questions et de m'avoir donné autant de matière à travailler.

N'hésite pas à me demander si tu as besoin d'aide.

A.15. Retranscription de l'entretien du 12-05-21 : Martin Biernaux

Hello hello. J'espère que je ne te dérange pas trop dans ton planning de travail.

Écoute, je termine ma journée avec toi.

Super. Je voulais déjà te remercier de prendre du temps pour moi, surtout que tu ne fais plus partie officiellement du mouvement. C'est d'autant plus sympa.

Avec plaisir !

Je ne sais pas si tu as besoin d'un rappel sur le sujet de mon mémoire.

Oui, je veux bien.

[Explication] Ta position est un peu particulière vu que tu ne fais plus partie du mouvement, mais pour présentation générale, est-ce que tu pourrais te présenter comme si tu en faisais encore partie ? Pour savoir pourquoi Solidaris fait partie d'AiA.

J'y suis encore un peu dans ma tête, donc ça va. Nous sommes rentrés dans AiA au tout début, dès sa création parce que, en fait, il y a dix ans, le service promotion de la santé de Solidaris de l'Union nationale des mutuelles socialistes a développé un gros projet autour de l'alimentation et de l'accès à une alimentation de qualité pour tous. L'approche promotion de la santé est une approche à 360° de l'alimentation qu'on veut de qualité. On parle d'une qualité nutritionnelle, c'est aussi une qualité sociale, environnementale et, en gros, cette définition de la qualité avec cette vision propre à la promotion de la santé a très vite rapproché cette vision de la qualité de l'alimentation durable. Vu que l'objectif était d'augmenter l'accès à cette alimentation de qualité et après avoir défini une alimentation de qualité, on a vite compris qu'il fallait rendre disponible cette alimentation durable. Du coup, ça nous a amenés à nous intéresser à l'agriculture, au développement de filières, à la grande distribution, à faire de la publicité autour de la malbouffe, etc. Donc, ça nous a mis en contact avec d'autres acteurs qui promouvaient l'alimentation durable à partir d'une autre porte d'entrée comme l'environnement, l'accès à la terre, etc.

C'est comme ça qu'on est rentrés sur cette thématique et, au fur et à mesure, étant donné qu'on développait nous-mêmes une expertise en termes de sociologie de l'alimentation et d'alimentation dans le sens de la santé publique, on a été amené à participer et à organiser des conférences, des colloques. C'est comme ça que, petit à petit, on a été mis en contact avec les

autres acteurs de l'alimentation durable, de l'agroécologie, et qu'on s'est aperçu qu'à partir de portes d'entrée différentes on se rejoignait et qu'il fallait essayer de se coaliser.

Est-ce que tu pourrais revenir sur la mission de Solidaris en tant que tel et ce que Solidaris apporte dans le mouvement ? C'est un angle assez particulier qui est assez intéressant dans un mouvement qui est plutôt axé sur l'agroécologie dans le sens environnemental du terme ou dans le sens des producteurs.

La mutualité travaille dans le domaine de la santé, mais pas seulement pour offrir une couverture aux soins de santé, mais aussi un rôle de prévention et de promotion de la santé, c'est-à-dire de travailler en amont. L'alimentation est un enjeu majeur de la santé, responsable d'obésité, des maladies cardiovasculaires, etc. En plus, le domaine de la consommation est fortement marqué par les inégalités sociales et voilà, en tant qu'acteur social, l'objectif est de lutter contre les inégalités sociales et de santé. On était donc partis sur ce domaine. On s'est rendu compte avec le contact des acteurs environnementaux que les initiatives agroécologiques avaient du mal à toucher les populations carrément défavorisées ou peu concernées. Là, on a senti que notre apport était celui de « dé-bobo-iser » la thématique et en interne, l'objectif était de pouvoir se servir du mouvement pour apprendre des choses et favoriser une meilleure santé. C'est dans une optique de plaidoyer en général donc, si un acteur de la santé comme Solidaris, pouvait joindre sa voix à des acteurs plus environnementalistes ou pour défendre des producteurs, on pouvait grossir le poids du mouvement. C'est une sorte de convergence des luttes sur l'alimentation durable et son accessibilité.

C'est intéressant ce côté d'accessibilité et de vulgarisation du concept.

Souvent, on observait que les messages de santé publique ou les initiatives agroécologiques ne parlent pas aux personnes précarisées et ne sont appropriés que pour ceux qui sont déjà favorisés. Souvent, il y a des projets qui se veulent inclusifs au départ et qui n'y arrivent pas. Finalement, on n'a pas trouvé la solution, mais on essaye de penser un peu plus à cette fin d'ordre sociologique et anthropologique.

C'est ça, c'est ce qu'Éléonore disait aussi. C'est une question très transversale que l'inclusivité et qu'il y a déjà eu un gros travail, mais que la réponse toute trouvée n'a pas encore été trouvée, sinon ça se saurait. Du coup, j'aurais voulu enchaîner pour savoir quels furent, selon toi, les moments importants du mouvement depuis sa création. J'ai posé la question aux autres donc pas de stress si tu penses oublier des choses.

Selon moi, un point positif du mouvement, c'est que beaucoup d'acteurs se sont manifestés et se sont investis dans le mouvement, avec peut-être pas une diversité équilibrée, mais une diversité d'acteurs tout de même bien qu'uniquement du côté francophone. Il y a encore cette vocation nationale, voire internationale. Ça a été impulsé par Olivier De Schutter au départ et il y avait un très bel élan lors de l'évènement de lancement.

Je pense que là où ça réussit aussi quand même bien c'est en matière de plaidoyer où j'ai l'impression qu'il y a vraiment une force de frappe qui s'est développée avec des réussites sur les deux dernières années et des subsides obtenus de la part de la Région bruxelloise et de la Région wallonne. Il y a une sorte de reconnaissance institutionnelle d'AiA alors qu'AiA n'a pas de statut juridique.

Justement, par rapport à ce plaidoyer, j'en reviens sur l'évolution du mouvement et du côté plaidoyer. D'autres membres me disaient qu'il y avait un gros travail qui avait été fait pour se faire reconnaître mais qu'il y avait peut-être un besoin de mener des actions pour avoir un « impact » concret. Comment est-ce que tu le vois ?

En fait, le GT Plaidoyer je l'ai suivi au début puis je ne venais plus aux réunions. Je le suivais plutôt de loin et sur des questions plus liées au monde de la production. À priori, on avait moins d'apports à faire, quoiqu'il y eût quand même beaucoup de travail sur la PAC. On aurait d'ailleurs pu plus contribuer. Je le voyais plutôt positivement donc parce que ça part de zéro. Après, il y a sans doute une professionnalisation de la technique de plaidoyer qui doit se faire. Mais comme beaucoup de choses, tous les GT et AiA dans son ensemble, la taille du levier et sa force dépendent de l'implication des membres. C'est la force et la faiblesse du mouvement. Parfois, voire même souvent, la plupart des participants font ça en plus de leur travail et donc... voilà. On aide, on donne un petit coup de main, mais on devrait sans doute avoir plus de ressources humaines en interne pour animer ces fameux GT plutôt que de compter sur la disponibilité et la bonne volonté de ses membres.

C'est forcément le problème des subsides et des ressources financières. Là, Éléonore a été rejointe par un second coordinateur donc j'imagine que ça va aider.

C'est ça et puis, pour chercher de l'argent, il faut du temps donc il faut des ressources humaines pour chercher de l'argent pour avoir des ressources humaines. C'est assez énergivore.

C'est le serpent qui se mord la queue. J'aurais aussi voulu revenir avec toi sur les freins et les leviers à la transition agroécologique. Avec ton vécu, quels seraient les freins,

internes ou externes, qui empêchent cette transition agroécologique à Bruxelles et en Wallonie ?

Au niveau plutôt politique et sociétal, un frein qui n'a pas encore été évoqué c'est l'organisation en silo où on a une politique de santé, d'aménagement du territoire, agricole, etc. Or, l'alimentation est multidimensionnelle et, du coup, chaque action se fait à des étages différents et chaque département agit à son niveau avec sa propre vision. Il y a un défaut d'intégration et d'interconnexion des politiques, un défi de cohérence des politiques. Tout est interconnecté.

Il y a aussi le défi socioculturel et socioéconomique. Il faut changer ses comportements, mais ce n'est pas facile d'adopter de nouveaux comportements quand on est contraints dans plein de domaines de sa vie comme pour le logement ou que, de manière générale, on n'a pas trop accès à la société de consommation. Recevoir des injonctions au changement alimentaire alors que c'est peut-être l'un des seuls côtés de la vie où l'on peut se faire un petit peu plaisir, c'est un frein qui est très difficile à lever. Et les organisations comme AiA est en troisième ligne et n'est pas directement en contact avec les publics pour travailler à la souveraineté alimentaire, en rencontrant les familles. Il y a un côté très lointain d'AiA qui n'est pas en contact avec les familles précarisées, ni d'ailleurs avec les producteurs conventionnels. Cet éloignement ne permet pas à l'action d'être très transformatrice.

C'est peut-être une action qui est plutôt tournée vers la réflexion et le politique plutôt que vers le grand public. Est-ce que c'est quelque chose qui manque, si les moyens financiers le permettaient ?

Plutôt AiA reste un réseau et ne peut pas faire tous les métiers. Par contre, qu'il y ait des acteurs de première ligne au sein du mouvement, qui eux peuvent faire ce travail de première ligne avec les populations précarisées, avec les producteurs, ce serait intéressant. Donc ici, on est acteur de la santé et du social, mais moi je ne suis en contact avec aucun affilié de la mutuelle. Notre apport est aussi lointain. Il y a trop d'acteurs qui sont éloignés.

Toi, avec Solidaris et ton département, est-ce que le fait d'avoir été mis en réseau avec des associations agricoles, environnementales, etc., tu sens que des choses ont été mises en place au sein de Solidaris grâce à cette proximité avec des associations d'AiA ? Ou non ?

Si si, ça a été entre guillemets du donnant-donnant. L'exemple emblématique c'est que Solidaris organise le Festival des Solidarités une fois par an. Au sein de ce festival, il y a un espace de débat chaque année. On l'a fait deux à trois fois d'affilée. L'un des trois ou quatre débats a été

coorganisé avec AiA. À priori, c'était « notre » public qui venait assister à des débats sur la transition des systèmes alimentaires. Il y a eu d'autres occasions comme ça, par exemple pour écrire un article dans l'un de nos magazines à destination de nos affiliés.

Donc il y a eu un intérêt et un lien moins déconnecté, même si ce sont des petites choses.

Oui, c'est ça, mais bon, voilà. C'est aussi lié au métier des uns et des autres. J'aurais eu un métier vraiment de contact avec ces publics précarisés, j'aurais pu amener au sein d'AiA des membres pour venir enrichir et partager directement avec un public plus restreint. Mais ce n'était pas le cas.

Ça reste compliqué, vu que ça reste un travail qui est fait sur le côté.

Oui et alors, ça pourrait être intéressant, il y a aussi le poids qu'on a soi-même au sein de son organisation. Je ne suis pas le boss de Solidaris donc quand il y a une idée de projet et que je demande de pouvoir mettre des moyens financiers ou humains, c'était compliqué vu que j'étais assez bas dans la hiérarchie institutionnelle et je devais passer par beaucoup de personnes pour avoir une réponse. C'est peut-être moins le cas pour d'autres membres plus petits, mais nous, une structure de plusieurs milliers de personnes au niveau belge, c'est le cas.

C'est intéressant, étant donné que les autres associations avec lesquelles j'ai parlé sont plus petites. Ce n'est pas un défi qui est apparu chez eux.

Voilà, ils sont plus proches du pouvoir de décision et pour moi, le chemin décisionnel est plus long. Quand il s'agit d'avoir des réponses rapides, c'est plus compliqué, alors qu'on pourrait penser que Solidaris est un gros acteur et que son implication dans AiA va apporter beaucoup. Au final, j'apportais moins que des associations avec cinq employés.

Il y a un décalage de poids entre le poids de l'association en général et le poids du travail personnel parce que le chemin décisionnel est plus long.

Ce qui serait intéressant pour AiA, c'est que les membres de la coordination, ou même des GT, soient assez haut dans leur institution-mère ou aient un mandat clair pour facilement alpaguer leurs institutions et ne pas dire « Je vais demander, attendez un petit peu ».

Oui, donc avoir une position qui donne plus de perspectives et d'opportunités.

Oui, c'est ça.

Tu parlais de recommandations. Selon toi, est-ce que certaines choses auraient « dues » être faites ou devraient être faites au sein du mouvement pour augmenter sa portée politique et/ou citoyenne, même si ce n'est pas la mission première d'AiA ?

Ce qui serait intéressant de faire évidemment, ce serait de garantir une pérennité du mouvement avec des subsides, mais pas que. Pourquoi pas que les membres garantissent un financement indépendant de l'administration ? Et alors, il faudrait étoffer le noyau parce que finalement, il y a quand même moins de gens parce qu'ils sont fatigués et qu'ils ont beaucoup donné ou parce qu'on leur dit « Tiens, tu travailles trop là-dessus ». Il faut assurer un renouvellement et un élargissement, peut-être, du mouvement pour être proactif. Également, passer par la partie néerlandophone.

C'est vrai que cette partie néerlandophone a été très peu abordée dans mes interviews. C'était un but de base puis ça s'est délié. À quel point les relations avec le mouvement flamand sont fortes ? Qu'est-ce qui a fait que ce côté national n'a pas pu émerger autant que voulu ?

Franchement, je ne saurais pas répondre à ça.

Pas de soucis, je reposerai la question.

Déjà, il faudrait que le mouvement ne soit pas trop implanté à Bruxelles parce que c'est parfois trop bruxello-centré, même s'il y a des acteurs wallons.

Justement, je ne sais pas si tu travaillais plutôt du côté wallon, bruxellois ou dans la coordination.

J'étais plutôt dans la partie nationale francophone avec beaucoup plus de concrétisation au niveau wallon.

Alors, c'est quelque chose qui est revenu assez souvent, c'est la différence d'impact qu'il y a entre la Région wallonne et la Région bruxelloise, probablement liée au manque d'agriculteurs sur le terrain bruxellois qui pourraient se constituer en opposition à AiA. Est-ce que tu as senti cette différence et est-ce que tu as des explications possibles ?

Il y a des différences culturelles entre citadins de la capitale et habitants de la Région élargie. Je pense que ça joue énormément au niveau des relations sociales. Il y a une longueur d'avance et une maturité à Bruxelles. Mais, Bruxelles est plutôt une Région de consommateurs et non de

producteurs. C'est un autre angle donc, j'imagine que les administrations sont attentives à l'oreille du consommateur plutôt qu'à l'oreille du producteur.

OK, je vérifiais si le son de cloche était le même chez tous les membres interviewés. J'ai encore deux petites questions. La première est « À quel point les sujets de l'accessibilité et de l'inclusion ont-ils été développés dans les différents groupes de travail et qu'est-ce qu'il reste à faire ? ».

Dans les prises de position, quand c'était relatif à des sujets pas trop précis, il y avait toujours cette attention à l'inclusivité. Si elle pouvait être apportée, elle l'était spontanément parce que je n'étais pas à la manœuvre. Il y a cette sensibilité chez tout le monde sans que les membres ne soient spécialistes. À côté de ça, il y avait un GT Diversité sociale et culturelle. Le « problème », c'est que le GT existait déjà au sein du RAWAD (Réseau des acteurs wallons pour l'alimentation durable) qui était actif et très fonctionnel depuis plusieurs années avant la création d'AiA. Donc, ces débats et réflexions étaient déjà développés par le RAWAD. Donc, pour ne pas faire deux fois la même chose, on a fait comme si le GT au sein du RAWAD était connexe à AiA, sachant que la majorité des membres du RAWAD étaient membres d'AiA. C'est comme si cette expertise était un petit peu chez AiA, mais il y a vraiment du travail qui a été fait au RAWAD, donc il faut maintenir le lien pour que les collaborations continuent à se faire.

Parfait, tu es même revenu sur le travail du RAWAD que j'avais un peu perdu de vue.

Oui, et sinon AiA et le RAWAD sont très proches avec des membres investis dans les deux cercles. Ça ne se déforce pas l'un l'autre, mais, à un moment, on peut se poser la question de « Est-ce qu'un jour, il ne faudrait pas fusionner les deux ? ».

Oui, pour éviter ce double emploi ?

Oui, et pour augmenter aussi la taille d'AiA.

Je vais finir par une dernière question assez large. Selon toi, avec le développement d'AiA et ses ambitions, comment serait le futur proche du mouvement et de l'agroécologie en Belgique ?

D'un point de vue général, j'ai un avis assez pessimiste. Je pense que la transition vers un système alimentaire durable va progresser, mais sans doute avec une précarisation plus grande des consommateurs. Je pense que l'attention du consommateur va s'améliorer, tout comme le

plaidoyer et la formation des producteurs, mais j'ai l'impression que ça va continuer à concerner des publics plus sensibles et favorisés. Cette alimentation à deux vitesses va être un vrai défi.

Et pour AiA, je vois le mouvement avec un bureau suffisamment large et avec suffisamment de membres autonomes qui sont capables de développer des projets, de chercher des subsides, de trouver de nouveaux membres. Peut-être que je le verrais plus institutionnalisé, avec un statut juridique clair, pour accéder plus facilement à des financements. Puis, je le vois surtout toujours aussi militant, mais plus représentatif en termes de nombre d'acteurs qui en font partie.

Et peut-être de publics touchés ?

Oui, bien sûr.

OK, je ne sais pas si tu veux rajouter quelque chose.

Non ça va, j'ai l'impression que j'ai parlé de tout ce dont je voulais parler.

Super. Alors, à bientôt, dans un futur proche, et un grand merci pour ton temps.

Beaucoup de succès à toi !

Bonne soirée.

